Dorval Brunelle (1975)

Le code civil et les rapports de classes

Suivi d'une analyse sociologique
de la loi canadienne de l'assurance-chômage

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet,
collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:brunet.diane@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet, bénévole,
Courriel: <mailto:brunet.diane@videotron.ca>

à partir de :

Dorval Brunelle (1975)

**Le code civil et les rapports de classes. Suivi d'une
analyse sociologique de la loi canadienne de
l'assurance-chômage**

Une édition électronique réalisée du livre **Le code civil et les rapports de classes. Suivi
d'une analyse sociologique de la loi canadienne de l'assurance-chômage** (1975). Montréal :
Les Presses de l'Université du Québec, 1975, 120 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 10 novembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

DORVAL BRUNELLE

LE CODE CIVIL
ET LES RAPPORTS DE CLASSES

suivi d'une analyse sociologique
de la loi canadienne de l'assurance-chômage
Montréal : Les Presses de l'Université du Québec,
1975, 120 pages.

[Retour à la table des matières](#)

**LE CODE CIVIL
ET LES RAPPORTS
DE CLASSES**

suivi d'une
**analyse sociologique de la loi canadienne
de l'assurance-chômage**

Comme l'a écrit Sartre, « la contradiction entre celui qui possède les instruments de travail et celui qui ne possède rien ne parvient pas à rendre compte de chaque événement : elle en est le cadre, elle crée la tension permanente du milieu social, la déchirure de la société capitaliste ».

L'objet du premier des deux essais présentés ici est d'analyser cette contradiction dans son contenu juridique à partir des rapports entre la propriété privée et le contrat de travail.

Une telle approche permet de révéler l'aspect essentiellement politique de la contradiction entre capital et travail.

Cet ouvrage est publié grâce à une subvention accordée par le Conseil canadien de recherche en sciences sociales et provenant de fonds fournis par le Conseil des Arts du Canada.

La conception graphique de la couverture est de
MARINA GRECIANO.

La reproduction de la photographie, intitulée : *International Manufacturing Co., Montreal, circa 1914-1918*, a été autorisée par les Archives photographiques Notman du Musée McCord, à Montréal.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Le code civil et les rapports de classes](#)

[Introduction](#)

Première partie [La propriété privée et le louage d'ouvrage](#)

Chapitre I. [Le droit de propriété](#)

Chapitre II. [Le contrat de travail](#)

Deuxième partie [Le pouvoir sur le travail](#)

Chapitre I. [Propriété du travail et mandat](#)

Chapitre II. [Le pouvoir dans les appareils sociaux](#)

[Conclusion](#)

[Une analyse sociologique de la loi canadienne de l'assurance-chômage](#)

1. [Présentation de la sociologie du droit](#)
2. [Le travail et le droit](#)
 - 2.1 [Le contrat de travail](#)
 - 2.2 [L'objet du contrat de travail](#)
 - 2.3 [Le travailleur et le pouvoir public](#) : Quelques notes historiques
3. [La Loi de l'assurance-chômage](#)
 - 3.1 [La fonction de la loi de l'assurance-chômage](#)
 - 3.2 [Les modalités de fonctionnement de la loi](#)
 - 3.2.1 [L'emploi assurable](#)
 - 3.2.2 [Les prestations d'assurance-chômage](#)
4. [Assurance et assurance-chômage](#)
5. [Conclusion](#)

[Bibliographie sommaire](#)

1. [Ouvrages théoriques](#)
2. [Articles](#)
3. [Textes de loi \(par ordre chronologique\)](#)

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Les deux courts essais qui sont présentés ici constituent un des résultats de travaux entrepris en collaboration au Centre de Recherche en politique sociale, rattaché à l'École de service social de l'Université McGill, en 1970-71 avec, notamment, Michel Pelletier, Yves Vaillancourt, Robert Bureau, Jean Sylvestre et Mme Claude Parizeau.

Par la suite, j'ai entrepris de développer les textes que j'avais préparés alors, et des ébauches ont fait l'objet de discussions avec Robert Bureau, René Laperrière, Georges Lebel et Pierre MacKay, du département des Sciences juridiques de l'UQAM.

Je tiens à remercier toutes ces personnes pour leur contribution, leur encouragement et leurs critiques ; il est entendu néanmoins que j'assume seul la responsabilité du contenu de cet ouvrage. Je tiens surtout à souligner la dette intellectuelle que j'ai contractée pendant mon séjour à Paris, de 1968 à 1970, à l'endroit de M. Charles Bettelheim, directeur d'études à la Vle section de l'École pratique des Hautes Études, à qui ce livre est respectueusement dédié.

Le code civil et les rapports de classes

[Retour à la table des matières](#)

Le code civil et les rapports de classes

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Un nombre imposant de commentateurs et de théoriciens se sont penchés sur l'étude du droit, de ses normes et de leurs interprétations. Dans le présent ouvrage, le problème ne consistera pas à reprendre telle interprétation d'une norme juridique pour la valider ou l'invalidier en fonction de la rationalité juridique (analyse d'une norme ou d'une règle de droit en fonction des divers commentaires dont elle a été l'objet), mais à analyser quelques formes juridiques spécifiques en cherchant à dégager les rapports sociaux qu'elles fondent. Notre étude sera centrée sur deux de ces formes, la propriété privée et le contrat de travail, telles qu'elles sont définies dans le Code civil de la Province de Québec, lui-même inspiré du Code Napoléon.

Pourquoi se concentrer sur ces deux formes à l'exclusion des autres et en quoi ce retour aux sources peut-il apporter une contribution à la recherche, non seulement dans le champ de la sociologie juridique, mais plus généralement de la recherche matérialiste sur les formations sociales ? Ces questions sont liées l'une à l'autre : on ne peut comprendre l'évolution de la problématique de la lutte des classes dans une formation sociale à l'heure actuelle sans référer, explicitement ou

non, à ce « contrat social » fondamental qu'est le rapport entre l'homme et son produit - qu'en droit on appelle le rapport entre la personne et la chose et en philosophie, le rapport entre le sujet et l'objet -puisque ce n'est qu'une fois ce rapport approfondi qu'on pourra fonder d'autres recherches, plus empiriques, sur les transformations qu'il a pu connaître par suite de l'évolution des luttes sociales dans nos sociétés actuelles. De telles recherches pourraient montrer en quoi et pourquoi la problématique donnée ici a pu être modifiée justement par les luttes sociales.

Faute d'une semblable analyse, les recherches sur les transformations des formes juridiques, qui sont aussi des recherches sur l'évolution des rapports sociaux, n'ont pas de base solide sur laquelle s'appuyer parce qu'un aspect important de la problématique fondamentale n'est pas éclairci. Cette absence de référent à une rationalité fondamentale qui est la légitimation du rapport entre l'homme et le produit du travail tel que donné dans la propriété privée, implique que des travaux sur le même terrain sont susceptibles de poser des transformations dans ce rapport sans pour autant pouvoir expliquer ce qui a été transformé et pourquoi. C'est ainsi qu'une certaine vision superficielle posera, par exemple, que la propriété privée a éclaté pour se morceler en des formes de propriété à caractère plus social par la généralisation de la vente des actions de compagnies ¹, de sorte que la rationalité individualiste donnée dans le Code civil n'a plus sa place aujourd'hui dans les faits.

Ces assertions ont été contredites par d'autres ² ; il n'en sera pas question ici car notre propos est d'analyser ces formes juridiques dans ce qu'elles sont au Code civil parce que c'est là un préalable à l'analyse d'autres formes qui découlent directement de la propriété privée et du contrat de travail, qu'il s'agisse de la propriété par actions ou du contrat collectif de travail.

En ce sens, notre essai ne constitue pas une recherche historique puisqu'il tente d'isoler cet invariant à partir duquel on sera susceptible de comprendre les transformations intervenues dans le « contrat social » qui lie l'homme aux autres hommes par les produits de son travail, les transformations intervenues dans ce que Marx appelle les « rapports de production ».

Si ces indications peuvent justifier qu'on revienne à l'analyse de la propriété privée et du contrat de travail dans leur état originel, elles n'expliquent pas pourquoi nous avons choisi de les étudier l'une et l'autre, plutôt que l'une ou l'autre. Est-ce que l'on n'assimile pas *de facto* le mode de production capitaliste à la propriété privée de sorte que cette forme juridique suffise seule à expliquer les

¹ Qu'il suffise de mentionner ici le célèbre ouvrage de Berle et Means : *The Modern Corporation and Private Property*, MacMillan, 1932.

² Pour un exposé de telles thèses et leur critique, voir : Miliband, Ralph, *The State in Capitalist Society*, Weidenfeld and Nicholson, 1969, p. 1 à 22.

rapports sociaux établis dans ce mode de production ? Sans doute, la propriété privée fonde l'appropriation des produits du travail ; mais n'est-ce pas le cas de toute propriété ? Comment alors distinguer la propriété dans un mode de production capitaliste, de celle qui prévaudrait dans un mode de production précapitaliste ou en transition vers le socialisme ? Comment analyser la propriété dans un mode de production donné sans étudier en même temps les rapports de non-propriété qu'elle fonde ? Si la propriété privée est appropriation des produits d'un travail, cette appropriation ne peut être étudiée en elle-même, *in vacuo*, mais en rapport avec l'expropriation des produits du travail et ce rapport d'expropriation des produits du travail est donné dans la forme juridique que constitue le contrat de travail. Étant donné que nous nous proposons d'étudier les rapports sociaux que fonde la propriété privée, il ne saurait être question de nous limiter au seul rapport d'appropriation puisque l'appropriation est en même temps expropriation pour un non-propriétaire.

Ces quelques éléments permettent de poser une question beaucoup plus importante qui justifie finalement le sens et la portée d'une recherche comme celle-ci. En effet, si l'étude scientifique d'une formation sociale consiste à analyser le contenu et la fonction de formes sociales afin de révéler le rapport de classes que ces formes déterminent, la marchandise apparaît comme la forme privilégiée d'analyse des rapports de classes dans le mode de production capitaliste. Mais puisque la production de marchandises est devenue en même temps la fonction dominante dans des sociétés dites « en transition vers le socialisme », le problème se pose de savoir quelle est la fonction sociale véritable du développement économique fondé sur la production de marchandises. En d'autres mots, faut-il relier le concept de développement à la richesse matérielle ? Le développement économique n'est-il qu'une stratégie de rattrapage que doit s'imposer un pays sous-développé ou dominé pour rejoindre les pays développés ? Cette question a été posée par Charles Bettelheim dans les termes suivants :

une certaine façon de « relier mécaniquement » le développement des forces productives à la transformation des rapports de production, en « pensant » le premier terme d'une façon linéaire (ce qu'une interprétation superficielle de certaines formules polémiques de Marx peut sembler autoriser) et en imaginant que c'est ce « développement » qui « produit » une transformation dans les rapports de production, tourne le dos au mouvement réel de l'histoire. Une telle conception peut même exercer une action négative sur l'évolution des formations sociales en transition ¹.

C'est dire que le développement au sens strictement quantitatif d'accumulation de richesses ne résout pas la contradiction sociale fondamentale : le rapport de classes antagoniques. Il ne fait, au mieux, que déplacer cette contradiction en changeant la composition d'une classe dominante ; et ce n'est pas parce que cette

¹ Bettelheim, Charles : *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, 1970, pp. 73-74.

classe dominante est composée essentiellement de bourgeois ou de technocrates que la contradiction est levée.

La question a été soulevée par l'analyse de l'évolution des rapports sociaux en U.R.S.S. et c'est ce qui est apparu à certains comme une « déviation » vers des formes bourgeoises d'accumulation qui a permis de poser le problème du développement économique dans ses dimensions proprement sociales.

Ce problème dépasse les cadres d'un mode de production « en transition vers le socialisme » et permet de fonder l'analyse de la rationalité du développement dans les formations sociales développées. Autrement dit, dans quelle mesure le développement pour le développement constitue-t-il un développement social ? Jusqu'à quel point le progrès économique, la croissance pour la croissance, « produit-elle, une transformation dans les rapports de production » ?

Il est ainsi apparu que la problématique élaborée par Bettelheim dans l'étude du développement du capitalisme en U.R.S.S. pouvait servir de fondement à l'étude du développement économique dans une formation sociale développée. Mais pour comprendre le sens et la portée de cette rationalité, pour étudier l'idéologie du progrès ou de la croissance, il faut aborder l'analyse d'autres formes sociales. Une fois le problème posé en termes quantitatifs, sa solution semble résider dans une répartition plus équitable du produit social global. Pourquoi cette répartition ne peut-elle jamais être effectuée ? La réponse est simple : parce que les conditions de la production déterminent la répartition du produit social de sorte que toute production dans le cadre juridique de la propriété privée fonde une appropriation croissante des produits du travail aux dépens des travailleurs.

Il semble donc que l'envers de la rationalité du développement pour le développement doive être le développement du sous-développement. Ce sera le but de notre travail de révéler l'articulation de cette rationalité. On concède aujourd'hui que l'accumulation capitaliste à l'intérieur des sociétés développées, si elle produit la richesse, produit en même temps l'appauvrissement ; mais cette assertion ne permet pas de répondre à la question posée plus tôt : pourquoi tout développement capitaliste doit-il sous-développer ? Il est primordial de révéler la rationalité capitaliste du développement. Cette rationalité, occultée par l'accumulation de richesses, tend à dévier le problème en sorte que l'on n'en vienne plus qu'à poser la question de la redistribution du produit social sans voir que toute question relative à la répartition est fonction de la production et des formes juridiques dans lesquels ses rapports sont figés.

Si la fonction primordiale dans un mode de production capitaliste est la production et l'accumulation de marchandises, seul le droit permet de révéler la fonction de cette rationalité, qui n'est qu'une fonction de répartition des produits, de sorte que la transformation des conditions de la répartition implique la transformation des rapports de production. Puisque c'était sous l'angle de la distribution

du produit social que nous voulions étudier la propriété privée, il apparaissait impensable de procéder à cette analyse sans aborder l'étude du contrat de travail, forme juridique de la distribution des fruits du travail.

Sur le plan méthodologique, le problème qui se pose dans des recherches en sociologie du droit est de comprendre la fonction spécifique d'un texte de loi par rapport à la totalité du fait social. La méthode la plus ancienne, encore appliquée de nos jours, est la méthode historico-comparative :

La méthode historique appliquée à la sociologie du droit consiste d'abord, à prendre une connaissance rationnelle des phénomènes juridiques - mais une connaissance qui présente cette originalité qu'au lieu d'atteindre les phénomènes dans un instantané correspondant à un certain état du droit elle les suit diachroniquement dans leur évolution. Elle consiste, en second lieu et plus profondément, à expliquer les phénomènes juridiques. Explication causale - mais elle aussi d'une nature particulière, car, au lieu de s'induire (comme dans la méthode comparative) d'une pluralité d'observations identiques, elle se manifeste dans un rapport unique de génération entre deux phénomènes successifs (notamment deux institutions), étant démontré qu'un phénomène, par les transformations qu'il a subies, a engendré l'autre. Ce type d'explication causale que l'on peut qualifier de *génétique* n'est pas moins probant, en sociologie juridique, pour expliquer une règle de droit que l'étymologie, en linguistique, pour expliquer un mot... l'emploi de la méthode comparative est subordonné à un préalable logique, qui est la comparabilité des termes, des phénomènes juridiques à comparer ¹.

Dans cette perspective, l'étude d'un texte de loi suppose et l'analyse des conditions socio-historiques prévalant à un moment donné, et la comparaison avec d'autres textes légaux, comparaison susceptible de fonder la compréhension de l'évolution des institutions ou des formes juridiques dans une société. Pour fructueuse que soit cette méthode elle ne souffre pas moins d'un défaut fondamental qui invalide les résultats de recherches en sociologie juridique dans la mesure où elle ne permet pas de déterminer la fonction de telles lois puisque cette fonction pour être comprise devrait se situer à l'intérieur d'une problématique générale d'explication des formations sociales.

Si je parviens à dégager certaines conditions socio-historiques concrètes qui expliquent l'implantation d'une politique sociale telle que l'assurance-chômage au Canada dans les années 1930, - le *krach* de 1929, l'augmentation substantielle et permanente du taux de chômage, etc. - et si je montre en quoi la loi de l'assurance-chômage est plus ou moins directement issue de diverses mesures politiques antérieures d'assistance à la classe des travailleurs, je ne saurais pour autant analyser la fonction de cette loi sans référer à un schéma d'analyse de la réalité globale, où la lutte des classes constitue la contradiction fondamentale.

L'approche matérialiste s'attache au rapport entre idéologie et société globale et il faut bien voir que l'idéologie n'est pas un niveau plus ou moins autonome

¹ Carbonnier, J. : *Sociologie juridique*, Armand Colin, 1972, pp. 187-188.

d'une réalité socio-politique donnée, mais une représentation de cette réalité. Le droit est un produit, au même titre que la marchandise, de rapports de production spécifiques. Le droit fonde la production de formes juridiques - propriété, contrat, etc. - qui peuvent être analysées ainsi que n'importe quelles formes sociales, qu'il s'agisse de marchandises ou d'appareils sociaux. Engels a bien montré ce caractère des formes juridiques quand il a parlé de la « transformation de la propriété en marchandise ¹ ».

Pour paraphraser Engels, notre but est d'étudier des formes juridiques ainsi que des marchandises : en tant que formes sociales, produits de rapports sociaux de production spécifiques d'une part ; qui fondent ces mêmes rapports sociaux de l'autre. Par opposition à une approche idéaliste, nous n'étudierons pas la chose que serait le droit, parce que cela implique un référant - en général la société en tant que pure abstraction - qui fonde cette chose dans son existence objective. De la même manière, rejetant une approche matérialiste mécanique, nous ne nous occuperons pas des rapports de l'idéologie juridique avec la réalité sociale globale comme si celle-ci existait en dehors de celle-là.

Le problème ne consiste absolument pas cependant à admettre ou à contester l'existence de l'idéologie juridique, mais à démontrer que les catégories juridiques n'ont pas d'autre signification en dehors de leur signification idéologique... Les catégories de la marchandise, de la valeur et de la valeur d'échange sont sans aucun doute des formations idéologiques, des représentations déformées, mystifiées (selon l'expression de Marx), par lesquelles la société basée sur l'échange marchand conçoit les rapports de travail des différents producteurs. Le caractère idéologique de ces formes est prouvé par le fait qu'il suffit de passer à d'autres structures économiques pour que ces catégories de marchandises, de valeur, etc., perdent toute signification ².

L'analyse d'un texte de loi devrait permettre d'expliquer non seulement la genèse d'une institution ou d'une norme, mais encore sa fonction. Pourtant, il ne doit pas s'agir, afin de déterminer la ou les fonctions d'une norme, de traiter « le droit ainsi qu'une chose ³ » parce que cette approche débouche sur un fonctionnalisme pur où les seuls rapports qui existent sont des rapports d'extériorité entre des institutions, entre des normes, tandis que le problème qui se pose n'est pas l'étude des rapports entre institutions, entre normes, entre formes sociales, mais l'analyse des rapports sociaux concrets qui déterminent telles formes sociales et l'analyse des rapports que ces formes elles-mêmes déterminent par ce qu'on peut appeler une « action en retour ⁴ ». Dans le même sens, le droit de la propriété privée ou le

¹ Cf « L'époque franque » dans : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions sociales, 1972, p. 255.

² Pasukanis, E. -B. : *La théorie générale du droit et le marxisme*, E.D.I., 1970, pp. 63-64.

³ Carbonnier, J. : *op. cit.*, p. 180. Voir aussi : Durkheim, E. : *Les règles de la méthode sociologique*, P.U.F., pp. 15-47.

⁴ Mao Tse-toung : *Écrits choisis en trois volumes*, vol. 2, Maspéro p. 39 : « Car tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons

contrat de travail sont des produits de rapports capitalistes de production et agissent, en tant que formes sociales concrètes, pour maintenir ces rapports de production de telle sorte que ces formes puissent fonder la reproduction de tels rapports.

La limite principale de la méthode historico-comparative tient à l'impossibilité théorique, tant et aussi longtemps que la forme demeure une simple chose, de révéler la fonction d'une forme, non par rapport à d'autres formes ou par rapport à la société prise dans son ensemble, mais par rapport à des rapports sociaux concrets, des rapports de classes.

L'étude scientifique du droit doit dépasser l'analyse des formes pour dégager, par-delà ces formes, les rapports sociaux qui les sous-tendent. Le présent travail s'attachera « à examiner plus spécialement le rôle des lois dans la conservation des rapports de distribution et par suite leur effet sur la production ¹ ». À cette fin, nous avons retenu les deux formes juridiques fondamentales déjà mentionnées.

La structure de la distribution est complètement déterminée par la structure de la production. La distribution est elle-même un produit de la production non seulement en regard de l'objet... mais aussi en regard de la forme, puisque tel mode de participation à la production détermine les formes particulières de la distribution... ²

Le droit de la propriété n'est pas uniquement une forme spécifique de rapport social entre un sujet et l'objet approprié - un rapport de consommation ou de production donné - mais aussi et en même temps un rapport de distribution.

Parce que le droit de la propriété ne vise pas seulement à prévenir l'ingérence mais fonde concrètement la manière dont sera distribué le produit social ³).

En tant qu'il est consommateur, tout homme est, au sens strict, propriétaire, et ce n'est pas seulement en tant que droit à la consommation individuelle qu'il faut entendre le droit de la propriété, mais en tant que droit sur la production. C'est dans la consommation productive qu'il faut analyser les rapports susceptibles d'expliquer des consommations individuelles. La consommation productive est le rapport social par excellence entre les hommes et les choses où la propriété des

reconnaître l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique. Ce faisant, nous ne contredisons pas le matérialisme mais, en évitant de tomber dans le matérialisme mécanique, nous nous en tenons fermement au matérialisme dialectique. »

¹ Marx, K. : *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, in : *Oeuvres*, tome I, « La pléiade » ; N.R.F., p. 252.

² Ibid., p. 249.

³ Cohen, Morris R. : *Reason and Law* (1950), Collier Books, 1961, p. 127.

moyens de production devient un privilège, tandis que le travail producteur se transforme en une pure et simple servitude.

La problématique que nous posons au départ et qu'il s'agit de vérifier pourrait être formulée ainsi : la propriété privée, en tant qu'appropriation des produits du travail, est en même temps une expropriation des produits du travail, expropriation réalisée au moyen du contrat de louage d'ouvrage. Il ne s'agit pas tant de démontrer cette assertion que de montrer la rationalité juridique qui fonde le droit de la propriété privée d'une part, et de montrer comment cette rationalité se retrouve dans le contrat de louage d'ouvrage, d'autre part.

Le cœur de la problématique juridique en matière de travail réside dans la contradiction entre la chose et l'ouvrage : la chose fonde la propriété, ce droit absolu qui est une « jouissance », tandis que l'ouvrage fonde l'exploitation. Il faut dès lors établir la distinction entre rapports de production et échange. Dans les rapports de production, le travail est l'« accessoire » qui permet à des « choses » de produire des « choses » ; le travail ne fait qu'« user » des moyens de production en s'« usant » lui-même ; il est, en d'autres mots, consommé productivement et c'est cette usure de la force de travail qui fonde la valeur des marchandises. En dehors des rapports de production, s'il n'est pas consommé productivement le travail a une existence sociale potentielle : il est sur le marché, attendant, ainsi que n'importe quelle autre marchandise, qu'on veuille bien le consommer ; à ce niveau, il apparaît comme « chose », comme marchandise, comme force de travail. Sur le marché, la force de travail n'a plus, ainsi que toute marchandise, qu'à attendre l'acquéreur qui la consommera productivement, c'est-à-dire qui reconvertera cette marchandise en « accessoire », qui lui « donnera de l'ouvrage ». Pour l'acquéreur, la « chose » qu'était la force de travail sur le marché se convertit en force productive qui s'use dans ses usines ou dans ses bureaux ; pour le producteur, la « chose », c'est lui-même.

Il sera intéressant de cerner le sens de cette fiction juridique qui fait de la personne d'un travailleur une marchandise, pour montrer en quoi, concrètement, le travailleur est soustrait à l'échange. Ce qui s'échange sur un marché n'est pas l'illusoire force de travail contre un salaire, mais une servitude contre un prix. Pour le propriétaire, le marché est le lieu d'exercice de son droit absolu de disposer de ses choses ; pour le producteur, le marché est le lieu où se paie sa servitude. Cette contradiction fondamentale est fonction de la situation de l'un par rapport à ses choses et de la situation de l'autre par rapport à rien du tout - le « par rapport à rien du tout » masquant le fait que le travail producteur est le simple accessoire de production de toute marchandise.

Mais, pourra-t-on alléguer, si le travailleur se vend sur le marché, il y revient en tant que consommateur individuel, ainsi que n'importe quel consommateur individuel : capitaliste, notaire ou curé. Ceci est exact, avec cette différence, qui réside essentiellement dans la fonction du marché pour l'un et pour l'autre :

l'échange existe en fonction de la reproduction des rapports de production. Il s'ensuit que l'échange devra être à ce point égalitaire, s'effectuer dans des conditions telles, que l'ouvrier puisse reproduire sa force de travail et rien d'autre ; tandis que l'autre reproduit en sus ses moyens de production.

Enfin, il ne s'agit pas seulement de révéler la problématique juridique que revêt la contradiction fondamentale classe dominante classe dominée, mais encore et surtout de montrer que ce rapport n'est pas un rapport d'équilibre où la lutte des classes serait une fois pour toute figée, mais un rapport dynamique où l'accumulation des droits chez l'un implique un cumul d'obligations chez l'autre. Il faut illustrer au moyen de la rationalité juridique la thèse économique du « développement du sous-développement ». Les conditions de la production déterminant les rapports de distribution, il apparaîtra que l'accumulation de marchandises aux mains d'une classe privilégiée constitue le procès fondamental et la légitimation dernière des rapports de classes.

Afin d'étayer ces assertions, nous allons préciser les définitions juridiques de la propriété privée et du contrat de louage d'ouvrage pour ensuite en isoler les conséquences sociales les plus importantes. Ces deux moments de la recherche correspondent aux deux parties de notre travail.

Le code civil et les rapports de classes

Première partie

La propriété privée et le louage d'ouvrage

Pour eux, l'extrême liberté ; pour ceux-là, l'extrême esclavage ; cela leur paraissait tout simple et l'effet du droit.

(De Tocqueville : *Œuvres complètes*,
III, p. 117.)

[Retour à la table des matières](#)

Le code civil et les rapports de classes
Première partie : La propriété privée et le louage d'ouvrage

Chapitre I

Le droit de propriété

[Retour à la table des matières](#)

La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements ¹.

Cette définition énonce que la propriété est une jouissance. Cette jouissance, en tant que rapport matériel fondamental, est absolue en ce sens qu'elle ne peut être, en tant que telle, objet d'une limitation légale. La jouissance est ou elle n'est pas : son existence ou sa non-existence est fonction de l'existence ou de la non-existence de la chose spécifique qui fonde la jouissance du propriétaire.

Ce rapport absolu apparaît comme le rapport matériel par excellence : le rapport homme-chose. Là où il n'y a pas de chose, il n'y a pas de rapport, pas de jouissance. Le droit, en tant qu'il règle les relations sociales, ne saurait ainsi intervenir dans ce rapport matériel : ce dernier est ou n'est pas. Il ne saurait exister

¹ *Code civil de la province de Québec*, article 406.

plus ou moins de jouissance donnée par la chose. Si la chose existe, le rapport existe ; sans elle, aucun rapport de propriété n'est possible.

La même définition établit la propriété comme un droit : c'est alors de la dimension sociale de la jouissance dont il est question ; de l'opposition de cette jouissance à d'autres individus. Cette seconde relation est subsidiaire, elle découle nécessairement de la première : la propriété, en tant que pure et simple jouissance, n'aurait aucune existence sociale si cette jouissance n'était « à ce point absolue » qu'elle ne soit opposable à d'autres sujets de droit, à la société dans son ensemble. « Absolu » renvoie à deux réalités distinctes qui aux yeux de la loi n'en font qu'une ; au rapport homme-chose entendu comme jouissance et à l'existence sociale de ce rapport, qui est donnée comme « droit ».

Le simple rapport homme-chose entendu comme jouissance n'existe pas en lui-même, en dehors de sa dimension sociale, de sorte que toute jouissance apparaît déjà comme un droit. Ce que sous-tend cette formulation, c'est que le premier rapport, en tant que rapport absolu, détermine l'existence sociale du droit de propriété.

On peut se représenter un sauvage isolé qui possède, mais alors cette possession n'est pas un rapport juridique ¹.

La confusion fondamentale inscrite dans le droit de propriété est la confusion entre la chose et le droit : la confusion entre le rapport matériel homme-chose et l'opposition sociale de ce rapport qui ne saurait être dissociée de la chose elle-même. Le droit se confond à ce point avec la chose que sans elle il ne saurait exister. Mais dans la définition juridique du droit de propriété, la problématique est présentée de telle sorte que ce n'est pas la chose qui apparaisse comme un absolu, mais le droit lui-même. On posera ainsi que le droit de propriété est absolu, quand il s'agit en réalité de la chose ! La chose est un absolu et c'est la détention de cette chose seule qui fonde un droit absolu.

Le droit de propriété peut donc être scindé de la façon suivante : la chose fonde le droit, d'une part ; le droit se donne comme absolu, d'autre part. Il apparaît ainsi que des rapports sociaux seront déterminés par ce rapport matériel fondamental.

La propriété, en tant que jouissance, est ce rapport absolu qui détermine des rapports sociaux. La nécessité de l'appropriation de la chose est donnée comme jouissance et la conséquence fondamentale de cette détermination matérielle est qu'aucun rapport social ne peut être défini comme jouissance, sinon partagé en

¹ Marx, K. : *Introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857), in : *Oeuvres*, tome I, NRF, coll. « La Pléiade », p. 256.

droits et obligations. Le droit opère un renversement par lequel la seule jouissance susceptible d'exister socialement est celle qui procède du rapport avec les choses, jamais du rapport avec d'autres. Le partage des droits et des obligations devient fonction de la situation objective des individus par rapport aux choses : celui qui détient la chose est titulaire d'un droit ; celui qui ne détient rien est soumis à toutes les obligations à l'égard de cette chose, c'est-à-dire, par cette chose, à l'égard du propriétaire de la chose ¹.

Le droit absolu de jouir des choses renvoie nécessairement à l'obligation absolue de les reproduire, qui est la condition de la reproduction du droit lui-même.

Dans la définition juridique du droit de propriété, jouissance et disposition renvoient respectivement à la consommation et à l'échange. Toutefois, la consommation doit être considérée au sens large d'usage, d'utilisation de la chose. « Chose » désigne aussi bien une marchandise, qu'une marchandise qui produit des marchandises : moyens de production, entreprises, bâtiment, machinerie, etc. Il faut comprendre la jouissance non seulement comme une pure et simple consommation, mais encore et surtout comme une consommation productive. Le droit de propriété est la jouissance d'un bien quel qu'il soit et s'entend aussi bien de la consommation d'un produit ou d'une marchandise que de la consommation de moyens de production qui permettent telle production - c'est-à-dire que de la production elle-même.

En droit, production et consommation tendent à être confondues en un seul et même rapport entre l'homme et la chose ; dans l'un et l'autre cas, l'usage des choses est donné comme une jouissance. Il apparaît une contradiction fondamentale entre production et consommation ; plus que cela, entre deux consommations productives antithétiques : la consommation productive des producteurs qui produisent et celle des non-producteurs qui font produire. Le producteur, en tant qu'il use des moyens de production devrait pouvoir opposer sa détention « de la manière la plus absolue » et dans ces conditions la production elle-même serait susceptible de fonder ses jouissances ; mais le corollaire de la relation de propriété est le droit d'accession, le droit absolu sur « ce qui est produit par la chose ² ». Nous retrouvons l'explication de ce qui a été énoncé précédemment : si le droit de propriété est donné comme absolu, c'est en tant que jouissance matérielle des choses et non en tant que jouissance dans la production des choses. Ainsi, la jouissance matérielle fonde l'appropriation des produits de la production ; la jouissance érigée en absolu fonde l'appropriation absolue des produits de la production.

¹ Renner, K. : "The development of capitalist property and the Legal Institutions Complementary to the Property Norm," in : *Sociology of Law*, V. Aubert Éditeur, Penguin Books, 1972, p. 35 : "The owner of a *res* imposes his will upon *personae*..."

² Cf. le libellé du titre du chapitre premier, *De la propriété* : « Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose » dans : Code civil, articles 409 et suiv.

La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Ce droit se nomme droit d'accession ¹.

Suivant cet énoncé, ce sont des choses qui produisent les choses de sorte que le droit produira des droits, alors qu'en fait le droit sur la chose permet seul la reproduction des choses qui fondent d'autres droits ; par ailleurs, la propriété d'une chose donne droit « sur ce qui s'y unit accessoirement », c'est-à-dire sur tout ce qui, n'étant pas une chose, produit la chose, c'est-à-dire le travail producteur.

Nous voyons définie la problématique juridique d'un rapport de classes antagoniques, donné comme contradiction matérielle entre des choses d'une part, et « ce qui s'y unit », de l'autre. La propriété des choses entraînant la propriété sur tout ce que les choses produisent, cela implique l'expropriation de ce qui « s'unit aux choses accessoirement », soit l'expropriation du travail producteur. Le rapport d'appropriation est doublé obligatoirement d'un rapport d'expropriation qui seul peut fonder le premier comme rapport nécessaire. L'appropriation des choses implique l'appropriation du travail, de sorte que pour le producteur l'expropriation des choses implique l'expropriation de son travail. En dehors du rapport social où s'effectue cette appropriation-expropriation des choses, c'est-à-dire en dehors des rapports de production, le travail ne devra avoir aucune, ni disposer d'aucune, fonction sociale puisqu'il n'en a même pas dans la production. L'expropriation par la production entraîne l'expropriation en dehors d'elle. La jouissance des choses se prolongeant en dehors de la production, dans la consommation, l'expropriation du travail doit se prolonger en dehors de la production, par la consommation, parce que l'expropriation par la consommation est la condition de l'expropriation dans la production. Un travail qui se prolonge dans ses produits n'est pas un travail exproprié au sens où l'implique la définition du droit de propriété ; il est un travail qui s'approprie des choses, un travail qui implique une quelconque jouissance des choses. C'est parce que le travail est donné comme « accessoire naturel ou artificiel » qu'il ne saurait se prolonger dans quoi que ce soit, de sorte que toute appropriation implique son expropriation. Résorber cette contradiction équivaut à

¹ Code civil, article 408.

Notons que le fondement de ce droit d'accession n'est pas très clair. Si P. Sraffa donne la « production de marchandises par des marchandises » comme une évidence, il n'aborde pas le fondement social concret de cette relation. Nous l'avons trouvé chez David Hume qui, analysant les modes d'acquisition de la propriété, en parlant du droit d'accession - les autres étant l'occupation, la prescription et la succession, - cite l'hypothèse suivante : « que l'attribution à la propriété du droit d'accession n'est rien d'autre que l'effet de relations d'idées, et de la douce transition de l'imagination (sic). » (« that the ascribing of property to accession is nothing but an affect of the relations of ideas, and of the smooth transition of the imagination ») in : *A Treatise of Human Nature* (1738), Livre III, 2ième partie, section 3, Londres, 1923, tome 2, page 214 note 1. L'explication la plus valable de ce droit d'accession, nous l'avons trouvée chez Marcel Mauss : « Ensuite, on donne parce qu'on y est forcé, parce que le donataire a une sorte de droit de propriété sur tout ce qui appartient au donateur » Cf. « Essai sur le don » (1923-4), in : *Sociologie et Anthropologie*, PUF. 1966, page 147.

reconnaître que la marchandise est le produit d'un travail manuel et non d'une chose, d'une marchandise. Il ne saurait y avoir ici de concurrence entre des droits mais deux problématiques contradictoires et antithétiques dont l'une, la production de marchandises, fonde nécessairement un rapport de classes antithétiques. Il n'existe pas ici deux rapports : un rapport de propriété et un rapport de travail, ou encore deux étapes, deux phases qui se succéderaient, ou même qui pourraient coexister, mais un seul et même rapport antagonique, contradictoire. Le droit étant donné par et dans la jouissance matérielle des choses, tout travail manuel équivaut à une pure et simple obligation ; il est, concrètement, cette obligation de produire les choses dans lesquelles il ne se prolonge pas, le surtravail des producteurs. *A contrario*, un travail qui à quelque titre que ce soit se prolonge dans des choses suppose un droit.

Si la propriété privée fonde la jouissance d'une chose comme un absolu, le droit d'accession fonde de la même manière le pouvoir sur la production comme un absolu, pouvoir qui découlerait de la consommation privée par une sorte d'inversion. Tout se passe comme si la consommation impliquait un droit sur les moyens de production qui produisent les marchandises consommées. L'appropriation des choses entraîne par droit d'accession l'appropriation des « choses » qui les ont produites, c'est-à-dire du travail producteur.

La fiction juridique qui fait de la force de travail un « accessoire » se révèle dans sa fonction véritable. Cette réification est la condition du maintien du droit sur la production, donc du droit à l'appropriation et à la consommation productive. Le droit établi de *facto* que dans les rapports de production le travail manuel ne saurait prétendre à aucun droit puisqu'il n'est qu'une fonction : la base matérielle, l'accessoire sur lequel le droit est fondé.

Pour rendre compte de ce que les rapports de production déterminent et la distribution et la consommation, les deux articles déjà utilisés devraient se lire dans un ordre inversé, de la façon suivante :

La propriété de la production - des moyens de production -(article 408) est le droit de jouir et de disposer tant des moyens de production eux-mêmes que des produits - des marchandises - de la manière la plus absolue (article 406).

La relation sujet-objet constitue un rapport par lequel jouissance s'oppose à travail. La loi implique que son détenteur jouit des choses sur lesquelles porte son droit. Dans le rapport ainsi établi, le travail est aussi une chose ayant une fonction précise et déterminée et, comme tel, en tant que simple travail-chose, il ne saurait prétendre à un droit, qu'il n'ait été approprié. Dans ces conditions, le droit sur le travail appartient à l'acheteur de la chose-travail (de la force de travail), savoir le propriétaire des moyens de production.

Au niveau des rapports de production, la liberté du propriétaire des moyens de production est la nécessité (relative) dans laquelle il se trouve de consommer le travail d'autrui, d'en user, bref d'exercer son droit ; au niveau de l'échange, sa liberté est la faculté dont il dispose de faire ou de ne pas faire, de disposer ou non de son droit, c'est-à-dire d'acheter ou non des forces de travail :

Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité¹.

Le droit de propriété est le droit absolu par excellence à un double titre : au niveau des rapports de production, il est donné comme nécessité de la détention de cette chose qui le fonde en tant que droit ; au niveau des échanges, il est donné comme pure faculté de faire ou de ne pas faire, de céder ou non. Alors que le droit sur la production implique que le propriétaire doive dans une certaine mesure consommer productivement, c'est-à-dire user de son droit, ce droit implique aussi qu'il ne peut être contraint de se départir ni de sa propriété, ni des fruits de cette propriété. C'est sur ce plan que se révèle l'arbitraire du droit de propriété, arbitraire qui fonde et la rémunération du travail productif et sa consommation productive par le propriétaire des moyens de production. Autrement dit, la détention ou la possession des moyens de production par une classe implique la domination de cette classe dans et par l'échange de sorte que la rémunération du travail producteur ne saurait être fondée sur autre chose que le libre-arbitre, le bon-vouloir de cette classe de même que l'utilisation ou la non-utilisation de la force de travail disponible sur le marché. Salaires et chômage sont donc en relation directe avec l'exercice du droit de propriété et, comme tels, la conséquence sociale de l'exercice de ce droit.

L'échange constitue en quelque sorte le prolongement social du droit de propriété et n'a en définitive d'autre fonction que de reproduire le droit de propriété lui-même. La fonction spécifique de la distribution est établie en relation directe et nécessaire avec la production : elle vise à maintenir tout au moins, à étendre si possible, les droits sur la production.

Reprenons les trois articles cités à propos du droit de propriété. Si nous les lisons en relation avec leur fonction sociale globale, c'est-à-dire en relation avec la production, l'échange (ou la distribution) et la consommation, nous obtenons :

La propriété de la production - des moyens de production - (art. 408) est la jouissance la plus absolue tant de la production que de ses produits - des marchandises - (art. 406), avec la faculté, pour le propriétaire, de disposer ou non de l'un ou de l'autre (art. 407).

¹ Code civil, art. 407.

La conséquence fondamentale de l'existence du droit de propriété comme forme juridique dominante du rapport qui s'instaure entre le propriétaire et des choses est qu'aucune chose ne saurait avoir d'existence sociale, qui ne soit insérée dans une forme de propriété, qui ne soit appropriée. Non insérée dans cette forme, la chose n'a aucune existence sociale ; elle n'a, au plus, qu'une existence potentielle.

Un chemin de fer qu'on n'emprunte pas, qui ne s'use pas, qui n'est pas consommé, n'est un chemin de fer que [mot grec]potentiellement, et non réellement ¹.

La chose n'existe pas en elle-même ; existent socialement les choses soumises à la propriété, c'est-à-dire appropriées ².

La distinction entre droit de propriété portant sur un objet corporel, (bien, chose ou marchandise) et droit de propriété portant sur un bien incorporel (un droit : par exemple, la créance), fonde la distinction juridique entre droits réels et droits personnels.

De tous les droits réels,
Le plus complet est évidemment la propriété qui est la somme des droits qu'on peut avoir sur un bien corporel ³.

Le droit réel qu'est la propriété constitue en même temps et par rapport à tous les autres droits réels, le droit dominant. La jouissance et la disposition sont des rapports absolus quand ils émanent de la propriété ; ces rapports seront limités dans tous les autres cas en fonction des droits spécifiques dont se sera départi le propriétaire. Le contrat est la forme juridique dans laquelle sont données les modalités d'utilisation de la chose : le partage des droits et des obligations. Ces droits spécifiques n'ont pas le caractère absolu du droit de propriété puisqu'ils découlent d'un démembrement de ce dernier. La location, l'usufruit, le prêt, etc., deviennent des contrats fondés sur l'utilisation partielle d'une chose.

Tout droit réel qui n'est pas le droit de propriété privée est un droit réel incomplet ; il ne peut pas être imposé au propriétaire : ce dernier ne saurait être contraint de disposer d'une partie de son droit réel complet ; d'ailleurs, en tant que

¹ Marx, Karl : *op. cit.*, page 244.

² Voir : *infra*, chap. 2, où nous approfondirons cette question à l'occasion de l'analyse de cette marchandise particulière qu'est la force de travail.

³ Savatier, René : *Cours de droit civil*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1947, tome 1, pp. 295-296.

droit subsidiaire, le droit réel complet implique que la chose sur laquelle il porte revient au propriétaire ou au moins est, d'une manière quelconque, remplacée. Il s'ensuit que le détenteur d'un droit réel incomplet doit user de la chose comme en userait le propriétaire s'il exerçait lui-même le droit spécifique cédé ; en effet, les obligations du locataire sont de :

1. user de la chose en bon père de famille ;
2. payer le loyer ;
3. rendre la chose à l'expiration du bail ¹.

Cet élément est important. Il entraîne que toute utilisation d'une chose qui n'est pas la jouissance absolue du propriétaire est en fait une prise en charge par le cocontractant de l'usage qu'en ferait son propriétaire. En tant qu'usage, ce droit incomplet se distingue de la jouissance en ce que la chose qui le fonde doit être rendue ou remplacée ; en tant qu'usage de la production, par exemple, ce droit incomplet ne constitue qu'une délégation de pouvoir dont la fonction principale consiste à maintenir et à élargir le droit de propriété, c'est-à-dire les jouissances matérielles du propriétaire.

Au droit réel incomplet correspond un droit personnel. Par la cession de tel droit réel incomplet, le propriétaire reçoit en contrepartie tel ou tel droit personnel de sorte que son droit réel complet initial (son droit de propriété) devient la « somme » de son droit de propriété démembré et du droit personnel reçu en compensation. Inversement, le cocontractant dispose du droit réel incomplet issu de la propriété et de telle ou telle obligation à l'endroit du propriétaire du droit démembré. Tout contrat donne donc lieu à un certain départage des droits et des obligations, qui est toujours fonction du droit réel complet que l'on avait au départ : le droit de propriété. Le contrat donne lieu à des droits personnels, c'est-à-dire à des créances ² dont l'objet peut être ou bien une dation (le transfert d'une propriété, par exemple), ou bien un fait :

la créance peut aussi porter sur un fait. Ce terme est vague, élastique et indéfini : on y comprend par exemple la créance du locataire, qui porte sur une *jouissance*, celle des employeurs d'un ouvrier, qui porte sur un *travail*... ³

Autrement dit, un locataire a, sous certaines conditions, le droit d'être rétabli dans la jouissance de la chose louée, de la même façon que les employeurs d'un ouvrier ont le droit d'être rétablis dans la jouissance du travail de l'ouvrier, en

¹ Code civil, art. 1617.

² La créance désigne, dans les rapports qui dérivent d'une obligation, le droit de celui qui peut exiger la prestation de la part du débiteur.

³ Savatier, René : *op. cit.*, page 297.

fonction du départage des droits et obligations dans le contrat intervenu entre les parties.

Il ressort que le départage des droits et des obligations entre chacun des cocontractants est fonction de la situation objective de l'un et de l'autre par rapport à la chose ou au fait qui fonde le contrat. Le droit réel complet qu'est la propriété, en se démembrant, produit des droits réels incomplets sur lesquels se greffent des obligations réciproques ; mieux, des droits personnels. Le droit personnel est en quelque sorte l'envers du droit réel : il est la contrepartie nécessaire au rapport établi par la cession partielle de la chose (il est, par exemple, la contrepartie nécessaire au bénéfice retiré d'une jouissance partielle de la chose, jouissance concédée par le propriétaire et que le bénéficiaire doit rétribuer en fonction de la perte subie par ce propriétaire). Au droit personnel correspond toujours une obligation, contrepartie à l'usage fait de la chose, au droit concédé sur cette chose par le propriétaire.

Ainsi :

la vente est un contrat par lequel une personne donne une chose à une autre, moyennant un prix en argent que la dernière s'oblige de payer ¹.

Dans ce cas, la situation objective du propriétaire par rapport à la chose apparaît clairement : il la « donne ». La contrepartie de l'exercice d'une telle libéralité est pour l'acheteur l'obligation de payer et pour le propriétaire, un droit personnel contre cet acheteur. Dans l'éventualité où, l'acheteur ayant payé, le propriétaire ne donnerait pas la chose, c'est alors l'acheteur qui dispose du droit personnel et qui peut obliger le propriétaire à remplir son obligation qui est de transférer la propriété.

Cette distinction entre droit réel et droit personnel est fondamentale en ce qu'elle permet de révéler la relation qui s'instaure entre des personnes et, par voie de conséquence entre des classes, par le droit de propriété. Le droit personnel émane du droit de propriété puisque c'est ce dernier qui le fonde en même temps qu'il fonde l'obligation correspondante. Droit personnel et obligation sont, ici encore, l'envers et l'avvers d'un même rapport, le rapport matériel qu'est la propriété. Le droit personnel du propriétaire dont le droit de propriété a été démembré est l'obligation de celui qui bénéficie d'un tel démembrement. Il s'agit d'analyser dans quelle mesure le démembrement de la propriété fondée sur cette chose qu'est la force de travail, démembrement par lequel le travailleur productif cède l'usage de sa force de travail à un locataire - le propriétaire des moyens de production - d'analyser donc dans quelle mesure ce démembrement articule le

¹ Code civil, art. 1472.

rapport de pouvoir entre propriétaires et travailleurs. Il apparaît d'ores et déjà un conflit d'intérêts possible, qu'on pourrait formuler ainsi : lequel des deux droits réels complets, la propriété de la force de travail ou la propriété des moyens de production, fondera le départage des droits d'une part et des obligations de l'autre ? La réponse est claire : la lutte des classes.

Le droit, en créant cette fiction qu'est la chose-force-de-travail pour les besoins de sa cause, pour légitimer le contrat de travail et le poser sur le même pied que tout autre contrat, se voit contraint en même temps de détruire cette fiction puisque le seul droit de propriété social possible dans ce contexte juridique est celui qui se trouve fondé sur des choses réelles, matérielles, concrètes. Or, le travail n'est pas une chose et en droit il n'aura même pas le statut des choses qui confèrent des droits à leurs propriétaires. D'où l'incessante accumulation de contradictions devant laquelle nous nous trouverons au fur et à mesure que nous analyserons la fonction et le statut juridique du travail par rapport au droit de propriété.

Le discours juridique est en contradiction avec lui-même puisque si la jouissance est donnée seulement dans les choses et si travail est une chose la jouissance des choses produites devrait appartenir au travailleur. Toutefois, cette chose-travail qu'est la force de travail n'existe pas en dehors du contrat de sorte que le travailleur ne devra jamais jouir de son travail en dehors de l'usage des moyens de production puisqu'alors cette chose-travail se trouve, comme par magie, volatilisée. En revanche, inséré dans des moyens de production le travail n'est plus une chose : il devient un « accessoire » que le propriétaire utilise à ses propres fins ; bref, dont il peut jouir de la même façon que de n'importe quelle autre chose.

Le travail n'est plus alors qu'un fait brut qui, à l'encontre de toute jouissance, ne renvoie pas à un rapport entre l'homme et une chose mais à un état, une obligation permanente et nécessaire, une servitude.

Toute obligation doit avoir pour objet quelque chose qu'une personne est obligée de donner, de faire ou de ne pas faire ¹.

Cet article fonde assez exactement le statut et la fonction sociale du travail dans son rapport avec le droit de la propriété : l'obligation permanente sans autre contrepartie que celle qui est laissée à l'arbitraire de l'exercice du droit de propriété privée, ce droit absolu. Si nous reprenons la problématique juridique dégalée jusqu'ici, nous avons :

¹ *Code civil*, art. 1058.

Un droit réel complet sur la production est la jouissance la plus absolue tant des moyens de production que des produits - des marchandises - de sorte que toute cession, par le propriétaire, d'un droit réel incomplet implique nécessairement qu'il dispose d'un droit personnel contre le bénéficiaire. Ce droit personnel est, pour le bénéficiaire, son obligation à l'endroit du propriétaire ¹.

Appliquée à l'accessoire qu'est le travail, cette problématique équivaudra à poser celui-ci comme une obligation pure et simple. L'absence de chose fonde l'arbitraire du propriétaire de choses puisque tout contrat ou tout rapport d'échange est déterminé par le rapport des cocontractants avec l'objet ou les objets qui fondent ce contrat ou cet échange.

En résumé, la problématique fondamentale établie dans le droit de la propriété privée est la confusion entre chose et droit, entre le rapport matériel homme-chose et l'opposition sociale de ce rapport, de sorte que là où il n'y a pas de chose matérielle, concrète, qui puisse fonder le droit, il n'y a pas de droit possible, sinon une pure et simple obligation. L'envers du droit de propriété entendu comme droit absolu est, là où il n'y a aucune chose, l'obligation absolue qui est une servitude. Le travail qui ne possède rien est cette obligation sociale absolue à l'égard des choses qui fondent la propriété privée. Tout processus d'accumulation de marchandises entraîne nécessairement la dévalorisation du travail producteur puisque l'appropriation des choses (des marchandises) dans et par la production, c'est-à-dire au niveau des rapports de production, implique l'expropriation de la jouissance au travail comme telle.

L'arbitraire du droit de propriété se révèle aussi dans la distribution, par le biais des rémunérations différentielles des droits et des obligations (des servitudes). Le travail producteur, en tant que simple accessoire, ne saurait bénéficier d'une rémunération constante ou même un tant soit peu définie, puisque sa rémunération est constituée du reliquat de la production une fois que tous les droits ont été exercés sur elle.

La rationalité d'ensemble d'un mode de production fondé sur l'accumulation de marchandises s'inscrit alors dans ce rapport social : toute accumulation de marchandises, c'est-à-dire de droits réels et de droits personnels, a comme corollaire l'accumulation d'obligations qui n'ont en contrepartie aucun droit, qui sont de véritables servitudes.

¹ *Ibidem* articles 406, 407 et 408.

Le code civil et les rapports de classes
Première partie : La propriété privée et le louage d'ouvrage

Chapitre II

Le contrat de travail

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse succincte que nous avons faite du droit de propriété était indispensable pour comprendre le contrat de travail et les rapports entre le travailleur et le propriétaire des moyens de production. Le contrat de travail diffère de tout autre contrat par son objet, la chose-force-de-travail, qui fonde la validité juridique du contrat de travail, lequel établit la contradiction fondamentale d'un mode de production fondé sur la production de marchandises.

Avant d'étudier la définition juridique du contrat de travail, il faut analyser les principales espèces d'ouvrages distinguées par le Code civil, afin de préciser le contenu de la définition, Cette définition pourrait voiler la différence entre des travaux qui apparaîtraient comparables ou équivalents.

Les principales espèces d'ouvrages qui peuvent être louées sont : 1. le service personnel des ouvriers, domestiques et autres ; 2. le service des voitures, tant par terre

que par eau, lorsqu'ils se chargent du transport des personnes et des choses ; 3. celui des contracteurs et autres entrepreneurs de travaux suivants devis et marché ¹.

Cette liste des principales espèces d'ouvrages recouvre des travaux que nous différencierons en fonction de quelques critères : le premier paragraphe prévoit le « service personnel... » ; le second renvoie à une chose, « des voitures » ; le troisième, à un rapport avec des choses - le contracteur et/ou l'entrepreneur ne sont tels que par référence implicite à un droit quelconque sur des moyens de production ². La caractéristique essentielle du service personnel, par rapport aux deux autres travaux, est qu'il ne renvoie à rien du tout, sinon à la personne. La différence entre les trois espèces d'ouvrages mentionnées dans le Code civil tient essentiellement à ceci : dans un cas, le contrat a comme objet la personne même ; dans les deux autres, un certain rapport entre la personne et une chose (voiture ou moyens de production). Cette différence constitue une contradiction d'importance. Nous avons vu que tant et aussi longtemps qu'un rapport social quelconque s'établit par une chose, un objet matériel, une marchandise, le droit dominant peut être démembré, fragmenté en jouissances partielles, selon les conditions dans lesquelles la cession de la chose a été faite par le détenteur du droit dominant. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le droit réel complet se scinde en droits réels incomplets qui fondent à leur tour un certain départage, entre les deux parties au rapport, de droits et d'obligations. Seule la jouissance matérielle fonde le droit puisque là où il n'a pas d'objet matériel il ne saurait y avoir de droits. L'obligation de celui qui ne possède rien est l'obligation de travailler pour reproduire sa personne, pour vivre.

Pourtant, la définition juridique du contrat de travail établit autrement cette problématique.

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel le locateur s'engage à faire quelque chose pour le locataire moyennant un prix ³.

¹ *Code civil*, art. 1666.

² Le Comité du contrat de travail de l'Office de révision du Code Civil a déjà proposé un amendement à ce chapitre qui permettrait, selon ses termes, « de cerner avec plus de précision la différence entre le contrat de travail et le contrat d'entreprise... (et de mettre) en relief l'attribut principal du contrat de travail : le lien de préposition caractérisé par le pouvoir de contrôle de l'employeur sur l'employé, tant dans la fin recherchée que dans les moyens utilisés ».

Le premier paragraphe de cet article se lirait ainsi : « Le contrat de travail est celui par lequel une personne s'oblige envers une autre à effectuer, selon ses instructions et sous sa direction, pendant un certain temps, un travail matériel ou intellectuel, moyennant rémunération. »

Cf : *Rapport sur le contrat de travail*, Comité du contrat de travail, Office de révision du Code civil, Montréal, 1969, pages 5 et 6.

³ *Code Civil*, art. 1665a. À l'appui du développement précédent, il est intéressant de relever la définition de l'ouvrier dans le Code civil : « Le mot « ouvrier » comprend le journalier, le manoeuvre et généralement tous ceux qui se livrent à un travail manuel », in : *Code civil*, art. 2013a para. 1.

Cette formulation présente le travailleur comme possesseur d'un droit réel sur quelque chose : il est locateur et celui qui n'a pas de chose disposerait néanmoins d'un droit sur son ouvrage. Au rapport matériel par excellence qu'est la propriété, rapport établi entre une personne et une chose et que le droit appelle simplement « jouissance », correspond cet autre rapport résiduel englobant tous ceux qui ne possèdent rien, un rapport avec eux-mêmes en quelque sorte, que le droit appelle simplement « ouvrage ». La « propriété » du travailleur sur sa force de travail n'est pas une « jouissance », mais un « ouvrage ». Cet ouvrage est l'accessoire qui permet aux choses de produire des choses, la servitude qui fonde tous les droits, qu'ils soient réels ou personnels.

À cet égard, on peut se poser la question suivante : le contrat de travail ne s'apparenterait-il pas plutôt à la vente qu'à un véritable louage ?

Compte tenu de ce qui vient d'être avancé, cette question apparaît incongrue. Pourtant, elle permet de révéler cette fiction qu'est la chose-force-de-travail et par suite, d'approfondir la problématique d'une classe dominante en rapport avec la rationalité juridique.

Dans la mesure où le contrat de travail se base sur la chose et l'ouvrage, il constitue une forme spécifique du droit de propriété ou, à tout le moins, il résulte d'un démembrement d'un droit de propriété dominant ; en revanche, lorsque le contrat de travail n'a d'autre objet que l'ouvrage, il devient la forme juridique de l'asservissement de la personne à un droit réel complet ou incomplet.

Si le droit du travailleur sur une force de travail était un droit réel complet, c'est-à-dire un droit de propriété, le détenteur de tel droit serait, à l'instar de tout propriétaire, dans une situation où il lui serait loisible « de disposer de sa chose de la manière la plus absolue, pourvu qu'(il) n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements ¹ ». Dans ces conditions, la cession de la force de travail ou la cession d'un ouvrage constituerait une cession de propriété, une vente par laquelle le travailleur conserverait ainsi qu'un propriétaire un droit personnel contre l'acquéreur de la chose cédée. Mais le contrat de travail ne saurait équivaloir à une vente entre propriétaires de « choses » et être assimilé à un transfert de propriété, puisqu'il impliquerait qu'en « donnant » sa force de travail le travailleur recevrait en contrepartie non pas simplement un prix mais bien un droit sur quelque chose, sur la production ou sur une quote-part de la production. S'il en était ainsi, les conditions de la répartition du produit social global seraient déterminées dans l'affrontement ou la concurrence entre deux droits de propriété antagoniques : le droit de propriété du travailleur et le droit de propriété du propriétaire des moyens de production. Or, la reconnaissance du droit des travailleurs sur une quote-part

¹ *Code civil*, art. 406.

du produit social entre en contradiction avec ce droit absolu qu'est le droit de propriété sur les choses. Une telle reconnaissance équivaut à la reconnaissance de la valeur-travail comme fondement social de la valeur des marchandises.

Dans ces conditions, à la vente de la marchandise-force-de-travail, c'est-à-dire au transfert du droit de propriété sur le travail, correspondrait la vente d'une quote-part de la production, c'est-à-dire un transfert d'un droit de propriété sur cette production. Il n'y a plus vente, mais échange.

L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre ¹.

Le transfert de la propriété qu'est l'échange implique certains droits et obligations.

La partie qui est évincée de la chose qu'elle a reçue en échange a le choix de réclamer des dommages-intérêts ou de répéter celle qu'elle a donnée ².

Ce qu'il faut relever, c'est que si le contrat de travail était une vente, il impliquerait la cession réciproque des choses (force de travail d'une part ; produits de la production de l'autre), c'est-à-dire un transfert de droits et il ne serait, à ce titre, qu'un pur et simple échange de droits sur des choses. Mais selon qu'il s'agit d'une vente ou d'un échange, le prix n'a pas la même signification. S'il s'agit d'une vente, le travailleur donne sa force de travail moyennant un prix et dans ces conditions la valeur économique de la cession est nécessairement égale à son prix ; s'il s'agit d'un échange, à la cession par le travailleur de son droit de propriété sur sa force de travail correspond la cession par le propriétaire des moyens de production de son droit ou d'une partie de son droit de propriété sur ses moyens de production : la rémunération est alors fondée dans le rapport entre la quantité de travail dépensé dans la production et la valeur des moyens de production. Ici, ce ne saurait être le prix qui détermine la valeur du travail, mais la quantité de travail qui détermine le prix.

Dans ces conditions seulement, le droit sur sa force de travail constitue un droit réel pour le travailleur ; dans les autres cas, le prix de la force de travail n'est pas fondé sur un quelconque droit du travailleur mais déterminé par l'exercice des droits des propriétaires des moyens de production.

¹ *Ibidem*, art. 1596 para. 1.

² *Ibidem*, art. 1598.

Ainsi, nous pouvons avancer l'alternative suivante : ou le droit du travailleur sur sa force de travail est un droit réel et il a nécessairement droit à une quote-part de la production ; ou ce droit n'existe pas et dans ces conditions sa rémunération est égale au résidu de la production une fois que tous les droits réels complets et incomplets ont été exercés sur elle puisque là où n'existe aucun droit sur la production, la rémunération est forcément égale à un reliquat.

On comprend alors que l'exercice des droits sur la production par les propriétaires et les possesseurs des moyens de production entraîne obligatoirement une appropriation croissante des produits de la production, une augmentation croissante et de la consommation individuelle et de la consommation productive. Cette appropriation de droits réels n'est autre que l'appropriation du travail producteur lui-même dans et par la production, c'est-à-dire l'expropriation accrue du travail producteur tant de sa propre consommation productive (l'usure de la force de travail) que de sa consommation individuelle.

Au développement pour le développement entendu dans le sens d'une accumulation de marchandises correspond l'expropriation des marchandises, de sorte que la reproduction élargie des droits réels fonde le cumul des servitudes et cette contradiction ne peut être résorbée qu'au niveau des rapports de production par la ré-appropriation par les travailleurs de leur droit sur la production ; par, en d'autres mots, l'expropriation des droits des propriétaires de moyens de production.

En ce sens, le contrat de travail n'a rien à voir avec une vente, sinon dans la mesure où des servitudes peuvent fonder la validité d'un tel contrat.

Voyons maintenant la définition du contrat de travail.

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel le locateur s'engage à faire quelque chose pour le locataire moyennant un prix ¹.

Cette définition doit être rapprochée de celle du louage de choses.

Le louage de choses est un contrat par lequel le locateur s'engage envers le locataire à lui procurer la jouissance d'une chose pendant un certain temps, moyennant une contrepartie, le loyer ².

¹ *Code civil*, art. 1665a.

² *Ibidem*, art. 1600.

Une première différence se révèle dans les deux expressions « s'engage à faire quelque chose » et « s'engage à procurer la jouissance d'une chose ». Dans le louage de chose, le prix est la contrepartie donnée en échange d'une jouissance, c'est-à-dire d'un droit réel incomplet, tandis que dans le contrat de louage d'ouvrage, le prix est la contrepartie d'un engagement à faire. Dans le louage de chose, on assiste à un échange établi en termes de droits et d'obligations : le locataire dispose d'une jouissance ou d'un droit réel incomplet, contre lequel il s'oblige à verser un prix. Dans le louage d'ouvrage, l'échange n'est pas de même nature puisque l'on semble assister de part et d'autre à un échange d'obligations sans que les droits respectifs soient indiqués. L'expression « s'engage à faire, etc. » renvoie à la définition juridique de l'obligation.

Toute obligation doit avoir pour objet quelque chose qu'une personne est obligée de donner, de faire ou de ne pas faire ¹.

Dans le contrat de travail, à l'obligation du propriétaire de la force de travail de « s'engager à faire » correspond l'obligation du « locataire » : payer le prix. Ce qui est transféré au « locataire », c'est un droit sur un fait : le droit sur le travail. Le prix est alors égal à ce fait. Dire que le travailleur est « locateur » de ce fait suppose qu'il disposerait d'un droit de propriété, d'un droit réel complet sur ce fait-travail. Voyons quels sont les droits et les obligations du locataire et du locateur dans le contrat de louage de chose.

Le locataire doit : 1. user de la chose en bon père de famille ; 2. payer le loyer ; 3. rendre la chose à l'expiration du bail ².

Le locateur doit : 1. livrer la chose en bon état de réparations de toute espèce ; 2. entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ; 3. procurer la jouissance paisible de la chose pendant la durée du bail. ³

Le locateur a, pour la garantie de ses droits, un privilège sur les effets mobiliers se trouvant sur les lieux et qui appartiennent au locataire ⁴.

Dans le contrat de louage de chose, le droit du locateur apparaît comme le droit dominant de sorte qu'une fois la chose délivrée le locataire doive en user « en bon père de famille ». Cette obligation disparaît quand il est question du contrat de louage puisque le propriétaire de la force de travail « s'oblige » lui-même à faire quelque chose. Il n'apparaît plus nanti au départ d'un droit mais

¹ *Ibidem*, art. 1058.

² *Ibidem*, art. 1617.

³ *Code civil*, art. 1604.

⁴ *Ibidem*, art. 1637.

d'une obligation. Tandis que le contrat de louage de chose est un démembrement du droit dominant, d'un droit réel complet, le contrat de louage d'ouvrage est la cession d'une obligation de sorte que le locataire-propriétaire des moyens de production dispose de tous les droits sauf un : payer un prix.

Si le locateur d'une force de travail, le travailleur, était propriétaire de sa force de travail, il aurait droit non seulement à ce que le possesseur de sa force de travail en use selon les fins auxquelles le travail est destiné, mais encore il aurait un droit sur ce que son fait produit en fonction « d'un certain temps » pendant lequel son travail est utilisé. Il est intéressant de relever que le facteur temps est essentiel dans la détermination du prix ou du loyer d'une chose, alors que ce facteur est absent dans la définition du contrat de travail. Il n'existe plus ici aucun critère social ou concret susceptible de fonder le prix qui sera versé au travailleur. Le facteur durée, essentiel dans la détermination du prix d'une chose, disparaît comme par magie quand il s'agit de rémunérer un travail : autant, dans le premier cas, les parties disposent d'un critère ; autant, dans le second, il n'y a plus de critère du tout. Il apparaît donc que c'est la durée des choses qui fonde leur prix ou, en d'autres mots, la durée de la jouissance qui fonde le prix de cette jouissance, de sorte que la valeur du travail n'est pas établie en fonction de sa durée mais du seul temps nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la seule force de travail. Ce temps n'est autre que le temps social nécessaire à la production des marchandises, le temps dépensé dans la production.

L'omission du facteur temps dans la détermination du prix du travail est fondamentale en ce qu'elle permet de comprendre qu'en dehors de rapports de production le travailleur n'ait droit à rien, tandis que l'envers de la consommation productive du propriétaire ou du possesseur de moyens de production fonde sa consommation individuelle. Pour l'un, le facteur temps joue ; pour l'autre, non, de sorte que la force de travail est la seule marchandise dont le prix détermine la valeur, la seule marchandise dont la valeur puisse varier dans l'espace et demeurer à peu près fixe dans le temps : une heure de travail dans telle entreprise ne vaut pas la même chose qu'une heure de travail dans une autre malgré qu'il s'agisse d'un même fait. Par ailleurs, et dans le temps, la rémunération de la force de travail tend nécessairement, dans l'ensemble, vers un minimum dit « vital ».

La contradiction entre chose et ouvrage est la forme juridique de la contradiction entre capital et travail. Si le temps fonde la valeur du premier, il ne saurait fonder aussi celle du second. Le rapport est antithétique : le temps nécessaire à la reproduction du capital étant le déterminant du prix, la valeur du travail est déterminée par le prix. Il n'a aucune valeur intrinsèque, sinon une pure et simple valeur relative, fonction du rapport capital-travail dans les moyens de production. L'égalité des quantités de capital fondant l'égalité des profits, cette égalité fonde en même temps et corollairement l'inégalité des rémunérations. Tous les droits de propriété étant égaux parce qu'ils sont absolus, il résulte que les rémunérations du travail ne peuvent pas l'être.

Cette relation au temps est importante ; Marx en a poussé l'analyse et il a fondé la valeur des marchandises sur le temps de travail social nécessaire à leur production. Le produit global d'une formation sociale étant, à tout moment, physiquement déterminé - ou déterminable - il s'ensuit qu'il est toujours possible de calculer la valeur totale de cette production en rapport avec la dépense totale de travail social. Dans une société sans classe ou égalitaire, il apparaîtrait dès lors que toutes les dépenses de temps de travail auraient la même valeur les unes par rapport aux autres. Dans ces conditions, ce ne sont pas les produits du travail en tant que tel qui sont échangés mais des temps de travail inscrits dans les produits échangés.

Cette question de la valeur du travail dans le temps apparaît subsidiaire, en théorie économique, à celle de la valeur du travail mesuré en quantités physiques de marchandises produites. Ainsi, dans le célèbre exemple d'Adam Smith, appliqué à une société « primitive », les termes de l'échange sont établis de la façon suivante :

Si, dans une nation des chasseurs, par exemple, il faut deux fois plus de travail pour tuer un castor qu'il n'en est requis pour abattre un chevreuil, un castor s'échangerait naturellement contre ou vaudrait deux chevreuils. Il est naturel que ce qui est le produit de deux jours ou de deux heures vaille deux fois ce qui est produit en une journée ou en heure de travail ¹.

Il s'ensuit que le travail mesuré dans un quantum de production constitue la seule mesure de la valeur des marchandises ² dans toute société, avec la réserve suivante pour les sociétés où règne la division du travail :

Mais bien que des quantités égales de travail soient toujours de même valeur pour le travailleur, toutefois, pour celui qui l'engage, elles apparaissent parfois revêtir une plus grande et parfois une moindre valeur. Il les acquiert parfois avec une plus grande et parfois avec une moindre quantité de biens et, pour lui, le prix du travail semble varier ainsi que celui de n'importe quel autre bien. En réalité, toutefois, ce sont les biens qui sont bon marché dans un cas, chers dans l'autre ³.

Le glissement qu'a opéré Adam Smith est significatif. Dans cet état primitif, les biens s'échangent en fonction d'une quantité de biens produits dans un laps de temps donné, tandis que dans cet état développé l'échange est réglé seulement en fonction d'une quantité de marchandises produite. Dans un cas, le temps de travail

¹ Smith, Adam : *The Wealth of Nations* (1776), Livre 1, N.Y., 1902, tome 1, chap. 6, page 98.

² Smith, Adam, *op. cit.*, p. 79 : « Le travail seul dans ces conditions, dont la valeur ne varie pas, est le seul critère ultime et concret qui puisse fonder l'évaluation et la comparaison de la valeur des marchandises. »

³ *Ibidem*, chap. 5, pp. 79-80.

sert de critère à l'échange ; dans l'autre, le temps est tout ce qu'il a de plus relatif socialement, de sorte que des dépenses égales de travail, qui ont toujours la même valeur pour le travailleur, n'ont pas la même valeur pour son employeur. Que signifie cette contradiction ?

Dans le premier cas, la valeur du travail est déterminée par le temps de travail dépensé ; dans le second, par des quantités, de sorte que le travail est métamorphosé en marchandise. Dans le premier cas, le travail n'est pas échangé ; dans le second, il est échangé ainsi qu'une marchandise. Ce qui pouvait servir de mesure à l'échange dans le premier état ne peut plus être utilisé dans le second : le temps qui peut seul servir de critère pour le travailleur n'a pas la même valeur pour l'employeur.

C'est, par extension, la problématique de l'équilibre en théorie économique qui est ici en question. Pour le capitaliste, le problème consiste à accumuler le plus possible de marchandises dans un temps donné ; pour le travailleur, ce procès d'accumulation implique une baisse relative dans la valeur de sa propre dépense de temps de travail, dans ce temps donné.

Il importe de relever cette contradiction : si la force de travail est soumise à l'échange ainsi que n'importe quelle marchandise, la valeur du travail ne peut plus être établie en fonction du temps pendant lequel il a été utilisé, mais par et dans la circulation des marchandises elles-mêmes, c'est-à-dire la circulation des droits de propriété sur ces marchandises.

L'économiste Ricardo a bien établi cette distinction entre la valeur d'usage du travail et sa valeur d'échange en basant la valeur des marchandises sur la valeur d'usage du travail et non sur sa valeur d'échange ¹. Bien que l'analyse de Ricardo soit plus précise que celle d'Adam Smith, il n'en procède pas moins à partir de quantités de marchandises produites ou données en rétribution au travailleur. Il transpose la problématique élaborée par Smith, qui concernait spécifiquement la valeur d'échange de la force de travail, au niveau des rapports de production, c'est-à-dire dans l'analyse de la valeur d'usage de la force de travail. Il aboutit dès lors à la contradiction soulignée plus tôt. Bien que la valeur d'usage du travail se mesure en quantité de biens produits dans une unité de temps donnée, comment se fait-il que la valeur d'échange de la force de travail puisse varier ?

En fait, c'est précisément la circulation de cette marchandise particulière qu'est la force de travail qui fonde cette absurde relativité dans la valeur marchande de la force de travail du travailleur.

¹ Ricardo, David : *The Principles of Political Economy, and Taxation*, (1817), Penguin books, 1971, ch. 1, « On value », page 60 : « que c'est bien la quantité de marchandises produites par le travail qui détermine leurs valeurs relatives présentes et passées, et non la quantité de marchandises qui sont données au travailleur en échange pour son travail »

Il importe alors de distinguer « deux phases essentiellement différentes dans l'échange entre capital et travail ».

Le premier échange entre capital et travail est un procès formel où le capital est représenté par *l'argent* et la force de travail, comme *marchandise*... ce qui est directement vendu par cette transaction n'est pas une marchandise dans laquelle le travail se serait déjà réalisé, mais bien *l'usage de la force de travail elle-même*, donc le *travail lui-même*, puisque l'usage de la force de travail c'est son activité - le travail. Il ne s'agit donc pas d'un échange du travail médiatisé par un échange de marchandises...

La seconde phase de *l'échange* entre capital et travail n'a en fait rien à voir avec la première et à strictement parler n'est pas un *échange du tout*... Le propriétaire d'argent fonctionne maintenant en tant que capitaliste. Il consomme la marchandise qu'il a achetée et le travailleur la lui fournit, puisque l'usage de sa force de travail c'est son propre travail ¹.

L'échange marchand, en tant que « procès formel », opère ce renversement caractéristique par lequel les rapports entre coéchangistes sont donnés comme rapports entre des quantités, entre des choses, bref entre des droits, sans référence au procès concret qui fonde l'usage des droits ou des marchandises en question. En établissant des égalités formelles, l'échange marchand occulte et détruit en même temps la possibilité d'établir une mesure socialement fondée et sous le couvert des pseudo-droits des coéchangistes, c'est l'arbitraire qui détermine les rapports d'échange : les droits d'une classe aux dépens d'une autre ².

La dépense de temps de travail social fonde la valeur d'usage sociale du travail, mais l'échange marchand occulte cette valeur d'usage sociale en sorte que ce n'est pas celle-ci qui fonde les rapports d'échange, mais la valeur d'échange qui détermine la valeur d'usage sociale du travail. Si la dépense de temps de travail fonde la valeur sociale des produits, la circulation des droits dans l'échange marchand détermine le prix du travail. Cette détermination fonde à son tour la contradiction entre la valeur du travail pour le travailleur et des prix différents de force de travail selon les employeurs - selon, en d'autres mots, les nécessités du marché.

En même temps la vie sociale se disloque d'une part en une totalité de rapports réifiés naissant spontanément... c'est-à-dire des rapports où les hommes n'ont pas d'autre signification que celle de choses, et, d'autre part, en une totalité de rapports où l'homme n'est déterminé que dans la mesure où il est opposé à une chose, c'est-à-dire défini comme sujet. Tel est précisément le rapport juridique. Telles l'autre principalement, mais qui, en même temps, se conditionnent mutuellement et sont très étroitement liées l'un à l'autre. Le lien social enraciné dans la production se présente ainsi simultanément

¹ Marx, K. : *Theories of Surplus-Value*, Progress Publishers, Moscou, 1963, tome 1, page 397.

² Le fameux *droit au travail*, s'il dénote une prise de conscience face à cette réalité qu'est le chômage, ne change en rien l'arbitraire donné dans et par l'échange marchand qui est ici en cause.

sous deux formes absurdes, d'un côté comme valeur marchande et de l'autre comme capacité de l'homme d'être sujet de droit ¹.

D'un côté, le procès formel métamorphose la personne du travailleur en chose dans le contrat de travail ; de l'autre, la chose, en tant que soumise à la propriété privée, métamorphose le non-travailleur en sujet de droit. Dans ces conditions, le seul temps social possible n'est pas le temps consacré à une dépense de travail social mais le temps abstrait consacré à l'accumulation de marchandises, pendant lequel les choses produisent des choses.

Les propriétaires de marchandises libres et égaux qui se rencontrent sur le marché ne sont tels que dans le rapport abstrait de l'appropriation et de l'aliénation. Dans la vie réelle ils sont mutuellement liés par toutes sortes de liens de dépendance réciproque. Ainsi par exemple le petit commerçant et le commerçant en gros, le paysan et le propriétaire foncier, le débiteur ruiné et son créancier, le prolétaire et le capitaliste. Tous ces innombrables rapports de dépendance concrets constituent le fondement réel de l'organisation étatique. Pour la théorie juridique de l'État, pourtant, tout se passe comme s'ils n'existaient même pas ².

Si la relation travailleur-force-de-travail était donnée comme un droit, elle ne se distinguerait en rien de toute autre relation sujet-objet mais, définie comme obligation, elle implique au départ que le travailleur doive se défaire de l'usage de la chose qui lui appartient. Par une inversion caractéristique, en imposant au propriétaire de l'objet force-de-travail l'obligation de céder non pas tel ou tel droit spécifique sur cet objet mais son usage même, on arrive à faire de la force de travail un objet. Cet objet est différent de tous les autres biens corporels en ce que sa propriété n'entraîne pas une confusion entre le droit et la chose, ne donne pas ouverture à un droit absolu, mais implique au contraire l'obligation d'en fournir la jouissance ou l'usage à une tierce personne. Cette apparente contradiction révèle ceci : en réalité, dans le contrat de travail, la chose n'existe pas et la force de travail est la fiction juridique qui permet d'insérer la forme du contrat de travail à côté et sur le même pied que toute autre forme de contrat. Ce qui seul subsiste dans un tel contrat, c'est l'obligation de travailler : obligation de produire et reproduire des droits de propriété.

Si travailleur et employeur étaient entre eux comme locateur et locataire, la relation s'établirait par l'objet sur lequel le locateur-propriétaire concéderait un usage ou une jouissance à l'employeur ; en retour, celui-ci s'obligerait à payer un loyer convenu (en général fixé par le propriétaire), à user de la chose en bon père de famille et à la rendre à la fin du bail. Pour l'obliger à respecter de telles obligations, le locateur disposerait de droits personnels idoines.

¹ Pasukanis, E.-B. : *La théorie générale du droit et le marxisme*, E.D.I., 1970, pp. 102-103.

² Pasukanis, E.-B., *op. cit.*, pp. 134-135.

Si, par ailleurs, la relation s'établissait entre propriétaires, il y aurait vente pure et simple, mais :

La vente est un contrat par lequel une personne donne une chose à une autre, moyennant un prix en argent que la dernière s'oblige de payer ¹,

et ici encore, au cas de défaut d'une des parties, l'autre dispose de droits personnels et nous aurions face à face deux propriétaires qui auraient tous deux des droits absolus, c'est-à-dire la faculté de céder ou non leur droit de propriété.

En définitive, le travailleur dans un contrat de louage n'est ni vendeur, ni locateur d'un objet force de travail ; sa situation concrète est d'être obligé de louer ; or, il n'est pas pour autant locataire puisque s'il l'était il serait soumis à l'obligation envers le propriétaire mais conserverait un droit réel incomplet sur sa chose : le droit d'en user, d'en jouir. Seul ce droit réel incomplet, seul, en définitive, l'usage d'un bien corporel peut fonder une jouissance. Là où n'existe aucun bien, là où il n'y a pas d'objet sur lequel un droit puisse porter, il ne saurait exister qu'une pure et simple obligation.

La fonction du contrat de travail est d'obliger purement et simplement le travailleur à travailler, travail qui maintient les droits de propriété des propriétaires.

En résumé, la situation objective du travailleur productif dans les rapports de production se présente ainsi : dans la production, il devient une chose dont jouit le propriétaire des moyens de production, au même titre que de ses bâtiments ou de ses machines ; ensuite, puisque tout droit émane nécessairement des choses et que la seule condition du maintien du droit est la reproduction des choses, seule, de ce point de vue, importe la reproduction de la chose-force-de-travail.

La transformation de l'argent en capital exige... que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse ².

Le dénuement total est une condition essentielle puisqu'aussi longtemps que le travailleur conserve un usage, une jouissance sur son travail, il n'y a pas cession complète à un employeur de l'obligation de travailler. C'est seulement là où il n'y a pas d'usage, pas de jouissance, en définitive pas d'objet, qu'il y a pure et simple

¹ Code civil, article 1472 para. 1.

² Marx, K. : *Le Capital*, Livre 1, chap. 6, in *Œuvres*, tome 1, NRF, coll. « La Pléiade », p. 717.

obligation. Cette distinction fait toute la différence entre un « travailleur » qui serait propriétaire de certains moyens de production, comme l'est par exemple l'artisan ou le professionnel qui à ce titre jouit de l'usage de sa propre force de travail, et le travailleur complètement dénudé, dont le travail n'est que du travail social, indistinct et général, une simple force de travail. Ce n'est pas un objet ou une marchandise, son habileté, sa technique ou son savoir qu'il met en vente, mais sa propre personne : il cède l'usage d'une force de travail dont il ne saurait que faire puisqu'il n'a rien sur quoi l'exercer. Le propriétaire de moyens de production acquiert une chose ; tout ce qui se présente sur un marché est une marchandise ; il ne voit pas de différence entre la marchandise-force-de-travail et toute autre marchandise.

Le fait typique, ce n'est pas que la marchandise force de travail soit à vendre, mais que la force de travail apparaisse comme une marchandise ¹.

Or, cette marchandise qu'est la force de travail n'apparaît telle que parce qu'elle s'achète sur le marché comme n'importe quelle autre marchandise. L'achat-vente donné dans le contrat de travail est une pure formalité qui fonde l'appropriation par le propriétaire de moyens de production de cet accessoire qu'est le travail ; et le travail, en tant que fait, n'a aucune existence sociale en dehors de ce contrat. Aussi longtemps qu'il n'est pas approprié, le travail n'a qu'une existence virtuelle, potentielle.

Le travailleur revient sur le marché comme tout consommateur, avec son salaire en main. Comme n'importe quel consommateur, il achète des marchandises ; avec cette différence qu'il n'a d'autre droit à faire valoir sur la production globale que la seule nécessité d'entretenir sa force de travail. Le maintien de ce dénuement est fondamental : c'est le fondement social concret du contrat de louage d'ouvrage, la condition d'existence d'un tel contrat ; parce que si le travailleur disposait de choses sur lesquelles exercer son travail, s'il était à quelque degré que ce soit possesseur ou détenteur de moyens de production, il ne serait plus « libre de tout, complètement dépourvu... » et ne pourrait être d'aucune utilité comme accessoire à la production pour un propriétaire de moyens de production. En effet, celui qui n'est pas « complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse » dispose nécessairement d'un droit sur ses choses, qui détermine sa rémunération, et ce droit est son droit absolu à « l'entretien de cette chose » de sorte qu'elle puisse « servir à l'usage auquel elle est destinée ». Exproprié dans et par la production, le travailleur est aussi exproprié en dehors d'elle.

¹ Marx, K. : *Le Capital*, livre 2, chap. 1, Éditions Sociales, tome 4, page 32.

Il n'y a pas de possibilité sociale d'une gradation en sorte que l'ensemble des contrats de travail puisse être disposé sur un *continuum* allant du dénuement à l'abondance, mais un clivage social fondamental - une contradiction - entre ceux qui à des degrés divers disposent de droits et ceux qui n'en ont pas du tout, qui sont soumis à toutes les obligations, qui sont les « accessoires » de la production de marchandises.

La condition du maintien de tels rapports de production est la nécessité de l'appropriation des choses aux dépens de l'« accessoire » qu'est le travail, sans quoi ce dernier pourrait ne plus être un accessoire et serait susceptible d'acquérir des droits.

Précisons maintenant la notion d'échange marchand, comme lieu social où s'effectue le transfert des marchandises, en même temps que s'effectue leur métamorphose.

L'échange fait passer les marchandises des mains dans lesquelles elles sont des non-valeurs d'usage aux mains dans lesquelles elles servent de valeur d'usage. Le produit d'un travail utile remplace le produit d'un autre travail utile. C'est la circulation sociale des matières. Une fois arrivée au lieu où elle sert de valeur d'usage, la marchandise tombe de la sphère des échanges dans la sphère de la consommation. Mais cette circulation matérielle ne s'accomplit que par une série de changements de forme ou une métamorphose de la marchandise...¹

En tant que « non-valeur d'usage » pour le propriétaire des moyens de production, la marchandise fonde son droit de disposer qui, par et dans l'échange, sera remplacé par un droit équivalent fondé sur une autre marchandise. Ce qui circule, en définitive, par et dans tout échange marchand, ce sont des droits, fondés sur ces non-valeurs d'usage qui constituent « le soutien matériel de la valeur d'échange² ». Le rapport matériel qui sert ici de « soutien de valeur d'échange » est l'usage potentiel de la chose, une jouissance potentielle. La jouissance ne saurait être appréhendée en elle-même dans l'échange de sorte que pour être comparées, évaluées, les jouissances potentielles doivent revêtir une forme particulière ; cette forme, en mode de production capitaliste, est le prix.

La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport *quantitatif*, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif : une valeur d'échange intrinsèque, immanente à la marchandise, paraît être, comme dit l'école, une *contradictio in adjecto*³.

¹ Marx, K. : *Le Capital*, livre 1, section 1, in : *Oeuvres*, tome 1, p. 643.

² *Ibidem*, page 563.

³ *Ibidem*.

Ce qui circule, en définitive, ce sont des droits absolus sur des choses « d'espèces différentes ». Ce ne saurait être l'échange qui détermine quoi que ce soit puisqu'il ne fait que refléter des rapports qui lui préexistent, des rapports matériels, c'est-à-dire des droits de propriétés. Pas plus que des droits ne peuvent être, comme tels et en tant que droits, échangés, on ne peut échanger de pures valeurs d'usage, des jouissances ; s'il y a échange, les droits doivent revêtir une forme quelconque qui les rende commensurables. Échanger une marchandise A contre une marchandise B, c'est échanger un droit de propriété sur A contre un droit de propriété sur B de sorte que dire que A égale B revient à poser que tel droit égale un autre droit. Ces égalités impliquent qu'il existe un dénominateur commun à A et à B, de manière que les deux quantités puissent être ramenées à une mesure commune, susceptible de fonder leur commensurabilité.

Dire que cette mesure est le prix est tautologique : le prix n'est que la forme sociale qui rend droits et marchandises commensurables. Le prix ne fait pas que refléter le droit mais c'est le droit qui détermine le prix. Cette détermination est fondée sur la durée des choses, c'est-à-dire sur le coût social de leur reproduction, sur le temps social nécessaire à leur production. En droit, la valeur d'une chose est déterminé par le temps nécessaire à sa reproduction ; toutefois, ce temps n'a rien à voir avec le « travail socialement nécessaire » - avec le travail producteur - sinon avec le temps abstrait nécessaire aux choses pour reproduire des choses. Ce temps, nous l'avons vu, renvoie aux choses ; il ne renvoie pas au travail concret. Dans ces conditions, il n'importe pas quel travail concret a été dépensé, ni dans quelles conditions, ni la durée de l'usure de ce travail, alors que cet accessoire demeure le seul invariant, le seul déterminant de la commensurabilité des droits, donc des marchandises : il est le travail concret dépensé dans la production, la valeur-travail qui fonde la valeur des marchandises,

En droit, le prix d'une jouissance est égal au temps nécessaire à la reproduction de la chose, c'est-à-dire à la reproduction des droits sur la chose. On ne réfère pas à un temps de travail socialement nécessaire mais à un temps social abstrait nécessaire aux choses pour produire des choses, aux droits pour reproduire des droits. Ainsi, le coût social de la production d'une chose est égal à la somme des rémunérations des droits, à laquelle s'ajoute le prix des ouvrages.

Dire que la valeur d'une chose est égale à son prix revient à dire que le prix de la chose est fonction de l'exercice des droits sur cette chose. Les droits déterminent le prix des choses, de toutes les choses et par voie de conséquence du travail qui n'est, en droit, ni une marchandise, ni une chose comme les autres, sinon un accessoire. Or, le droit ne produit rien sans cet accessoire qu'est le travail qui est dépensé dans la production, autant pour produire ce qui fonde sa propre rémunération que ces choses nécessaires et à l'entretien des moyens de production et à l'entretien de leur détenteur (propriétaire ou possesseur). La rémunération du

travail producteur n'est pas fondée sur une quelconque quantité invariante, soit une quantité de travail mesurée dans le temps, sinon en fonction des lois du marché, donc des droits exercés sur la production par les détenteurs de ces droits. Il résulte de ceci que le travail, fondement concret de la valeur des marchandises, c'est-à-dire le travail comme valeur équivalente, sera nécessairement rémunéré en fonction d'une valeur relative, puisque la valeur marchande est déterminée par les détenteurs des droits sur la production.

L'exercice de ce droit absolu qu'est le droit de propriété fonde la relativité de la valeur d'échange du travail. Cet exercice des droits dominants impose au travailleur l'égalité suivante : le travail en tant que valeur équivalent égale nécessairement le travail comme valeur relative ; autrement dit, la valeur du travail productif est forcément égale à sa rémunération, contrairement à toute marchandise, pour laquelle la valeur détermine le prix. En réalité, si le travail concret dépensé dans la production, qui sert d'équivalent universel et qui fonde donc la comparabilité de toutes les marchandises, est donné lui-même comme égal à sa rémunération, la valeur d'usage de ce travail égale sa valeur d'échange. Cette égalité qui n'a aucun sens quand il est question d'une marchandise quelconque puisqu'elle impliquerait que celui qui détient une valeur d'usage soit celui-là même qui s'approprie la chose par l'échange - comme s'il s'échangeait une marchandise - représente ce qui se passe à l'occasion d'un contrat de travail.

« S'engageant à faire quelque chose » pour le propriétaire des moyens de production, le travailleur cède une obligation et le propriétaire devient détenteur du droit sur le travail, droit de propriété aussi absolu que n'importe quel droit de propriété portant sur n'importe quelle autre chose. Le même propriétaire acquiert l'usage ou la jouissance du travail producteur qu'il s'est approprié en vertu du contrat de travail. Unique détenteur du droit absolu sur la force de travail et seul usager du travail producteur, le propriétaire des moyens de production est aussi le seul à en déterminer le prix de sorte que ce qui dans l'échange de marchandises paraît une absurdité, devient ici une évidence : en tant que seul usager de la force de travail, le propriétaire est en même temps celui qui jouit du droit absolu sur ce travail concret et celui qui détermine son prix ; la valeur d'échange du travail est forcément égale à sa valeur d'usage puisqu'un seul et même détenteur de droits détermine l'un et l'autre.

Le prix apparaît ainsi comme la forme privilégiée dans laquelle s'inscrit la contradiction entre les deux valeurs : équivalente et relative ; le travail concret constitue la valeur équivalente, tandis que le droit détermine la valeur relative. La conséquence fondamentale de ces déterminations est que le droit, en tant que droit dominant et absolu, fait apparaître le travail équivalent comme nécessairement égal à son prix relatif ¹.

¹ Nous croyons que Joan Robinson a raison d'avancer qu'« il n'y a pas de raison de postuler une tendance à l'égalisation du taux d'exploitation, de sorte que le rapport des prix aux valeurs

Si le travail concret est le seul équivalent universel, le droit occulte cette détermination en faisant apparaître cet équivalent universel comme une valeur relative : une marchandise.

De la même manière, si les marchandises s'échangent sur un marché, il apparaîtra aux yeux du droit que le travail aussi s'échange, alors que rien de tel ne correspond à la réalité : le travail est approprié sur un marché par les propriétaires des moyens de production. La rémunération du travail cache le fait que ce qui est rémunéré, ce n'est pas le travailleur mais l'usage qu'en a retiré celui qui s'est approprié cette force de travail. Si l'échange est le lieu où s'effectue le transfert des marchandises et leur métamorphose, l'échange d'une force de travail est le lieu où cette marchandise subit une métamorphose sans qu'il y ait transfert. Cette métamorphose est le passage du travail concret dépensé dans la production au travail abstrait rémunéré par le capitaliste.

Quant au transfert, il n'existe tout simplement pas. Il importe peu au travailleur d'être usé ici ou là : sa seule réalité est d'être obligé de s'user, d'être exproprié. Le maigre choix dont il pourrait disposer demeure un choix entre des servitudes. Il est, toujours et partout, cette valeur d'usage appropriée par un capitaliste et rémunérée en fonction du droit exercé par ce dernier sous le couvert des impératifs d'une production : prix, profits, stocks, etc. - telles nécessités constituant, en tout et pour tout, l'obligation pour le capitaliste de demeurer capitaliste, obligation qui fonde l'obligation de maintenir et d'élargir la base de son droit d'être capitaliste, savoir ses choses, ses moyens de production.

En système capitaliste, la rationalité du développement reposant sur l'accumulation des droits - *i. e.* de marchandises, de moyens de production - implique le sous-développement des accessoires, le développement des expropriations.

Si nous avons avancé que dans l'échange le travail producteur n'est pas transféré au sens où est transférée n'importe quelle marchandise mais simplement métamorphosé en chose, en marchandise-force-de-travail, c'est parce qu'un transfert de chose, qu'il s'agisse d'une vente ou d'un échange, implique un certain départage de droits et d'obligations, qui se fait entre les deux coéchangistes. Or,

demeure proportionnel. » Mais sa solution est fautive parce qu'il ne s'agit pas dans ces conditions de renverser la détermination de la valeur sur le prix donnée par Marx. « En toute logique (ajoute-t-elle), le rapport des profits sur les salaires pour chaque marchandise particulière peut être calculé quand le taux de profit est donné. Ainsi la transformation s'effectue des prix sur les *valeurs*, et non inversement ». Il faut comprendre que la valeur qui détermine le prix est la valeur-travail et qu'en retour les prix déterminent la valeur d'échange du travail. Autrement dit, la détermination est double et c'est faute d'établir la distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange du travail - entre travail concret et prix de la force de travail - que l'on occulte l'autre moment de la détermination. En eux-mêmes d'ailleurs, les prix ne peuvent rien déterminer : ils reflètent la contradiction entre l'exercice des privilèges dans l'échange marchand d'une part et ces servitudes que constituent tout travail manuel, de l'autre. Voir : Robinson, Joan : *An Essay On Marxian Economics*, MacMillan 1966, p. XI et suiv.

dans le transfert de l'obligation qu'est le travail, une des parties est en même temps la chose transférée. La force de travail, qui est entre les mains du travailleur une non-valeur d'usage, n'a de valeur d'usage que pour le propriétaire des moyens de production et le passage de l'état de non-valeur d'usage à celui de valeur d'usage n'est pas un transfert pour la chose, mais pour celui qui s'approprie cette chose. La chose elle-même ne voit pas sa substance changée par ce passage de l'état de non-valeur d'usage à celui de valeur d'usage. C'est pour celui qui dispose d'une non-valeur par rapport à un autre qui veut acquérir cette valeur d'usage qu'il y a échange. Celui qui dispose d'une non-valeur en cède l'appropriation à un autre ; le travailleur, lui, est exproprié de cette valeur d'usage ; elle ne lui appartient jamais.

Sa force de travail est une non-valeur d'usage, aussi bien dans les rapports de production que dans les rapports de distribution. La condition d'existence des échanges marchands capitalistes est cette dépossession permanente. Il apparaît alors que l'envers de cette non-valeur d'usage pour le travailleur est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange pour le propriétaire des moyens de production. Ainsi, valeur d'usage du travail et valeur d'échange de la force de travail sont des rapports spécifiques d'appropriation du travail par une classe dominante qui détermine alors et l'utilité (la fonction) du travail et sa rémunération. Dans cet état de choses, et pour maintenir les droits dominants, il est nécessaire que le travail demeure une non-valeur d'usage pour le travailleur, non-valeur par laquelle une classe dominante peut user d'une force de travail à ses propres fins. L'échange qui intervient entre le travailleur et le capitaliste n'est échange qu'aux yeux de ce dernier puisque le travailleur demeure toujours pour lui-même une non-valeur d'usage, aussi bien par l'expropriation de la valeur d'usage de son travail que dans la rémunération de cette expropriation ¹. Dans le marché capitaliste, seuls les droits sont soumis à l'échange ; l'échange est le lieu de la métamorphose des droits.

¹ Cette assertion peut surprendre mais elle correspond tout à fait à la réalité dans la mesure où « le travail, c'est la valeur d'usage faisant face au capital qui est sa valeur d'échange. Le capital s'échange, ou sous cette forme, il ne peut être qu'en relation avec du *non-capital*, avec la négation du capital par rapport à quoi seul il s'affirme comme capital : le seul véritable non-capital, c'est le travail. » (Cf. Marx, K. : *Fondements de la critique de l'économie politique*, Anthropos, t. 1, p. 222). Il s'ensuit que si l'un est échangé, l'autre, son contraire, ne peut aussi être échangé. C'est dans cette mesure que le travail n'a pas de valeur d'usage intrinsèque sinon un prix déterminé par les besoins de la reproduction du capital. Marx poursuit : « Si nous considérons l'échange entre capital et travail nous constatons qu'il se décompose en deux procès qui ne sont pas simplement formels, mais qualitativement différents, voire opposés : 1° L'ouvrier échange sa marchandise, le travail, valeur d'usage qui a un prix comme toutes les autres marchandises, contre une somme déterminée d'argent que le capital lui cède. 2° Le capitaliste reçoit en échange le travail, activité de valorisation, travail productif ; autrement dit, il reçoit en échange la force productive qui conserve et multiplie le capital en devenant une force productive et reproductive, force du capital lui-même. » (Marx, K. : *ibidem*, p. 222).

L'échange marchand est à la fois procès d'asservissement du travail au capital et procès de valorisation du capital. Dans cette mesure, nous croyons fondé d'avancer que le travail ne s'échange pas puisque seuls les droits s'échangent. Abolir l'échange capitaliste, c'est détruire la circulation des privilèges pour instaurer la circulation du travail producteur.

Le rapport entre le travail social et le pouvoir sur ce travail est la contradiction sociale fondée sur les deux formes que sont la chose et l'ouvrage, qu'on retrouve au niveau des échanges dans la distinction entre deux marchés : celui du travail et celui des marchandises. Cette distinction, établie au chapitre du contrat de louage, est fort importante.

Alors que dans le mode de production féodal, la distinction entre le sur-travail et le travail nécessaire à la reproduction de la force de travail apparaissait au grand jour, le contrat de travail efface au contraire toute distinction et fait même apparaître le « marché du travail » comme un cas particulier du « marché des marchandises »¹.

Ce n'est pas le contrat qui « fait même apparaître le marché du travail comme un cas particulier du marché des marchandises », mais cette opposition entre chose et ouvrage qui fonde deux marchés contradictoires : celui du travail et celui des marchandises.

Pourquoi ce travailleur libre (*i. e.*, libre de tout, complètement dépourvu des choses), se trouve-t-il dans la sphère de la circulation ? C'est là une question qui n'intéresse guère le possesseur d'argent, pour lequel le marché du travail, n'est qu'un embranchement particulier du marché des marchandises...²

Le marché du travail est le lieu où s'effectue l'expropriation des travailleurs et la rémunération de cette servitude tandis que le marché des marchandises est le lieu où s'effectue l'appropriation des marchandises et la rémunération des droits. Le premier marché est le lieu concret de la circulation des servitudes ; le second, le lieu où circulent des privilèges.

Il faut voir que l'échange renvoie à une situation de classe. Ce qui dans les mains d'une classe apparaît comme non-valeur d'usage est échangé contre des valeurs d'usage ; la désappropriation de l'une fonde l'appropriation de l'autre, L'échange entre les détenteurs de droits occulte ce fait social fondamental : la circulation de l'obligation qu'est le travail. Or, cette pure et simple circulation fonde la métamorphose de ce travail en tant que servitude qui apparaîtra dans les rapports de production comme accessoire, dans les rapports d'échange comme prix et dans la consommation individuelle comme reproduction d'une force de travail. Accessoire, prix et reproduction sont les trois moments d'un même procès d'ensemble : l'expropriation du travailleur tout autant dans la production et la distribution que dans la consommation.

¹ Lojkine, Jean : *Pour une théorie marxiste des idéologies*, Cahiers du Centre d'Étude et de Recherche marxistes, 1970, n° 69, p. 14.

² Marx, K. : *Le Capital*, livre I, Éditions Sociales, tome 1, p. 172.

Par ailleurs, la circulation des marchandises fonde l'appropriation des détenteurs de droits. Ici, la marchandise est donnée au départ comme non-valeur d'usage dans les mains de son détenteur, non-valeur d'usage qui se métamorphose en valeur d'échange avant de redevenir valeur d'usage pour un autre détenteur. Cette métamorphose fonde l'appropriation des marchandises de sorte qu'il y a véritablement échange entre des marchandises puisque celles-ci sont transférées d'un possesseur à un autre. Mais cet échange occulte le fait que les droits des détenteurs eux-mêmes ne s'échangent pas : ils circulent de manière que celui qui cède un droit n'en conserve pas moins la valeur de ce droit.

Il existe en définitive un seul marché social, où des choses sont transférées d'un détenteur à un autre détenteur, marché qui occulte la circulation des servitudes et des privilèges.

Mais de même que le détenteur du pouvoir sur le travail ne peut pas voir la circulation du travail en tant qu'obligation pure et simple puisque le travail concret lui apparaît nécessairement comme du travail abstrait, de même le marché du travail apparaît comme « un embranchement particulier du marché des marchandises ». Comme, au départ, ce détenteur du pouvoir sur un travail se pose lui-même comme « travailleur », il lui apparaît que le marché des marchandises est une nécessité sociale. Cette problématique masque le fait que ce marché des marchandises est une nécessité sociale en tant qu'il fonde l'exercice du pouvoir sur les travailleurs puisque c'est uniquement dans un tel marché que peuvent s'exercer ses droits, qu'il est susceptible de se définir aussi comme travailleur spécifique. Cette problématique dissimule le rapport fondamental que le détenteur du pouvoir sur le travail entretient avec celui sur qui le pouvoir est exercé.

Il n'existe pas un marché des marchandises d'une part et un marché du travail d'autre part, mais des rapports sociaux concrets où l'existence sociale du premier marché fonde nécessairement celle du second. La condition d'existence du premier est établie dans et par l'abstraction effectuée dans le second qui transforme le travail concret en travail abstrait, rendant tous les travaux commensurables entre eux, ce qui fonde l'échange des marchandises en tant que distribution de marchandises entre classes sociales. Le corollaire de cette rationalité est que le travail circule, mais en tant que servitude ; et si la circulation des droits fonde, pour celui qui les exerce, son appropriation, la même circulation fonde, pour le travailleur, son expropriation.

Rien ne distingue au premier abord l'échange entre capital et travail de l'achat et de la vente de toute autre marchandise. L'acheteur donne une certaine somme d'argent, le vendeur un article qui diffère de l'argent. Au point de vue du droit, on ne reconnaît donc dans le contrat de travail d'autre différence avec tout autre genre de contrat que celle contenue dans les formules juridiquement équivalentes...¹

¹ Marx, K. : *Le capital*, livre I, Éditions Sociales, tome 2, p. 211.

Cette équivalence des formes juridiques implique qu'il ne saurait exister de différence entre le louage de choses et le louage d'ouvrage, l'un et l'autre étant donnés comme des rapports nécessaires, indépendants l'un de l'autre, de manière que ne soit pas posée la question de la relation entre les formes, encore moins celle de leur détermination. Une forme ne saurait en déterminer une autre, mais c'est bien un rapport qui détermine l'autre rapport : le rapport matériel par excellence qu'est le rapport entre l'homme et la chose détermine cet autre rapport entre l'homme-détenteur-de-chose et celui qui ne détient rien du tout.

Le rapport social entre celui qui exerce un pouvoir et le travailleur réside dans le droit personnel dont le premier dispose, directement ou indirectement, sur le travail et l'obligation personnelle du travailleur de produire des choses, des marchandises, pour remplir son obligation à l'endroit de l'autre.

Le marché des marchandises apparaît comme le lieu où sont transférés des droits réels (*i. e.* des choses), transfert dont la fonction est de maintenir les droits personnels des détenteurs du pouvoir sur le travail, tandis que le marché du travail est le lieu où se vendent les obligations personnelles des travailleurs.

Il faut souligner le sens de cette rationalité juridique. L'obligation personnelle du travailleur productif est l'obligation de produire pour produire que ce dernier doit remplir faute de quoi il ne saurait survivre ; cette obligation équivaut à une servitude personnelle. En contrepartie, le droit personnel du détenteur du pouvoir a ceci de particulier qu'il ne vise pas le travailleur en tant que personne mais en tant que producteur de choses, celui-ci est nié en tant que personne, seule sa production importe. Le droit personnel s'exerce par la marchandise, par la production de la marchandise, de sorte que le détenteur du pouvoir sur le travail établit la production comme une nécessité sociale précisément parce que son droit personnel a pour seule fonction l'appropriation d'un droit réel ; ce droit personnel s'exerce par les choses et corollairement l'obligation personnelle du travailleur sera, concrètement, la production des choses. La rupture entre l'un et l'autre est ainsi consacrée.

... *la valeur d'usage* que l'ouvrier fournit au capitaliste, ce n'est pas en réalité sa force de travail, mais l'usage de cette force, sa fonction, le travail. D'après toutes les apparences, ce que le capitaliste paye, c'est donc la valeur de l'utilité que l'ouvrier lui donne, la valeur du travail, et non celle de la force de travail que l'ouvrier ne semble pas aliéner. La seule expérience de la vie pratique ne fait pas ressortir la double utilité du travail, la propriété de satisfaire un besoin, qu'il a de commun avec toutes les marchandises, et celle de créer de la valeur, qui le distingue de toutes les marchandises et l'exclut, comme élément formateur de la valeur, de la possibilité d'en avoir aucune ¹.

¹ Marx, K. : *Le capital*, livre I, Éditions Sociales, tome 2, p. 211.

Cette « double utilité du travail » est la caractéristique fondamentale du travail comme servitude par rapport au pouvoir dont il dépend. Si l'un et l'autre ont en commun ce caractère d'utilité (« la propriété de satisfaire un besoin »), l'utilité du travail asservi n'appartient pas au travailleur mais au détenteur du pouvoir, de manière subsidiaire pourrait-on dire, en tant qu'« accessoire » susceptible de « satisfaire un besoin », besoin qui n'est pas fondé sur le travail comme tel, mais sur le produit de ce travail : une chose, une marchandise. La satisfaction d'un besoin, pour le détenteur du pouvoir, n'est pas (ne saurait être) le travail en tant que tel ; cette satisfaction appartient en propre à la marchandise, elle est « propriété » de celle-ci.

L'« utilité du travail » n'a aucune existence sociale, n'existe pas comme utilité du travail en tant que travail, mais seulement comme utilité appropriée dans et par la production de marchandises. Il ressort de ceci que le travail n'a, en lui-même, aucune utilité sociale, mais que les marchandises seules sont utiles, donc susceptibles de « satisfaire un besoin ». Le travail, au lieu d'apparaître tel qu'il est, « comme élément formateur de la valeur » ou de l'utilité des marchandises, n'apparaît plus que simple « accessoire ». L'utilité du pouvoir sur le travail devient la « propriété » de ce travail de satisfaire un besoin dans et par la marchandise ; mais cette utilité est pour son détenteur déterminée par la propriété des marchandises elles-mêmes, propriété métaphysique qu'elles auraient de « satisfaire un besoin ».

Cette rationalité fonde la production de marchandises en tant que nécessité sociale, comme un absolu. Au lieu que la marchandise - ou le produit - soit un moyen pour satisfaire tel besoin, elle en devient la fin. Besoin et marchandise ne forment plus qu'une seule et même nécessité sociale et le travail, en tant qu'« élément formateur de la valeur », n'est plus qu'un accessoire sans valeur sociale. Pour le détenteur du pouvoir sur un travail asservi, l'appropriation des marchandises apparaît comme la nécessité sociale susceptible de satisfaire des besoins sociaux, alors que c'est au contraire le pouvoir seul qui fonde la nécessité sociale de la satisfaction des besoins dans et par les marchandises. L'appropriation des marchandises est en même temps appropriation des besoins. À l'inverse, pour le travailleur, l'expropriation de l'utilité de son travail au bénéfice du détenteur de pouvoirs réside dans l'expropriation des produits de son travail et constitue l'expropriation de ses besoins comme travailleur.

Le marché du travail acquiert son autonomie par rapport au marché des marchandises parce que si un rapport était établi entre l'un et l'autre, la valeur relative de la force de travail devrait être donnée par rapport à la valeur relative des marchandises produites ; ou le prix de la force de travail, établi en fonction du prix des marchandises. Une telle relation équivaldrait à une reconnaissance du droit des travailleurs sur les produits de leur travail, c'est-à-dire à accorder au travail lui-même une valeur spécifique en fonction des marchandises produites. Poser le marché du travail comme un cas particulier, sans relation aucune avec le

marché des marchandises, mais situé en dehors de lui, revient à dénier au travail toute valeur d'usage pour le travailleur lui-même, à dénier à celui-ci tout pouvoir sur les biens produits. À la différence de tout bien corporel, le travail n'a pas de valeur d'usage mais uniquement un prix fixé selon les lois du marché du travail, c'est-à-dire en fonction des besoins de la consommation productive des propriétaires ou des détenteurs de privilèges sur le travail.

Si la force de travail était un objet - une marchandise - sa valeur relative serait nécessairement établie en fonction des autres marchandises et le marché du travail ne pourrait pas constituer un cas particulier du marché des marchandises : il n'y aurait qu'un marché, dans lequel la force de travail s'échangerait avec les autres marchandises. La valeur de la force de travail (ou son prix, si l'on préfère), serait établie en fonction de la valeur (ou des prix) des autres marchandises : la marchandise-travail s'échangerait, comme toute marchandise, dans un certain rapport avec d'autres marchandises. Ce rapport fonderait à son tour la valeur d'usage du travail de la même façon que toute marchandise a une valeur d'usage pour son possesseur ; il fonderait, avec cette jouissance, le droit réel du travailleur sur son propre travail ou sur les produits de son travail et il n'y aurait plus, dans ces conditions, de rupture entre travail et pouvoir sur le travail.

Dans le rapport entre employeur et travailleur, il importe que ce dernier soit complètement démuné car reconnaître la valeur d'usage du travail serait concéder au travailleur un droit à la consommation : à la jouissance des produits. La valeur d'échange serait fixée dans un rapport du type suivant : propriétaire de son travail, le travailleur se départirait de l'usage de sa force de travail en fonction de l'usage qu'il serait susceptible de retirer de la consommation ; d'autre part, le propriétaire des moyens de production devrait rémunérer le travail en fonction de l'usage qu'il en ferait puisque reconnaître la valeur d'usage du travail, c'est déterminer sa valeur d'échange par rapport à l'usage qui en est fait. Sans compter les obligations auxquelles devrait se soumettre le propriétaire des moyens de production (user de la chose « en bon père de famille », rendre la chose et en payer le prix convenu), cette reconnaissance aurait comme conséquence de faire apparaître la valeur-travail comme la réalité sur laquelle devrait reposer la valeur d'échange.

À l'inverse, en n'accordant au travail qu'une aléatoire valeur d'échange, le travail devient une pure et simple obligation dont la rémunération n'est pas fixée en fonction de sa valeur - puisqu'il n'en a pas - mais de son prix, établi dans un marché du travail relativement indépendant du marché des marchandises. Cette fiction fait du marché du travail un marché à part où valeur se confond avec prix. La rémunération n'est plus fondée sur la valeur intrinsèque du travail en tant qu'activité sociale essentielle - valeur qui fonde la valeur d'échange de ce travail et la jouissance du propriétaire sur les « fruits » de son travail - mais sur le seul prix du travail établi sur un marché de travail. Ce prix fonde à son tour une certaine consommation, soit à la limite la simple reproduction de la force de travail. Ici, le

prix détermine la valeur ; dans tout autre cas - qu'il s'agisse de marchandise ou de pouvoir sur le travail - la valeur détermine le prix.

En réalité, le mot « valeur » n'a pas ici le même sens puisque le prix détermine la valeur marchande du travail qui constitue sa valeur relative, tandis que c'est le travail en tant qu'activité sociale, comme valeur équivalente, qui détermine le prix des marchandises. Le prix est la forme sociale privilégiée dans laquelle s'affrontent deux déterminations antagoniques : la valeur équivalente, c'est-à-dire la valeur-travail qui fonde la valeur de toutes les marchandises ; et la valeur relative : la « valeur » des droits exercés par une classe dominante, qui fonde le prix de cette valeur-travail dans une société particulière à un moment de son devenir historique.

Il nous faut compléter cette analyse en établissant la différence entre contrat de louage d'ouvrage et mandat. En effet, juridiquement le contrat de louage d'ouvrage est en rapport avec deux rationalités : il participe à la fois du contrat de louage de choses dans la mesure où sur le plan formel chose et ouvrage sont donnés comme des équivalents, et du mandat dans la mesure où la cession par le travailleur de son obligation de travailler fonde concrètement le pouvoir sur le travail. Et c'est bien ce pouvoir qui est susceptible de fonder la contradiction sociale entre travail intellectuel et travail manuel.

Ce second élément est déterminant. Sans cela, on pourrait être amené à voir la rationalité élaborée jusqu'ici comme une nécessité sociale reliée à la division du travail social ; comme une condition du développement social. Tout travail, manuel ou intellectuel, est mis en mouvement par l'exercice d'un pouvoir sur le travailleur et c'est ce qui donne sa fonction sociale au travail en tant qu'activité productive destinée à satisfaire des besoins. Dans ces conditions, le travail - manuel ou intellectuel - est la peine nécessaire qui est compensée dans et par les consommations individuelles de tous et chacun : « les lois et conditions de la production des richesses participent du caractère des vérités physiques... (alors qu'il) n'en est pas ainsi de la distribution (qui) relève uniquement d'institutions humaines ¹.

La contradiction entre travail manuel et travail intellectuel relèverait alors de ces « vérités physiques » et le contrat de louage d'ouvrage serait la forme indispensable qui recouvrerait une inéluctable nécessité : l'obligation pour tous de travailler. Que certains disposent de plus de droits que d'autres, que certains détiennent des droits alors que d'autres n'aient rien, serait fonction de la « constitution des choses ² » et rien n'y changerait rien.

¹ Mill, John Stuart : *Principles of Political Economy* (1852), U. of Toronto Press, 1965, Livre II, chap. 1. Of Property, page 199 et suiv.

² *Ibidem*, page 199 : « Quoi que l'humanité produise, doit être produit de la manière et sous les conditions imposées par la constitution des choses extérieures, et en fonction des propriétés inhérentes à leur propre structure physique et mentale. »

Mais cette contradiction sociale entre travail et pouvoir sur le travail est une contradiction idéologique et n'a en elle-même rien de nécessaire puisqu'elle n'apparaît comme nécessité que dans des conditions socio-historiques particulières ¹. Ce qui caractérise le mode de production capitaliste, ce n'est pas cette nécessité en elle-même - dans la mesure où toute société de classes repose sur une contradiction entre travail et pouvoir sur le travail - mais que cette nécessité soit donnée comme sociale. Tout travail, manuel ou intellectuel, apparaît alors au départ comme une non-valeur d'usage privée qui revêt une valeur d'usage sociale seulement une fois intégrée dans des rapports de production concrets. Ce seraient en quelque sorte les moyens de production eux-mêmes qui détermineraient cette activité sociale qu'est le travail, sa place et sa fonction dans le processus productif.

Tant que nous limitons l'analyse du rapport entre droit de la propriété privée et contrat de louage d'ouvrage aux deux rapports matériels entre la personne et le produit, c'est-à-dire au procès de travail d'une part et à la consommation (la jouissance) d'autre part, nous demeurons à l'intérieur de la rationalité qui crée cette contradiction. En effet, ce rapport apparaît reposer à la fois sur la qualité inhérente à une personne d'être ou non propriétaire de biens matériels et sur la nécessité (les besoins) des consommations individuelles de l'autre. Ceci amène à poser le problème de la façon suivante : dans quelle mesure et comment peut-on limiter les droits (les privilèges) des propriétaires des moyens de production de manière qu'il soit possible d'augmenter les consommations individuelles des non-propriétaires ? Posée ainsi, la question se résout en termes quantitatifs uniquement (biens de consommation) et dissimule le rapport fondamental entre privilèges et servitudes, entendu non plus comme simple différence quantitative donnée dans et par la consommation de biens matériels des individus mais comme rapport de pouvoir exercé sur le travail et les moyens de production eux-mêmes.

La contradiction établie en droit entre travail et jouissance a pour effet premier de faire du procès de production une nécessité sociale liée aux besoins des consommations individuelles et masque le rapport de classes au niveau des rapports de production - rapport donné dans et par la situation objective du travail manuel et du travail intellectuel par rapport aux moyens de production au niveau même des rapports de production. Une fois dégagée de la relation nécessaire entre travail social d'une part et jouissances privées d'autre part, la problématique se ramène à une contradiction sociale entre privilèges et servitudes au niveau des rapports de production, c'est-à-dire à un rapport de pouvoir. Tant que la problématique sociale

¹ Il suffit de passer à d'autres formations sociales, à d'autres rapports sociaux, pour que telle nécessité s'estompe, comme l'ont relevé des anthropologues. Voir, par exemple, E.E. Evans-Pritchard : *The Nuer*, (1940), Oxford U. Press, 1968, chap. 2, p. 90-1 : « On ne peut pas traiter des rapports économiques des Nuer en eux-mêmes parce qu'ils ne constituent qu'un aspect de relations sociales directes plus générales. Ainsi la division du travail est un aspect de relations plus générales entre personnes de sexe différent (...). Il existe une certaine spécialisation, mais elle est occasionnelle, et aucune occupation n'est assimilable à une profession Il y a peu d'inégalité dans les richesses et aucun privilège de classe. »

est donnée dans le travail d'une part, les jouissances privées d'autre part, on voile ce qui fonde cette rationalité : à savoir non pas la quantité différentielle des biens de consommation dont disposent des individus mais le pouvoir qu'ils détiennent au niveau des rapports de production, lequel fonde ces différences dans les consommations individuelles.

Jusqu'à maintenant, nous nous sommes attachés à étudier deux procès - propriété et travail - et à montrer les rapports qui s'établissent dans et par les relations sociales entre sujet et objet, selon que le sujet est propriétaire ou non-propriétaire de biens matériels. À l'intérieur de cette rationalité, tout ce qu'il est possible d'établir se ramène à une évidence : la propriété ne peut exister socialement que dans la mesure où l'on dispose de non-propriétaires. On peut dès lors, ainsi que nous avons cherché à le montrer, préciser ce rapport, c'est-à-dire dégager la dialectique de ce rapport en montrant que le marché des marchandises est fondé sur un marché du travail qui n'est pas distinct de lui, mais qui n'est que la circulation sociale d'une contradiction donnée entre travail et jouissance, production et consommation.

Nous allons reprendre cette question au niveau des rapports de production afin de montrer que c'est le pouvoir exercé là qui fonde la circulation des privilèges et des servitudes, partant les consommations individuelles différentielles.

En étudiant le mandat, c'est d'abord ce rapport de pouvoir que nous chercherons à déterminer afin de réduire les ambiguïtés qui pourraient surgir lorsque nous utiliserons la notion de travail intellectuel, tandis qu'avec l'analyse succincte des appareils et des institutions, c'est la contradiction entre production sociale et appropriation privée au niveau des rapports de production que nous chercherons à préciser.

Le code civil et les rapports de classes

Deuxième partie

Le pouvoir sur le travail

[Retour à la table des matières](#)

Le code civil et les rapports de classes
Deuxième partie : Le pouvoir sur le travail

Chapitre I

Propriété du travail et mandat

Material objects are the chains along
which social relationships run.

(E. Evans-Pritchard, *The Nuer*, p. 89.)

[Retour à la table des matières](#)

La doctrine juridique n'a pas tant cherché à définir la propriété, le droit de propriété - tâche qui s'est avérée relativement vaine ¹ - mais plutôt à la décomposer : à définir ses attributs caractéristiques. À la suite des juristes romains, l'on s'entend pour distinguer dans la propriété trois attributs essentiels.

Selon l'article 544 (du Code Napoléon), la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les règlements. Ce texte résume les trois attributs de la propriété déjà dégagés par les Romains : l'*usus*, le *fructus* et l'*abusus* :

¹ Vaine dans la mesure où de telles définitions diffèrent fort peu de celle que l'on retrouve dans le Code civil, elle-même inspirée du droit romain ; par exemple, la définition de David Hume : « la propriété peut être définie comme la relation entre une personne et un objet qui alloue à cette personne mais interdit à tout autre, le libre usage et la possession de cet objet, sans quoi les lois de la justice et de l'équipé morale seraient violées, » in : *A Treatise of Human Nature* (1738), Livre II, section 10, Londres, 1923, tome 2, page 34.

1. Le droit d'user de la chose dont on est propriétaire (*usus*) ;
2. Le droit de s'en approprier les fruits (*fructus*)
3. Le droit de disposer de la chose (*abusus*).

Les deux premiers de ces attributs ne posent pas de difficultés particulières à la propriété... Au contraire, le droit de disposer caractérise par excellence la propriété ¹.

En tant que rapport absolu, la propriété couvre la totalité des rapports sociaux dans la mesure où ce rapport matériel par excellence peut être soit rapport de production, soit rapport de consommation, soit enfin rapport de circulation, rapports que nous retrouvons tous trois dans les « attributs » accordés à la propriété : premièrement, le droit de consommer la chose (*usus*) ; deuxièmement, le droit de produire (*fructus*) ; troisièmement, le droit d'en disposer ou de l'échanger (*abusus*).

Toutefois, le « droit de disposer » qui appartiendrait en propre à la propriété ne constitue pas un attribut de la seule propriété.

La possibilité de disposer *juridiquement* de son droit en l'*aliénant* n'est nullement caractéristique de la propriété, car ce caractère de cessibilité est commun en principe à tous les droits réels et même aux droits de créance. Il est peut-être surprenant qu'on ait pu à tel point se méprendre sur la nature même de la propriété et la définir comme un pouvoir ou une maîtrise sur une chose : ... ni le pouvoir total, permanent et exclusif, ni aucun des éléments qui le composent ni même la faculté de disposition, ne peuvent être considérés comme attributs essentiels de la propriété ².

Étant donné que la propriété se confond avec la chose sur laquelle elle porte, il y aurait difficulté à qualifier de droit de propriété le droit portant sur une créance ou sur une obligation, droit qui ne pourrait pas avoir ce caractère absolu que l'on reconnaît au droit de propriété portant sur des biens matériels.

¹ Savatier, René, *Cours de droit civil*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1947, tome 1, pp. 331-332.

² Ginossar, S. : *Droit réel, propriété, et créance*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1960, pp. 31-2, et citant Ripert et Boulanger, p. 31, note 57.

Pour une interprétation contraire à celle-ci, voir : Picard, M. : *Les biens* : in : Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, tome 3, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1952, p. 225 : « Ce qui caractérise, en effet, le droit de propriété et le distingue de tous les autres droits réels, c'est la faculté de disposer de la chose, en la consommant, en la détruisant matériellement ou en transformant sa substance. C'est là ce que les anciens appelaient l'*abusus*, mot qui désignait la consommation de la chose, et non l'abus au sens moderne du mot qui désigne l'acte contraire au droit. Tous les autres droits réels autorisent leurs titulaires à jouir de la chose d'autrui d'une manière plus ou moins complète, mais toujours « à la charge d'en conserver la substance », comme le déclare l'article 578 pour l'usufruit, c'est-à-dire que ces différents droits ne comportent jamais l'*abusus*, qui reste ainsi l'attribut caractéristique de la propriété ».

La propriété n'est pas nécessairement le droit de retirer de la chose toute l'utilité qu'elle est susceptible de procurer ; mais si le propriétaire ne peut toujours la retirer effectivement, il en conserve à tout moment l'expectation, la potentialité. Telle est, en dernière analyse, la qualité essentielle de la propriété. La maîtrise sur la chose n'apparaît plus que comme un attribut naturel, dont le propriétaire peut être privé au point de paralysie complète : le lien par lequel la chose lui est réservée n'en subsiste pas moins. La propriété n'est donc autre chose que la relation par laquelle une chose appartient à une personne ¹.

La difficulté contre laquelle on bute - que croit résoudre S. Ginossar dans l'essai cité - réside dans la différence entre ces caractéristiques toutes qualitatives du droit de propriété fondées dans et par ce sur quoi le droit porte. Le droit de propriété n'aurait pas le même caractère d'absolu selon qu'il porterait sur une chose ou sur une créance.

La famille des droits réels a pour principal représentant le droit de *propriété*, les droits de créance ont pour type l'obligation qui résulte d'un prêt d'argent : être propriétaire d'une maison, être créancier de 500 francs qu'on a *prêtés*, voilà des notions élémentaires que tout le monde possède... ²

Cette différence détermine la distinction entre biens corporels et biens incorporels.

(En droit romain), les *res* étaient soit *corporeales* soit *incorporales*, les premières *quae tangi possunt*, les secondes, *quae tangi non possunt*. Ainsi énoncée, la distinction est simple. Les objets matériels sont donnés comme *res corporeales*, tandis que les *res incorporales* sont des concepts abstraits, des notions, et puisque les *res* sont des avoirs, les *res incorporales* sont des droits ³.

Quelle que soit la nature de l'objet, pour fonder la propriété d'une créance au même titre que la propriété de tout autre bien, Ginossar ne parle plus de pouvoir sur une chose mais de simple « relation » entre une personne et une chose.

Quoi qu'il en soit, il est désormais certain qu'il ne faut espérer découvrir l'élément essentiel de la propriété dans le pouvoir tant vanté d'une personne sur une chose... La propriété n'est donc autre chose que la *relation par laquelle une chose appartient à une personne* ⁴.

¹ *Ibidem*, pages 32-33.

² *Ibidem*, p. 21-22.

³ Buckland, W.W. : *A Text-Book of Roman Law from Augustus to Justinian*, Cambridge U. Press. 1932, p. 185.

⁴ Ginossar, S. : *op. cit.*, p. 29 et suiv.

Ce qui importe, pour les besoins de notre analyse, ce n'est pas tant cette « relation entre personne et chose » - puisque nous avons dès le départ défini la propriété comme une forme spécifique de rapport social et non pas, tel que le propose la doctrine juridique, comme une relation personnelle, privée précisément, parce que « privé » et « social », sont des termes antithétiques ¹ - mais la nature de cette relation en tant que « maîtrise » ou « domination ».

La créance et l'obligation, en tant qu'elles fondent des droits, sont aussi soumises à ce rapport social par excellence qu'est la propriété privée ; il doit donc en être ainsi de cette obligation spécifique donnée dans le contrat de travail : ici, la relation s'établit tout autrement et le droit sur le travail appartient au propriétaire des moyens de production qui est donc propriétaire de l'obligation de travailler du travailleur, de sorte qu'il ne saurait être « contraint de céder son droit », de « donner de l'ouvrage ». Plutôt que défaut d'ajustement d'un système économique, le chômage apparaît comme conséquence sociale nécessaire de l'exercice arbitraire du droit de propriété privée, du droit exclusif sur l'obligation de travailler.

Puisque toute force de travail doit être appropriée par le propriétaire de moyens de production, l'exercice discriminatoire de ce droit fonde *de facto* le non-travail du seul fait de la non-appropriation d'une force de travail sur un marché. De même que n'importe quel bien économique, que n'importe quelle marchandise, l'obligation n'a d'existence sociale qu'elle n'ait été appropriée, qu'elle ne soit soumise à un droit de propriété - à un rapport de domination. L'obligation de travailler n'est pas, ne saurait être, pour le travailleur un quelconque droit - il y aurait dans ce cas confusion entre droit et obligations - mais une pure et simple obligation soumise à un droit qui appartient à un propriétaire de moyens de production pour qui le travailleur n'est que l'« accessoire » nécessaire à la reproduction de ses droits.

La chose force-de-travail, en tant que bien corporel par excellence, n'appartient pas au travailleur : jamais ce dernier ne peut être proclamé propriétaire de quoi que ce soit. Cette chose masque une pure et simple obligation, qui appartient au propriétaire de moyens de production au même titre que n'importe quelle obligation peut être soumise à la propriété privée. Son droit de propriété sur le travail est aussi absolu que peut l'être son droit sur les moyens de production et en

¹ Notons que les termes « privé » et « social », sont antithétiques dans et par la propriété privée qui est, dans cette mesure, forcément anti-sociale et doit être opposée à la propriété individuelle ; cf. Marx : *Le Capital*, livre 1, chap. 32, in : *Oeuvres*, tome 1, NRF, p. 1240. Et aussi : « C'est seulement quand l'objet devient pour l'homme un objet humain, un prolongement de son individualité, que l'homme ne se perd pas dans l'objet. Cela n'est possible que si cet objet devient pour lui un objet social et qu'il devient lui-même un être social. Il faut également que la société s'incarne pour l'homme dans cet objet. » (MEGA, vol. VI, p. 117), cité in : *Oeuvres*, tome 1, *op. cit.*, p. 1709.

vertu de cet absolutisme il peut seul choisir de consommer productivement ou non le travail producteur.

Il n'y a pas ici d'échange possible puisqu'en ce qui concerne le droit du propriétaire sur cette obligation de travailler, il n'y a plus que deux situations possibles : ou bien le propriétaire des moyens de production consomme productivement le travail ou bien il ne le consomme pas, de sorte que l'envers de l'ouvrage ne peut être que ce non-travail : le chômage. Il ne saurait être question de poser que la force de travail s'échange sur un marché puisqu'il n'y a ni échange, ni marché, mais simple circulation de droits de propriété sur des obligations de travailler. La consommation productive du travail par les détenteurs des moyens de production implique l'asservissement d'une classe au profit de ces détenteurs. Le travail est une expropriation qui se prolonge forcé dans l'état de non-travail que constitue pour le travailleur l'impossibilité de trouver quelqu'un susceptible de s'approprier son obligation de travailler.

Dans ces conditions, le salaire n'est pas un « droit à un partage du produit économique de la société ¹ » puisqu'il n'est que la rémunération d'une obligation, déterminée par les propriétaires de cette obligation en fonction des besoins de leur consommation productive et de la circulation de leurs droits. Le salaire est la rétribution de la servitude du travailleur productif ².

Cette notion de servitude peut être éclaircie en référant de nouveau au Code civil.

La servitude réelle est une charge imposée sur un héritage pour l'utilité d'un autre héritage appartenant à un propriétaire différent ³.

Repris en fonction des développements antérieurs, cet énoncé deviendrait :

La servitude est une charge imposée à une chose (force de travail) pour l'utilité d'une autre chose (moyens de production) appartenant à un propriétaire différent.

¹ Emmanuel, A. : *L'échange inégal*, Maspéro, 1969, p. 55 : « En dehors de toute controverse normative sur la catégorie facteur de production, nous considérons comme tel, dans les conditions des rapports de production de l'économie marchande, capitaliste ou pré-capitaliste, tout droit établi à un premier partage du produit économique de la société ».

² Si la notion de servitude personnelle a été abolie par le Code Napoléon pour des raisons politiques, la réalité du rapport n'en subsiste pas moins : « D'après Chénon, il ne subsisterait de l'Ancien Régime que deux sortes de démembrements de la propriété foncière : les droits de jouissance (usufruit, usage et habitation, que le Code évite soigneusement d'appeler « servitudes personnelles » à l'exemple des sources romaines) et les servitudes prédiales (auxquelles il accole aussitôt l'appellation alternative de « services fonciers »). C'étaient, remarque Chénon, les seuls démembrements qui pussent survivre à l'Ancien Régime, parce qu'ils n'étaient point le produit de l'état social particulier au Moyen-Âge, autrement dit de la féodalité ». Cité par Ginossar, *op. cit.*, p. 96, note 173.

³ Code civil, article 499.

Et, plus simplement :

Le travail est une charge imposée au travailleur productif pour l'utilité du propriétaire des moyens de production,

ce qui paraît définir le travail producteur dans nos sociétés.

On ne peut pas concevoir la conciliation d'une charge et l'échange ; ou avancer que les servitudes s'échangent sur un marché spécifique qui est le marché du travail. Le droit sur la marchandise constitue l'obligation de travailler entendue comme charge imposée et la circulation capitaliste des marchandises est une circulation des droits de propriété sur des obligations de travailler.

Dès lors, comment avancer que la propriété privée est la liberté ¹ ! La liberté donnée par la marchandise est une servitude imposée à ses producteurs puisque la marchandise fonde le droit sur une obligation de travailler ; dans ces conditions, un mode de production dont la rationalité première et dernière repose sur « un immense entassement de marchandise ² » est un mode de production fondé sur un immense entassement de servitudes : sur l'accumulation des servitudes. On comprend ainsi en quoi la marchandise est, plutôt que la « simple relation d'une personne à une chose », un rapport social déterminé : le droit dont dispose une classe dominante d'imposer des charges à une classe dominée. Cette « dictature » d'une classe dominante s'exerce par la circulation des marchandises. Les rapports sociaux ne sont plus donnés que comme échange de marchandises, échange dissimulant la situation objective de classe des producteurs, qui soustrait ces derniers à tout échange pour ne plus les contraindre qu'à se voir « imposer des charges ».

Le salaire est rétribution d'une charge, rémunération d'une servitude qui doit être tel que les rapports de production ne soient pas transformés par le contrat d'achat-vente de l'accessoire que représente le travail. À l'arbitraire qui règne dans la détermination du prix de la force de travail et qui fait qu'une heure dans une entreprise n'est pas égale à une heure dans une autre entreprise - malgré qu'il s'agisse d'une même charge, d'une même obligation - correspond l'arbitraire dans la détermination du prix des droits : une heure d'un professionnel ne peut pas égaler une heure d'une autre professionnel ; une heure de travail d'un capitaliste n'égale pas une heure de travail d'un autre capitaliste. Le produit social global étant à tout moment physiquement déterminé, sa répartition n'est soumise à aucune loi sociale sinon à l'arbitraire fondé sur la nécessaire concurrence entre des droits sur des obligations de travailler, dont la contrepartie pour le travailleur productif est une accumulation des charges imposées.

¹ Cf. Hegel : *Les principes de la philosophie du droit*, N.R.F., Section 1, la propriété, p. 61 et suiv.

² Cf. Marx, K. : *Le Capital*, livre 1, Éditions sociales, tome 1, p. 51.

À toute appropriation de marchandises correspond une expropriation de marchandises, comme à toute appropriation du temps de travail correspond une expropriation du temps de travail pour le travailleur. Si la valeur d'un produit est mesurée en heures de travail social, celle d'une marchandise se mesure en rapport avec des droits exercés sur ce travail social. Dans ces conditions, l'égalité :

$$\text{somme des valeurs} = \text{somme des prix}^1$$

se décompose de la manière suivante, selon deux déterminations :

$$\text{somme des heures}^* \rightarrow \text{valeur des produit}$$

et :

$$\text{prix des marchandises} \rightarrow \text{rémunération des dépenses de travail}$$

Ces déterminations illustrent en quoi et comment le temps de travail dépensé dans une production fixe la valeur des produits tandis que le prix du travail - sa rémunération - est établi en revanche par l'exercice des droits de propriété sur la production de sorte que la valeur du travail étant nécessairement égale à sa rémunération, les heures de travail peuvent ne pas avoir la même valeur marchande, la même rémunération.

La formule *somme des heures de travail producteur égale somme des rémunérations de ce travail* est fort significative puisqu'elle consacre socialement une loi fondée sur l'arbitraire de telle sorte qu'une heure de travail n'égale pas une autre heure de travail. Par ailleurs, cette formule exprime aussi une évidence beaucoup plus significative : si le temps abstrait se mesure en heures, minutes, etc., le temps concret, c'est-à-dire le temps social, se mesure en produits du travail social.

Celui qui n'a pas de produits n'a pas de jouissances : son temps libre est un temps mort ; son temps de travail, une charge imposée¹. À l'inverse, pour le

¹ Cf. Marx, K. : *Le Capital*, livre III, Éditions sociales, t. 6, p. 189 : Chap. X : Égalisation du taux général du profit par la concurrence. Prix de marché et valeurs de marché. Surprofit : « Il en résulte que la somme des profits de toutes les diverses sphères de production doit être égale à la somme des plus-values et la somme des prix de production de la totalité du produit social égale à la somme de ses valeurs. Voir aussi : Marx, K. : *ibidem*, chap. XI ; Effets des fluctuations du salaire, p. 216.

* Somme des heures, *i. e.*, l'ensemble du temps de travail dépensé dans la production sociale.

propriétaire de droits sur des obligations de travailler, le temps social se métamorphose en temps privé ; il est ce temps abstrait nécessaire aux choses pour produire des choses. Ainsi, la rationalité du système réside dans la jouissance des marchandises en tant que telles, en tant qu'objets, en tant que choses, qui ont si peu à voir avec le temps social que leur accumulation ne saurait connaître de limite - pas plus, en vertu de la même rationalité, que l'accumulation d'argent ne saurait connaître de limite. Dans le même ordre d'idées, il apparaît que l'accumulation des droits est aussi sans limite et qu'il est tout à fait illusoire de penser freiner, ralentir ou infléchir la rationalité d'un mode de production fondé sur cette loi de l'accumulation de marchandises puisque cette rationalité de l'accumulation entre en contradiction avec les besoins objectifs de la distribution du produit social global.

En fondant la jouissance dans la chose, dans la marchandise, le droit fonde la jouissance privée comme fonction dominante dans une formation sociale, fonction nécessairement antisociale puisqu'elle n'est autre que la condition de l'exercice de privilèges aux dépens du travail producteur au niveau des rapports de production.

Prétendre que le développement pour le développement (autrement dit, l'accumulation) pourrait ou devrait permettre une transformation dans les rapports de distribution est absurde : toute accumulation de droits privés n'est autre, en définitive, qu'une accumulation de servitudes personnelles.

*
* *

Il s'en faut de beaucoup que ces réalités soient acceptables aux yeux de la doctrine juridique ; il importe dès lors de montrer comment le droit ignore les contradictions que nous avons relevées.

Si le contrat de louage d'ouvrage semble régir des travaux de nature différente dans la mesure où il y est question autant du travail de l'ouvrier que de celui de l'entrepreneur, selon la doctrine juridique il faut aussi distinguer entre contrat de louage d'ouvrage et mandat. Nous étudierons donc le mandat pour montrer en quoi sa définition et ses caractéristiques infléchissent ou n'infléchissent pas la problématique générale développée jusqu'ici.

Le mandat est un contrat particulier dont la différence avec le contrat de travail réside notamment dans le prix versé, mais essentiellement dans la situation objective du mandataire comme du mandant par rapport à l'objet du mandat. Cette

¹ On comprend pourquoi nous préférons utiliser le mot « souffrance », pour désigner l'état de non-propriété, plutôt que « privation ».

situation peut d'ailleurs se définir négativement ; quoi qu'il en soit ni l'un ni l'autre ne sauraient produire de biens matériels.

Quant aux professions mécaniques et à celles qui n'ont rien de littéraire ou de libéral, elles restent dans le droit commun. Le prix dû à l'ouvrier ne peut être réclamé par lui que par l'action *locati*. Sans doute entre les artisans et ouvriers qui exercent ces professions, il y a des différences de talent naturel, d'adresse, d'application, de savoir faire. Mais tous sont placés sur la même ligne, eu égard à l'objet sur lequel s'exerce leur aptitude ¹.

Une des caractéristiques du contrat de travail tient à la situation objective du travailleur par rapport à la chose ou à l'objet : il le produit.

D'autres « travailleurs » ne seraient pas « placés sur la même ligne, eu égard à l'objet sur lequel s'exerce leur aptitude » et ce serait ce qui expliquerait que leur rémunération soit « différente » de celle que reçoit le travailleur manuel.

... Ulpien passe en revue dans ce texte les professions libérales... il leur donne une action extraordinaire devant le président de la province, pourvu que les honoraires qu'ils demandent n'excèdent pas de justes bornes... Pourquoi une action extraordinaire ? C'est que n'étant pas locateurs d'ouvrage, l'action *locati* leur manque ; c'est que leur droit à un honoraire, alors même qu'il est réglé par une convention, sort des règles ordinaires du droit, et prend plutôt son principe dans l'équité ou dans un devoir de reconnaissance ².

La rationalité élaborée par Troplong pour exclure le travail intellectuel du contrat de louage d'ouvrage mérite d'être citée.

Enfin, l'article 1779 (du Code Napoléon), qui énumère les principales espèces de louage d'ouvrage, parle-t-il des travaux de l'intelligence, de ces arts sublimes qui élèvent l'imagination, et vont enivrer ou remuer notre cœur par leurs divines émotions ³ ?

La différence entre mandat et contrat de louage d'ouvrage, si elle réside dans la situation objective par rapport à la marchandise, s'exprime aussi dans la rémunération.

¹ Troplong, M. : *De l'échange et du louage*, tome 3, Paris, 1840, para. 800, page 20.

² *Ibidem*, pp. 20-21.

³ *Ibidem*, p. 26. Et encore p. 20 : « Mais Bartole, examinant la question d'un point de vue général, élevait avec raison le rôle de l'avocat au rang des plus nobles professions libérales, et il ne voulait pas qu'on en fit un locateur d'ouvrage. » L'article 1779 du Code Napoléon cité ici correspond à l'art. 1666 du Code civil de la province de Québec cité plus haut.

... le mandat est plus noble que le louage... car le louage a un prix, et le mandat a un honoraire ! Et l'homme qui obéit à la sympathie, au dévouement, à l'amour de l'humanité ou de la gloire, repousse un prix comme une humiliation ¹.

La différence entre le prix et l'honoraire, toutefois, peut constituer la différence entre servitude et privilège.

La conclusion de cette distinction (entre le louage et le mandat) est donc que le code se lie à la théorie embrassée par les jurisconsultes romains et les jurisconsultes français avec une connaissance si profonde et si attentive des nuances qui séparent le mandat du louage d'ouvrage ; théorie éminemment morale et philosophique, et dont on ne pourrait s'écarter sans blesser l'honneur des professions libérales, sans exciter en elles l'esprit de spéculation et de trafic qui doit en être banni pour le bien de la société : sans se jeter enfin dans les dangereuses erreurs d'un matérialisme désolant ².

L'inversion est intéressante et caractéristique. Si le salaire, en tant que rémunération d'une servitude, est un « moyen de lucre et de spéculation », l'honoraire correspond à une « théorie éminemment morale et philosophique ». De la même manière, celui qui reçoit un prix pour la charge qui lui est imposée vit dans un « matérialisme désolant » tandis que, par transposition, celui qui reçoit des honoraires vit un idéalisme édifiant. En fait, tout ceci est affaire de langue.

La langue s'est modifiée avec les mœurs ; en même temps que l'éducation a égalisé les rangs et rapproché les distances, une délicate susceptibilité de langage a craint qu'il n'y eût quelque chose de méséant à englober sous la même expression des personnes distinguées par la culture de leur intelligence, et d'autres dont l'emploi exclut les nobles tendances de l'esprit ; ainsi, la langue est devenue un peu plus aristocratique en regardant en bas, et un peu plus démocratique en regardant en haut ³.

Afin de situer plus concrètement ces différences avec le contrat de louage d'ouvrage, voyons la définition du mandat.

Le mandat est un contrat par lequel une personne, qu'on appelle le mandant, confie la gestion d'une affaire licite à une autre personne, qu'on appelle mandataire, et qui, par le fait de son acceptation, s'oblige de l'exécuter. L'acceptation peut s'inférer des actes du mandataire, et même de son silence en certains cas ⁴.

¹ Troplong, M., *op. cit.*, p. 39.

² *Ibidem*, para. 811, page 44.

³ *Ibidem*, para. 848, page 84.

⁴ *Code civil*, article 1701.

La caractéristique essentielle du mandat par rapport au contrat de louage se situe dans le rapport de l'individu à la chose : le locateur d'ouvrage « s'engage à faire quelque chose pour le locataire moyennant un prix ¹ » tandis que dans le mandat, le mandant « confie la gestion d'une affaire à une autre personne ». Au départ, le mandat suppose « un pouvoir dans le mandant ² », pouvoir dont il se départit au profit d'une autre personne. Le rapport de pouvoir qui s'établit ici repose sur le rapport du sujet à un objet, de sorte que c'est le mandataire qui est « tenu d'accomplir le mandat qu'il a accepté ³ » et non le mandant qui serait tenu de « s'engager à faire ». Une différence entre louage d'ouvrage et mandat provient de cette relation de pouvoir : dans un contrat de louage, le locateur de la force-de-travail qu'est le travailleur céderait un pouvoir sur sa force de travail au propriétaire des moyens de production tandis que par le mandat, le mandant cède un pouvoir sur une affaire à un mandataire.

Nous avons vu que par le contrat de travail le travailleur ne cédait rien puisque ce contrat constitue plutôt la forme juridique de son asservissement, de son expropriation. Le pouvoir sur son travail - sur son temps et ses produits, c'est-à-dire sur la valeur de son travail - le travailleur ne l'a jamais. En ce sens, le contrat de travail implique un rapport de subordination, ce que le mandat n'implique pas.

Mais la différence principale vient de ce que le mandataire, bien qu'étant tenu de rendre compte et passible de dommages-intérêts, conserve toute liberté d'action dans l'exécution de son mandat. Cependant, la subordination juridique est encore ici le critère fondamental du contrat de travail ⁴.

Il est intéressant ici encore de relever une contradiction caractéristique : en vertu du contrat de travail, le travailleur est propriétaire de sa force de travail ; or son droit de propriété n'est pas analysé comme tel, sinon, systématiquement, l'obligation qu'il contracte, de sorte que ses droits et obligations ne sont pas analysés en regard des droits et obligations du mandataire qui est, dans le mandat, celui qui détient son statut, mieux, sa fonction, d'un pouvoir dominant. Ce qui revient à dire qu'en théorie le travailleur serait locateur de son ouvrage mais qu'en pratique il n'en serait que le locataire ; nous avons précédemment relevé que cette contradiction n'en est pas une puisque le travailleur doit céder son obligation de travailler.

Le rapport de subordination du travailleur est basé, en définitive, sur le genre de travail à accomplir.

¹ *Code civil*, art. 1665a.

² *Ibidem*, articles 1705 et 1755 para 5.

³ *Ibidem*, chap. 2. Les obligations du mandataire, art. 1709.

⁴ D'Aoust, Claude : *Le contrat individuel de travail en droit québécois*, Presses de l'université de Montréal, 1971, texte ronéo, p. 6.

... le mandataire est chargé d'accomplir des actes juridiques au nom du mandant tandis que le salarié accomplit surtout des actes matériels ¹.

Quel que soit le rapport du mandat ou du mandataire à l'affaire, ceux-ci n'accomplissent pas d'« actes matériels », ils ne sont pas de simples accessoires de la propriété privée ; ils en sont les gestionnaires et en tant que tels leur rapport à la chose ne saurait être un rapport de production mais bien un rapport de consommation productive : ils sont donc, à des titres divers, possesseurs ou propriétaires de droits sur le travail producteur.

À cet égard, il est peut-être significatif de souligner que le mandat est en principe gratuit.

Le mandat est gratuit s'il n'y a une convention ou un usage reconnu au contraire ².

Toutefois, tandis qu'en vertu de l'article consacré au contrat de louage d'ouvrage, la seule obligation du locataire est de payer le prix de l'ouvrage, dans la section consacrée au mandat tous les articles sauf un sont consacrés à l'« indemnisation » du mandataire. Ainsi, « le mandant est tenu d'indemniser le mandataire pour toutes les obligations que ce dernier a contractées », « pour tous les actes faits dans les limites de son mandat », de rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour exécuter le mandat et (de) lui payer le salaire ou autre compensation à laquelle il peut avoir droit », de « payer les intérêts sur les derniers avancés par le mandataire », enfin de « l'indemniser des pertes essuyées en exécutant le mandat ³ ».

S'il y avait un quelconque rapport entre le mandat et le contrat de louage d'ouvrage, il faudrait poser que si le travailleur est locataire il devrait, en plus de s'engager à travailler, verser toutes ces indemnités. Cet élément explique que les rémunérations des travailleurs diffèrent de celles des mandataires et que les juristes soient justifiés de distinguer prix et honoraires : les premiers ne permettent que la rémunération d'une servitude ; les seconds assurent l'indemnisation de droits.

¹ *Ibidem*, page 6.

² *Code civil*, article 1702.

³ *Ibidem*, articles 1720 à 1725. L'obligation du locataire de payer le loyer est donnée au paragraphe 2 de l'article 1617.

Quand le mandataire est socialement subordonné au mandant, la notion de louage de services l'emporte et permet au salarié d'invoquer les garanties de durée, et toute la protection sociale attachées au contrat de travail.

Quand le mandataire est, au contraire, un travailleur indépendant, c'est avec un contrat de louage d'ouvrage, ou d'entreprise, que le mandat peut se combiner¹.

En l'occurrence, la distinction entre contrat de louage d'ouvrage et contrat d'entreprise repose sur le critère suivant.

L'entrepreneur se reconnaît à son indépendance ; et celle-ci se caractérisera elle-même par sa condition sociale habituelle, et par le fait qu'il travaille d'ordinaire à ses heures, avec un matériel et des instruments lui appartenant, les instructions qu'il reçoit restant générales, et portant seulement sur les résultats qu'on lui demande d'atteindre, tandis que le salarié reçoit des ordres auxquels il s'engage d'obéir.

Par égard pour leur condition sociale (*sic* !), on considère comme salariés même les ouvriers qui travaillent à domicile, à leurs heures, mais dans la dépendance économique d'un seul patron. Inversement, un entrepreneur professionnel ne perdra pas sa qualité s'il lui arrive de travailler à l'heure chez un employeur².

Le louage portant sur un travail peut être de deux ordres dans lesquels il importe de distinguer entre « travailleurs dépendants » et « travailleurs indépendants ».

Le droit romain distinguait la *locatio operarum*, ou louage de services, par lequel un travailleur engageait, pour un temps déterminé, sa force de travail, que l'employeur utilisait à sa guise, et la *locatio operis*, ou louage d'ouvrage, où un ouvrier se chargeait d'exécuter un ouvrage déterminé, pour un prix indépendant du temps passé, car on peut rémunérer un travail soit d'après le temps fourni, soit d'après l'ouvrage effectué.

Mais cette classification, de *caractère purement juridique*, a cédé la place à une autre, plus nuancée, de caractère social. En effet, parmi ceux qui négocient leur travail, se trouvent des gens de catégories différentes, allant des administrateurs de sociétés aux manœuvres, des chirurgiens aux aides-infirmières...

Les uns, en effet, qu'ils soient d'ailleurs payés au temps ou aux pièces, sont de simples salariés, leur condition essentielle est de ne prendre aucun risque à leur charge, écartant tous ces risques contre un salaire assuré. Pour cela, ils se placent sous la dépendance économique d'une entreprise qui assume ces risques...

À ces *travailleurs dépendants* s'opposent des *travailleurs indépendants* : entrepreneurs, membres de professions libérales indépendantes...³

¹ Savatier, R. : *op. cit.*, tome 2, pages 428-429.

² Savatier, R. : *op. cit.*, tome 2, p. 403.

³ *Ibidem*, tome 2, p. 402.

Le mandat n'est plus, en vertu de cette interprétation juridique, le contrat par excellence qui permette de fonder la distinction entre travailleur manuel et travailleur intellectuel puisqu'il est souvent combiné avec d'autres contrats, notamment le contrat de louage d'ouvrage. Nous nous trouvons ramenés au « contrat social » fondamental et c'est par celui-ci que nous serons en mesure de préciser le rapport social antagonique entre travail manuel et travail intellectuel.

La dépendance ou l'indépendance du travailleur repose à la fois sur la liberté de disposition du temps et sur la libre disposition des instruments de travail, de sorte que le travailleur « indépendant » ne perdra pas sa qualité en aliénant son temps mais que le travailleur « dépendant » restera tel malgré qu'il en disposera librement. Cette situation objective par rapport aux moyens de production entraîne deux types de rémunérations : le travailleur « dépendant » est payé au temps ou à l'ouvrage tandis que le travailleur « indépendant » est payé au temps, c'est-à-dire en fonction de la valeur marchande de ses moyens de production.

Cette rupture entre le temps de travail et le produit physique fonde la valeur relative du travail producteur du travailleur, l'égalité de son temps de travail et de rémunération, situation objective qui engendre la dépendance économique du travailleur. *A contrario*, c'est précisément la valeur marchande des moyens de production qui détermine les rémunérations ou les honoraires des travailleurs intellectuels.

Mais, pas plus que le temps de travail manuel n'est exprimé dans son prix, le prix du travail intellectuel n'exprime sa valeur sociale concrète. Il n'existe aucun équilibre dans la répartition du produit social puisque celle-ci est fonction de l'exercice arbitraire des droits.

En fondant le prix de la marchandise dans un temps abstrait nécessaire à la production d'une autre marchandise de même substance, on fonde du même coup, avec l'arbitraire dans les rémunérations du travail manuel, l'arbitraire dans la détermination du revenu du travailleur intellectuel : l'indemnité qui lui est versée n'est pas déterminée par un temps de travail concret mais par le temps abstrait nécessaire à la reproduction de son droit sur ses instruments de production. Ces instruments, en tant que soumis à sa propriété privée, sont pour lui des non-valeurs d'usage qu'il échange contre des valeurs d'usage. Dans l'impossibilité où il se trouve de ne jamais arriver à établir une équivalence entre son droit sur ses moyens de production et des droits sur des marchandises qui sont pour lui, individu privé, des valeurs d'usage, il accumule ces dernières sous forme de capital marchandises ou de capital argent puisque si les instruments n'ont pas de fonction sociales, ils n'en ont pas moins cette fonction d'accumulation privée. Le temps auquel il est alors fait référence est ce temps privé que seule l'accumulation de droits, de marchandises ou de capital peut combler ; il est tout le contraire du temps concret, temps social dépensé dans une production par des hommes travaillant ensemble au développement social, en fonction de besoins sociaux.

Le caractère antisocial de la propriété privée réside dans la non-valeur d'usage sociale des « instruments de travail », c'est-à-dire des moyens de production, pour le propriétaire ou le possesseur des moyens de production, qui revêtent seulement une valeur d'usage privée. Dans ces conditions, la fonction sociale effective de tels moyens de production ne saurait être la répartition du produit social global, sinon son accumulation entre les mains des détenteurs de droits de propriété.

En résumé, cette cohérence s'établit de la manière suivante : comme les moyens de production n'ont qu'une valeur d'usage privée pour leur propriétaire ou leur possesseur en fonction de l'accumulation des droits que ces gens peuvent en retirer, le travail producteur dépensé dans cette production n'a pas, pour eux, de valeur d'usage spécifique ; il n'est qu'un accessoire et à ce titre sa valeur égale le prix qu'on le paie.

La non-valeur d'usage sociale des moyens de production pour leur propriétaire ou leur possesseur désigne le lieu social de la contradiction fondamentale, de sorte que la fonction de ces moyens de production ne peut qu'être une fonction d'accumulations privées ¹.

Dans ces conditions, ce sont les rapports entre propriétaires de moyens de production et forces productives qui régissent la distribution du produit social, donc la circulation des droits sur la production. Le droit de propriété, en

¹ Sur ce point précis, voir l'analyse empirique de cette contradiction, dans une étude portant sur les hôpitaux américains : Ehrenreich, J. et B. : « Hospital workers : a case study in the « new working class », in : *Monthly Review*, vol. 24 no 8, janvier 1973, p. 12 et suiv.

Il n'est pas dans notre propos d'approfondir cet aspect de la contradiction puisque c'est toute une problématique théorique qui devrait alors être remise en cause. Une telle étude dépasse les cadres du présent essai ; nous nous contenterons d'indiquer des éléments d'analyse possible : il faudrait soumettre à une critique systématique, par exemple, l'approche wébérienne de la « rationalité formelle » qui caractériserait une administration bureaucratique. Selon cette approche, l'efficacité étant la fin de l'organisation sociale, la rationalité devient le moyen privilégié pour atteindre des fins rationnelles ; l'organisation moderne de masse est ce moyen : « l'administration bureaucratique est une domination fondée sur la connaissance... La bureaucratie tend vers la règle de l'impersonnalité formaliste. L'officiel idéal administre son poste *sine via et studio*, sans haine et sans passion, donc sans « amour » ni « enthousiasme » ; sous la pression d'un simple sentiment du devoir, « sans égard pour la personne » il traite également toutes celles qui se trouvent dans une même situation objective. » (Weber, M. : *On Law*.... p. XXXIV).

L'envers de l'« amour » ou de l'« enthousiasme » n'est pas l'attitude rationnelle, mais la haine ou le désintéressement. L'analyse sociologique devrait fonder ses études non pas sur la rationalité qui s'opposerait à un irrationnel abstrait, mais sur des rapports sociaux concrets où la rationalité serait qualifiée : rationalité pour qui par opposition à irrationalité à l'égard de qui ? La machine bureaucratique rationnelle n'existe pas ; il existe des appareils bureaucratiques dont la fonction est soit l'accumulation de droits (privilèges) dans les mains d'une classe dominante dans cet appareil même, soit la répartition des droits (devoirs) entre ceux qui constituent tel appareil. L'appareil n'est pas un objet (ou une chose) mais le lieu social concret où s'exprime la contradiction fondamentale entre travail intellectuel et travail manuel, privilège et servitude.

Voir, Weber, Max : *On Law in Economy and Society*, Simon and Shuster, 1967 ; et, plus spécifiquement, l'introduction de Max Rheinstein, pages XXXIV-XXXV.

établissant dans la chose la jouissance, fonde du même coup le temps abstrait qu'exprime le prix des choses et cette appropriation des marchandises est l'expropriation du temps concret dépensé dans la production. Le temps de travail concret, au lieu d'être un temps qualitatif, c'est-à-dire une dépense de temps de travail comme procès social de production, subit l'« action en retour » d'un temps abstrait défini dans des quantités, de sorte que l'accumulation transforme la qualité du travail concret en quantité de marchandises produites. Dans ce rapport contradictoire, le travail concret est transformé en temps abstrait de manière que sa valeur comme dépense sociale équivaut forcément au prix qu'on le paie pour accumulation à des fins strictement privées.

La contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel recouvre alors la contradiction entre « les forces productives matérielles de la société... et les rapports de production ou les rapports de propriété »¹. La détention du pouvoir sur le travail s'exerce contre des forces productives par la circulation des droits, qui ne sont plus, en dernière instance, que le privilège de n'avoir pas à accomplir un travail manuel ou un travail intellectuel asservi.

La contradiction est absolue. Ou la consommation productive des moyens de production appartient aux forces productives ; ou elle est établie par un travailleur intellectuel antagonique. Ou la consommation productive est établie en fonction des besoins sociaux (de la distribution du produit social) ; ou elle est établie en fonction d'un agrégat d'intérêts privés. Il existe un rapport dialectique entre le privilège du détenteur du pouvoir sur le travail et la servitude du travailleur, rapport social qu'exprime la contradiction entre développement et sous-développement, enrichissement et appauvrissement, liberté et servitude.

Le fondement de cette contradiction est le suivant : le détenteur du pouvoir ayant le privilège de s'approprier le travail des autres ne conçoit le temps concret qu'implique toute dépense de travail que par abstraction, de sorte que pour lui temps concret et temps abstrait sont une même réalité : des quantités d'argent, de marchandises, etc.

L'envers de cette rationalité est que le temps de travail concret est ouvrage (accessoire) ; il ne peut pas être une appropriation en tant qu'activité de travail, ni une jouissance dans et par les produits du travail pour le travailleur.

Si dans l'analyse du droit de propriété privée nous avons cherché à dégager en quoi ce rapport est un privilège exercé sur une dépense de temps de travail social, tel rapport n'est pas directement apparent dans le droit de propriété puisque celui-ci est présenté par la doctrine juridique comme « simple relation d'une personne à une chose »², mais :

¹ Marx, K. : *Critique de l'économie politique* (1859), in : *Œuvres*, tome 1, p. 273.

² Ginossar, S. : *op. cit.*, pp. 32-33.

ce qui est contrôle de la propriété en droit, devient en fait un contrôle exercé par l'homme sur d'autres être humains, sur les travailleurs, dès que la propriété s'est transformée en capital... Le propriétaire d'une *res* (chose) impose sa volonté à des *personae* (personnes) ¹.

Il résulte que « malgré la forme du contrat » le système de subordination « demeure essentiellement un système de pouvoir ² ». Ce pouvoir réside dans l'appropriation du temps de travail au niveau des rapports de production ; en d'autres mots, le pouvoir est l'exercice du droit sur le travail même, exercice qui constitue une expropriation de pouvoir aux dépens du travailleur et une appropriation du temps social à des fins privées. Le pouvoir ne peut jamais s'exercer sur des choses, des objets, des produits ou des marchandises, mais nécessairement sur des personnes ³. Ainsi, au niveau des rapports de production, le pouvoir de classe ne s'exerce pas sur des moyens de production, mais sur des travailleurs.

Cette distinction est importante puisqu'elle nous permet de dissiper l'ambiguïté selon laquelle, à ce niveau des rapports de production, celui qui détient le pouvoir exercerait un travail au même titre que tout travailleur. Il ne s'agit pas d'expliquer cette ambiguïté qui peut-être reliée autant au fait que le détenteur reçoit aussi un salaire qu'à la définition qu'il est contraint de donner lui-même de sa tâche, qui la lui fait percevoir comme une obligation, mais de l'éclaircir en établissant la contradiction qui s'instaure entre les deux rapports que sont pouvoir et travail dans le procès que constitue la consommation productive.

Si la distinction entre travail manuel et travail intellectuel peut paraître « arbitraire dans la mesure où dans tout travail manuel (même le plus dégradé, le plus « taylorisé ») existe un minimum de connaissances techniques et d'activités intellectuelles et dans la mesure où tout travail intellectuel (même le plus « spiritualisé ») exige un minimum de manipulations manuelles ⁴ », elle revêt une tout autre signification quand le critère de différenciation ne repose pas exclusivement sur la nature du travail mais aussi sur le pouvoir. Appliquée au niveau des rapports de production, c'est-à-dire de la situation objective par rapport aux moyens de production, la différenciation fonde la position objective de classe. L'ambiguïté que l'on a pu attribuer à ce critère pour analyser des classes sociales dans une formation sociale tient au fait qu'on en ait déplacé le champ d'application et qu'il

¹ Renner, K. : « The development of capitalist property and the Legal Institutions Complementary to the Property Norm », in : *Sociology of Law*, V. Aubert Editeur, Penguin Books, 1972, p. 34.

² *Ibidem*, page 34.

³ Parce que le pouvoir qui s'exerce sur des « choses » est le travail précisément, le travail manuel, ce procès de transformation de la matière : le pouvoir de l'homme sur la Nature.

⁴ Piotte, Jean-Marc : *La pensée politique de Gramsci*, Parti-Pris, 1970, page 18. [Version numérique disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

n'ait pas servi là où il prend sa signification. À l'extérieur des rapports de production, la relation de pouvoir n'a pas la même portée sociale. Le pouvoir dont il s'agit ici n'est pas un pouvoir abstrait - une vague autorité - mais le pouvoir sur le travail. Au niveau des rapports de production, le rapport entre le détenteur du pouvoir et le travailleur est un rapport de pouvoir et l'exercice d'un tel pouvoir repose sur l'épargne de temps de travail manuel approprié dans ces moyens de production aux dépens des travailleurs.

C'est pourquoi le machinisme le plus perfectionné force l'ouvrier à consacrer plus de temps au travail que ne l'a jamais fait le sauvage de la brousse ou l'artisan avec ses outils simples et grossiers ¹.

Ceci est dû au fait que le temps de travail manuel que le progrès technologique permet d'épargner n'est pas distribué ; mais approprié par une classe au niveau même des rapports de production. La contradiction sociale entre travail manuel et travail intellectuel ne doit donc pas être située dans un vague rapport entre travaux manuels et des connaissances mais dans une relation de pouvoir entre une classe qui dépense son temps au niveau des rapports de production à des fonctions de simples manipulations et une classe qui s'approprie ces dépenses pour exercer son pouvoir sur le procès de travail en même temps qu'elle produit les biens immatériels qui garantissent sa dictature.

Aussi longtemps que la rationalité dominante est la rationalisation de telles dépenses, le progrès technologique apparaîtra comme le moyen concret de réaliser un développement qui est aussi « développement du sous-développement », puisque l'épargne de temps de travail manuel rendue alors possible n'est pas redistribuée aux travailleurs mais appropriée par une classe antagonique ². Le progrès technique devient l'instrument concret de la domination de classe dans la mesure où il ne vise que l'accumulation privée d'épargne de temps de travail manuel et non la distribution de cette épargne au niveau des rapports de production mêmes.

Bien sûr, certains voient ces rapports différemment :

Le rôle du capital est effectivement indispensable à la mise en œuvre du progrès technique : mais ce qu'il importe de remarquer dès l'abord, c'est que le progrès technique apparaît à l'observateur comme le moteur et le capital comme le serviteur, ou, plus exactement comme la servitude, c'est-à-dire la contrainte par laquelle il faut en général (mais non toujours) passer pour mettre en œuvre le progrès technique ³.

¹ Marx, K. : *Grundrisse*, in : *Oeuvres*, tome 2, p. 303.

² La formule lapidaire de Marx demeure aussi valable aujourd'hui qu'il y a cent ans : « Le vol du temps de travail d'autrui, base actuelle de la richesse, paraît une assise misérable comparée à celle que crée et développe la grande industrie elle-même »

³ Fourastié, Jean : *Le grand espoir du XXe siècle*, N.R.F., 1963, coll. « idées », p. 32. Un peu plus loin, l'auteur illustre la forme d'asservissement qu'implique le développement de type capitaliste, ce « vol du temps de travail d'autrui » dont parle Marx : « L'étude du rendement du travail ne se préoccupe plus de savoir si la production a absorbé plus ou moins de matières

Le progrès technique est le « moteur » dans la mesure où la rationalité du développement pour le développement (donc de l'accumulation privée des privilèges) fonde le capital (la propriété privée des moyens de production) comme servitude. Mais que veut dire ceci sinon que l'appropriation du progrès technique par une classe dominante passe par le capital qui est la condition essentielle de l'implantation de cette rationalité, la servitude de telle classe dominante, c'est-à-dire son « obligation » de demeurer classe dominante. La rationalité du développement entendu comme accumulation de privilèges entre les mains d'une classe dominante passe nécessairement par cette forme sociale : le capital, qui n'est autre que la métamorphose des moyens de production en marchandises ; l'appropriation privée d'un produit social ; un droit sur le produit social global. Le progrès technique est l'« instrument » utilisé par une classe de travailleurs intellectuels antagoniques ; le capital, leur « servitude » ; dans la mesure où l'implantation concrète de cette rationalité dans une formation sociale donnée implique l'asservissement d'une classe de travailleurs à une forme particulière de rétribution : le salariat.

Entendons-nous bien : ce n'est pas le progrès technique en soi qui est ici en cause, mais l'appropriation du progrès technique. Si sa fonction consiste à augmenter « le volume de marchandises (produites) en une heure de travail humain », elle en est une d'accumulation privée de dépenses de temps de travail manuel ; mais si sa fonction en est une d'augmentation sociale de l'épargne de temps de travail pour chaque heure de travail humain (au niveau des rapports de production) le progrès technique a une véritable fonction sociale concrète. Toutefois, l'implantation de cette rationalité sociale passe nécessairement par la destruction de la « pseudo-servitude » que constitue le capital (par la destruction de l'appropriation privée de l'épargne de temps de travail au niveau des rapports de production) de sorte que la fonction d'un capital fixe ne soit pas appropriée à des fins d'accumulation privées mais demeure une valeur d'usage sociale. Il faut, en d'autres mots, détruire la circulation des droits.

Parce que c'est bien la circulation des droits qui fonde l'asservissement d'une classe de travailleurs et puisque ces droits ou privilèges n'ont aucune existence abstraite (ou métaphysique) mais une existence sociale à ce point concrète que le droit se confond avec la chose (machinerie, moyens de production, etc.) il est « absurde de faire des machines une catégorie économique à côté de la division du travail, de la concurrence, du crédit, etc. ¹ ». Un certain millénarisme qui dévore

premières mais quel volume de marchandises a finalement été obtenu en *une heure de travail humain* », *ibidem*, p. 34. Cette problématique base le « développement » sur l'appropriation du temps de travail épargné, au niveau même des rapports de production. Dans ces conditions, la dépense de travail est alors graduellement asservie dans ces rapports.

¹ Marx, K. : *Lettres sur « le Capital »*, Éditions sociales, 1964, p. 30. Et l'auteur d'ajouter : « La machine n'est pas plus une catégorie économique que le bœuf qui traîne la charrue.

l'économiste contemporain fait reposer le développement social sur le « progrès technique », exactement comme si celui-ci devait, par une sorte de parthénogénèse, engendrer celui-là¹ ; or, le progrès technique ne peut de lui-même produire l'abondance ou la rareté, pas plus, pour reprendre l'exemple cité par Marx, que le bœuf attelé à une charrue ne produit l'abondance ou la rareté. Si le « mode d'exploitation » du progrès technique vise l'augmentation du « volume de marchandises (produites) en une heure de travail humain », ce mode est en même temps l'exploitation du travail humain à des fins d'appropriation privées. Si, au contraire, le « mode d'exploitation » du progrès technique vise l'augmentation de l'épargne de temps de travail pour les producteurs, au niveau des rapports de production, ce mode fonde la libération de l'homme par l'augmentation de l'épargne de temps de travail dans ces rapports de production mêmes : la possibilité, pour les producteurs, d'exercer eux-mêmes le pouvoir sur leur procès de travail et de déterminer les fonctions sociales de ce travail.

« Pouvoir » et « travail » sont ici antagoniques et le demeurent aussi longtemps que l'épargne de temps de travail est appropriée par une classe privilégiée et non redistribuée, c'est-à-dire tant que le pouvoir sur le procès de travail est approprié ; et ce n'est pas la cohérence du discours qui légitime cette expropriation qui puisse changer quoi que ce soit au fait brut de l'asservissement du travailleur.

Pouvoir et travail renvoient à deux procès distincts : le travail est appropriation de la nature, transformation des produits, tandis que le pouvoir est appropriation du procès de travail. Le travail est la dépense de temps ; le pouvoir, l'épargne de temps de travail ; pas n'importe quelle épargne - sans quoi le pouvoir se confondrait avec la consommation - mais cette appropriation du temps de travail manuel au niveau des rapports de production, qui détourne l'épargne de travail social de sa fonction sociale et la convertit en épargnes privées. Le pouvoir est donc la consommation productive du procès de travail, celle-ci étant appropriation du procès de travail à des fins d'accumulations privées.

L'application actuelle des machines est une des relations de notre régime économique actuel, mais le mode d'exploiter les machines est tout à fait distinct des machines elles-mêmes. La poudre reste la même, que vous vous en serviez pour blesser un homme, ou pour panser les plaies du blessé. »

¹ Vision des choses que l'on retrouve aussi chez des sociologues « éclairés ». Cf. l'introduction de C. Wright Mills au texte de T. Veblen, *The Theory of the Leisure Class*, op. cit., p. XIV : « Le spleen de Veblen est fondé sur l'assomption, selon laquelle, dans ses propres termes « l'accumulation de richesses aux mains des privilégiés implique la privation à l'autre extrémité de l'échelle sociale »... Tout ceci, étrangement, n'est qu'une espèce de survivance, dans la pensée de Veblen, de la conception économique classique de la rareté, et trahit un manque de confiance dans l'abondance technologique... »

A contrario : « Le travail doit donc posséder un certain degré de productivité avant qu'il puisse être prolongé au-delà du temps nécessaire au producteur pour se procurer son entretien, mais ce n'est jamais cette productivité, quel qu'en soit le degré, qui est la cause de la plus-value. Cette cause, c'est toujours le surtravail, quel que soit le mode de l'arracher. » MARX, K. : *Le Capital*, in : *Oeuvres*, tome 1, pages 1008-1009.

Il faut insister sur le fait que cette consommation productive ne peut avoir de fonction sociale concrète que si l'épargne de temps de travail qui fonde l'exercice du pouvoir est redistribuée aux travailleurs. L'exercice du pouvoir n'est social que s'il est exercé par ceux qui fondent le pouvoir (cette épargne de travail) par leur propre travail. C'est cette distinction dans le temps de travail social en épargne de temps de travail manuel et en dépense de temps de travail manuel qui établit la répartition des produits du travail. Pour le travailleur intellectuel exerçant un pouvoir sur des moyens de production, c'est la valeur de ces moyens qui définit sa rémunération et, partant, une consommation privée susceptible de s'avérer d'autant plus déterminante que les moyens de production sont, par ce procès et pour lui, des non-valeurs d'usage sociales. Pour le travailleur manuel (ou pour un travailleur intellectuel dominé), le privilège exercé par le détenteur du pouvoir entraîne un asservissement au travail, l'obligation de dépenser son temps à produire des biens qu'il ne reverra pas, sinon métamorphosés en quantités suffisantes pour le maintenir dans son état. Il est vain de poser que le rapport de domination exercé dans les rapports de production puisse aboutir à quelque égalisation sociale, économique, politique ou idéologique, en dehors de ceux-ci puisque, pour qu'une égalité sociale se concrétise, il faudrait qu'elle ait une existence à l'intérieur des rapports de production.

Dans la consommation productive, le rapport entre les classes (entre la dépense de temps de travail manuel et l'appropriation par une classe dominante de l'épargne de temps de travail manuel) n'est pas un rapport d'équilibre, ou encore un simple échange de biens matériels contre des biens immatériels, mais un rapport de pouvoir. Ce rapport de pouvoir seul crée l'expropriation des travailleurs, de leur épargne de temps de travail et par voie de conséquence des produits de leur dépense de travail, puisque l'échange entre les classes ne repose pas sur la valeur-travail sinon sur le prix des moyens de production et que le prix est établi de manière à reproduire ce rapport de classes au niveau des rapports de production.

Il résulte que le rapport entre les classes établi au niveau des rapports de production, dans la consommation productive, se retrouve forcément dans les consommations privées des individus qui composent ces classes ; autrement dit, le pouvoir exercé dans la consommation productive détermine la consommation privée. L'échange qui intervient entre les détenteurs du pouvoir et les travailleurs, l'échange de biens immatériels, légitime l'exercice du pouvoir de classe.

Le code civil et les rapports de classes
Deuxième partie : Le pouvoir sur le travail

Chapitre II

Le pouvoir dans les appareils sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Au départ, le travail est un procès d'appropriation de la nature qui a pour résultat un produit extérieur au producteur, qui revêt une valeur d'usage. Ce qui détermine la valeur d'usage d'un produit c'est l'épargne de temps de travail que la dépense de travail permet d'obtenir ; cette assertion établit que la valeur d'un produit est donnée dans et par la dépense de temps qu'a requis sa production et en rapport avec l'épargne de temps de travail que procure cette production. En d'autres mots, la dépense de travail manuel fonde l'épargne de travail manuel dans le produit du travail et la dépense de temps de travail manuel s'établit en rapport avec la jouissance que les produits du travail sont susceptibles de procurer. Ce raisonnement peut aussi bien s'appliquer à la jouissance comme à la production d'un travail intellectuel.

L'échange rompt cette relation directe entre travail et jouissance et implique un certain nombre de métamorphoses. Faut-il préciser que dans l'échange ce n'est pas le produit qui subit les métamorphoses mais les coéchangistes dans leur relation avec l'objet échangé et dans leur relation l'un à l'égard de l'autre.

La première métamorphose s'établit ainsi : une dépense de travail manuel donne lieu à une production au-delà de ce que le producteur peut consommer ; une part de sa production a toujours une valeur d'usage pour lui, l'autre n'en a pas. En principe, le producteur échange cette part dans le but d'acquérir, par le biais de l'échange, un nouveau produit : une épargne de travail manuel ou une jouissance que l'excédent ne lui procure pas. Le fait que dans un mode de production capitaliste non seulement le produit du travail soit soumis au rapport formel d'achat-vente mais aussi le travailleur sous forme d'achat-vente de sa force de travail, ne change en rien cette rationalité puisqu'au lieu que ce soit le produit qui devienne dans les mains de son possesseur une non-valeur d'usage et revête une valeur d'échange, c'est le travail même qui est, pour un producteur, une non-valeur d'usage et qui doit revêtir une valeur d'échange. Le caractère marchand de la force de travail entraîne sa non-valeur d'usage sociale pour son possesseur, sa valeur vénale déterminée par l'exercice des droits dans les rapports de production.

Pour reprendre des termes déjà utilisés, l'échange marchand repose sur un bien corporel qui n'a pas pour son possesseur de valeur d'usage spécifique, de sorte que le bien incorporel que constitue l'épargne de travail potentielle parait équivaloir ce dont il se départit. L'échange marchand est en même temps transfert de corporel contre de l'incorporel, transfert d'une dépense de travail en épargne de travail, laquelle à son tour fonde une nouvelle dépense de travail. La métamorphose qui intervient dans l'échange est la métamorphose du rapport de l'individu soit au produit, soit à son travail : l'épargne de travail ne s'établit pas avec le produit ou le travail (corporel), sinon avec ce contre quoi le produit ou le travail peut s'échanger (incorporel). Le produit ou le travail n'a plus pour son possesseur de valeur d'usage, tandis que ce contre quoi le produit ou le travail peut s'échanger a cette valeur. On appelle valeur d'échange le rapport formel qui s'établit dans l'échange ; rapport dans lequel intervient ce bien incorporel qui est la représentation de l'épargne potentielle, de sa fonction et de sa finalité individuelle ou sociale concrète. La notion de bien incorporel situe dès lors le lieu social de l'idéologie dans l'échange formel.

Ceci dit, nous avançons la proposition suivante : tout échange formel est un échange idéologique et cette forme dans laquelle l'échange s'effectue peut éclipser la valeur d'usage sociale concrète de cet échange et lui substituer une valeur sociale abstraite. Le caractère abstrait de cette valeur sociale peut être liée à ce que la valeur d'usage sociale du rapport d'échange est située en dehors de ce rapport d'échange même, dans une espèce de *no man's land social*. Cela signifie que la représentation de l'échange peut avoir pour effet premier de cacher les véritables bénéficiaires du rapport d'échange, de masquer la fonction d'appropriation privée dans cet échange matériel.

Tout ce qui permet de fonder l'échange social en tant que rapport quantitatif entre un procès de production et des consommations individuelles, c'est la fonc-

tion sociale des dépenses concrètes de temps de travail effectuées dans ces rapports de production puisque ces dépenses seules peuvent fonder la distribution sociale des épargnes de travail. À son tour, une telle distribution sociale implique la non-appropriation des épargnes de travail, au niveau des rapports de production, à des fins privées. Capital et salariat constituent les formes sociales dans lesquelles se présentent des rapports de production qui fondent la circulation sociale de ces rapports : ni la dépense de temps de travail manuel, ni l'épargne de temps de travail manuel ne circulent dans l'abstrait, mais dans ces formes sociales concrètes. L'échange est alors le rapport qui s'établit entre une dépense de temps de travail manuel et une épargne de temps de travail manuel.

La circulation des marchandises dans la forme monnaie est la face matérielle d'une circulation marchande dont la face sociale, pourrait-on dire, est la circulation des droits sur ces marchandises. La confusion entre les marchandises et le droit sur les marchandises réside dans la forme sociale qu'est le capital et ainsi s'opère dans l'échange capitaliste le passage du social au privé. Il est important d'insister sur ce point puisqu'il implique que l'échange ne détermine rien, que tout au plus il reflète des rapports établis dans le procès de production qui le précède.

Avant de clore cette brève analyse des rapports établis dans l'échange marchand et des métamorphoses qui s'y combinent, il peut être intéressant de rappeler la distinction faite par Marx entre distribution et échange d'une part ; échange et circulation, d'autre part.

Dans la distribution, c'est la société qui assume la médiation entre la production et la consommation au moyen de déterminations générales imposées comme des règles ; dans l'échange, la médiation s'opère à travers l'individu dans sa détermination fortuite.

La distribution fixe la proportion (le quantum) suivant laquelle les produits sont impartis à l'individu ; l'échange détermine la production où l'individu réclame la part que lui assigne la distribution ¹.

Quant à la distinction entre circulation et échange, Marx la pose ainsi :

La circulation comme telle n'est qu'un moment déterminé de l'échange, ou encore l'échange considéré dans sa totalité.

Dans la mesure où l'échange n'est que le lien intermédiaire entre la production et la distribution qu'elle détermine d'une part, et la consommation d'autre part ; dans la mesure où cette dernière est elle-même un moment de la production, l'échange est évidemment inclus dans celle-ci, il en est aussi un moment.

Il est clair, tout d'abord, que l'échange d'activités et d'aptitudes qui s'opère dans la production elle-même en fait partie directement, et en constitue un élément essentiel. Deuxième remarque : cela est vrai aussi de l'échange des produits pour autant qu'il est le

¹ Marx, K. : *Introduction générale à la critique de l'économie politique (1857)*, in : *Œuvres*, NRF, coll. « La Pléiade » tome 1, p. 242.

moyen de fournir le produit achevé, destiné à la consommation immédiate. Dans cette mesure, l'échange est lui-même un acte inclus dans la production. Troisième remarque : ce que l'on appelle *exchange* entre *dealers* et *dealers*, l'échange qui s'effectue entre marchands, est, en raison même de son organisation, entièrement déterminé par la production, il est lui-même activité productrice. Ce n'est que dans le dernier stade, où le produit s'échange directement pour être consommé, que l'échange apparaît comme indépendant à côté de la production et comme indifférent à l'égard de celle-ci ¹.

À la lumière de ces distinctions, nous pouvons préciser l'assertion selon laquelle la circulation des marchandises n'est rien d'autre que la forme matérielle de la circulation des droits sur des obligations de travailler.

L'achat et la vente de la force de travail constituent la forme nécessaire que prend le rapport de domination de classe dans un mode de production basé sur l'accumulation de capital ; et l'échange, dans la mesure où il est ce lien intermédiaire entre un marché pré-existant et le procès de production - ce que Marx appelle le « premier stade du procès cyclique du capital ² » -, apparaît comme achat-vente de marchandises d'une part, achat-vente d'une force de travail d'autre part.

Ces deux actes ne sont indépendants l'un de l'autre que si l'on pose au départ une différence entre l'achat-vente de moyens de production ou de moyens de travail et l'achat-vente de la force de travail nécessaire pour les mettre en œuvre.

Quand nous avons relevé que la circulation des marchandises n'était que la circulation de droits sur des obligations de travailler, que le droit sur des marchandises était aussi le droit sur une force de travail, que le marché des marchandises ne constituait, ni plus ni moins, qu'un envers du marché du travail, c'est au moment particulier de la circulation marchande qui est métamorphose du capital en moyens de production et en force de travail auquel nous nous référons, à ce que Marx appelle « l'acte de circulation A - M », qui fonde la consommation productive, le procès de production comme tel ³, et c'est bien par cet acte contractuel que s'exerce le droit sur le travail, le droit sur des obligations de travailler. Ici, notre propriétaire se distingue du simple consommateur de biens susceptibles de satisfaire ses besoins ou ses fantaisies, en ce que la métamorphose de son capital productif implique *de facto* un droit sur des forces de travail capables de mettre ses moyens de production en mouvement. Pour ce propriétaire, l'achat de moyens de production ou de matières premières ne se distingue pas de l'achat de la force de travail ; il y voit deux actes somme toute équivalents. Or, la relation entre ces deux actes n'est pas fortuite mais nécessaire dans la mesure où le droit sur sa chose est aussi le droit sur ce que cette chose peut produire - son droit d'accession

¹ *Ibidem*, pp. 252-253.

² Marx, K. : *Le Capital*, Livre II, Éditions sociales, tome 4, cf. Section 1 : « Les métamorphoses du capital et leur cycle », p. 27 et suiv.

³ *Ibidem*, page 27.

- et que c'est cette relation qui fait du travail une autre chose : une marchandise. Son droit sur des moyens de production est un droit sur des obligations de travailler sur ces moyens de production : le droit sur les produits du travail implique un droit sur le procès de travail comme tel.

La même rationalité dégagée au début du présent chapitre prévaut ici. Les moyens de production achetés avec un capital re présentent au départ et dans les mains du propriétaire non pas des valeurs d'usage sociales mais des valeurs d'échange privées dont la valeur vénale correspond à leur prix de marché. Il en est de même pour le travail qui n'a pas ici de valeur d'usage sociale mais seulement une valeur vénale établie par les lois du marché ¹.

L'acte d'achat-vente de la force de travail opère la métamorphose suivante : pour le travailleur sa force de travail n'ayant pas sur quoi s'exercer, elle est une non-valeur d'usage individuelle ; tant qu'elle n'est pas appropriée, elle est aussi une non-valeur d'usage sociale ; pourtant, une fois achetée, elle a pour le propriétaire une valeur vénale et recouvre alors une valeur d'usage privée. Dans ces conditions, une question vient à l'esprit : où est la valeur d'usage sociale du travail ? la valeur d'usage sociale du procès de travail ? À moins que cette valeur d'usage ne soit établie dans les rapports de production, la réponse tient en deux mots : nulle part. Pourtant, ces moyens de production, ces matières premières, sont le résultat d'un travail social, du rapport social concret qu'est le travail et non pas du rapport « immatériel » que représente le droit de propriété.

Par ces actes d'achat-vente posés en vue d'accroître la production de valeurs vénales s'instaure une double relation. Si les moyens de production n'ont pas de valeur d'usage sociale sinon des valeurs vénales établies en vue de l'accumulation privée, le travail n'a pas de valeur d'usage sociale mais seulement la valeur marchande susceptible de permettre la production en vue de l'accumulation. Cette relation implique que le produit d'un procès de production n'a pas, entre les mains du propriétaire, de valeur d'usage puisqu'il n'a d'autre fonction que servir de fondement à un échange susceptible de permettre l'accumulation de capital ; s'il y a échange, c'est que ce produit n'est pas davantage, pour le propriétaire, une valeur d'usage sociale. Il serait donc absurde de poser que, quels que soient les rapports de production et les produits du travail, ceux-ci revêtent nécessairement une valeur d'usage sociale du simple fait de leur existence sociale.

Le consommateur n'est pas plus libre que le producteur. Son opinion repose sur ses moyens et ses besoins. Les uns et les autres sont déterminés par sa situation sociale, laquelle dépend elle-même de l'organisation sociale tout entière...

¹ C'est ce qui expliquerait la non-utilité sociale du chômeur : si nul propriétaire ne consent à s'approprier sa force de travail, il est littéralement hors-commerce ; sans utilité, ni pour lui-même, ni pour la société.

Le système des besoins tout entier est-il fondé sur l'opinion ou sur toute l'organisation de la production ? Le plus souvent les besoins naissent directement de la production, ou d'un état de chose basé sur la production. Le commerce de l'univers roule Presque en entier sur des besoins, non de la consommation individuelle, mais de la production ¹.

L'échange de marchandises fonde une forme spécifique d'échange de travail, d'échange entre travailleurs et détenteurs du pouvoir sur le travail.

L'échange de marchandises ne doit pas voiler ce rapport établi entre propriétaire et producteurs sans quoi, à poser le premier rapport comme nécessité sociale, on en vient à impliquer que le second l'est aussi.

Dans le principe, il n'y a pas échange des produits, mais échange des travaux qui concourent à la production. C'est du mode d'échange des forces productives que dépend le mode d'échange des produits. En général, la forme de l'échange des produits correspond à la forme de la production. Changez la dernière, et la première se trouvera changée en conséquence. Ainsi voyons-nous dans l'histoire de la société, les modes d'échanger les produits se régler sur le mode de les produire. L'échange individuel correspond aussi à un mode de production déterminé, qui, lui-même, répond à l'antagonisme des classes. Ainsi, pas d'échange individuel sans l'antagonisme des classes ².

Le salariat est la forme fondamentale qui fonde ce procès formel : l'acte d'achat-vente de la force de travail. L'abolition de l'échange marchand implique donc la transformation de la forme spécifique de rétribution du travailleur qu'est le salaire. Il implique, en définitive, l'abolition des privilèges au niveau même des rapports de production.

Ces considérations sont importantes pour bien situer le lieu social d'application des propositions que nous avons avancées, le lieu social d'insertion du rapport entre la dépense de temps de travail manuel et l'épargne de temps de travail manuel. En effet, ces concepts trouvent leur pleine application au niveau des rapports de production, savoir au niveau du double procès qu'est la consommation productive, puisque l'antagonisme privilège-servitude se situe au niveau des rapports de production et pas ailleurs - les consommations individuelles différentielles ne sont que le prolongement de ce rapport donné dans la consommation productive.

¹ Marx, K. : *Misère de la philosophie*, (1846-7 », in : *Œuvres*, tome 1, page 18. Et l'auteur ajoute : « Il (Proudhon) pousse l'abstraction aux dernières limites, en fondant tous les producteurs en un seul producteur, tous les consommateurs en un seul consommateur, et en établissant la lutte entre ces deux personnages chimériques. Mais dans le monde réel les choses se passent autrement. La concurrence entre ceux qui offrent et la concurrence entre ceux qui demandent, forment un élément nécessaire de la lutte entre les acheteurs et les vendeurs, d'où résulte la valeur vénale » (page 19).

² *Ibidem*, page 50.

Cet élément est essentiel pour comprendre la fonction de l'échange marchand dont une caractéristique fondamentale consiste à dissimuler le rapport domination - subordination, ce rapport entre privilèges et servitudes, pour présenter des rapports sociaux égalitaires, strictement quantitatifs, comme si la question de la distribution du produit social global ne se ramenait qu'à un problème de répartition de quantités physiques de marchandises entre des individus au niveau d'un marché.

Cependant, étant donné que... la pression des lois subjectives se fait *directement sentir au niveau économique* sur les uns et sur les autres, la notion de « prix déterminés par le marché » ou par la « concurrence » est une notion qui émerge de la « pratique économique » courante. C'est évidemment une notion illusoire, car le marché ne détermine rien, il est simplement le lieu fictif où s'imposent les exigences de la loi de la valeur, donc, aussi, celles de la reproduction élargie des conditions matérielles et des conditions sociales de la production, donc le lieu fictif où se trouvent éventuellement « sanctionnées » les pratiques des agents économiques, lorsque celles-ci en sont pas conformes aux exigences de la reproduction élargie ¹.

Ce marché a la particularité de reposer sur des équivalents, c'est-à-dire tant sur des marchandises que sur le droit sur ces marchandises.

Pour autant que le rapport entre les producteurs individuels et la société continue de conserver la forme de l'échange d'équivalents, ce rapport conserve également la forme du droit, car « le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure » (Marx : *Critique du Programme de Gotha*, 1875, Éditions sociales, 1950, p. 23). Mais comme par là l'inégalité naturelle des aptitudes individuelles n'est pas prise en considération, le droit est « donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit » (Marx. : *ibidem*) ².

Cette précision a son importance pour comprendre que le droit en tant que tel, c'est-à-dire en tant qu'ensemble de normes abstraites, n'existe pas ailleurs que dans et par l'échange marchand et ne recouvre son véritable contenu de classe qu'au niveau des rapports de production, dans le double procès de la consommation productive. Ce qui est donné sur le marché comme égalité apparaît comme inégalité au niveau des rapports de production et c'est à ce niveau que le rapport entre dépense de temps de travail manuel et épargne de travail manuel se révèle contradiction entre des privilèges et des servitudes et ne constitue pas un rapport égalitaire.

Le rapport juridique entre les sujets n'est que l'envers du rapport entre les produits du travail devenus marchandises... c'est la forme marchande qui engendre la forme juridique ³.

¹ Bettelheim. Charles. *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, 1970, pp. 26-27.

² Pasukanis, E.-B. : *La théorie générale du droit et le marxisme*, E.D.I., 1970, p. 51.

³ *Ibidem*, page 75.

Le pouvoir illimité de disposer de la « chose » n'est que le reflet de la circulation illimitée des marchandises ¹.

La production de biens immatériels légitime le processus d'extorsion instauré dans les rapports de production par l'établissement d'un rapport abstrait entre la dépense concrète de travail et la fonction sociale de cette dépense en dehors des rapports de production. Ce rapport est abstrait parce que la fonction sociale du travail est établie en dehors des rapports de production et qu'en dehors de ceux-ci il n'y a pas de fonction sociale véritable, sinon des échanges effectués en vue des consommations individuelles ou des procès d'achat-vente effectués pour la production. La dépense de temps de travail ne saurait revêtir de fonction sociale qu'au niveau des rapports de production. Jamais la somme des épargnes privées de temps de travail dans les consommations privées ne saurait transformer les rapports qui prévalent au niveau des rapports de production puisque ces consommations fondent précisément l'appropriation privée de l'épargne de temps de travail manuel au niveau des rapports de production - en même temps que la production des biens immatériels susceptibles de légitimer l'extorsion.

Dans ces circonstances, l'échange marchand devra être à ce point égalitaire que la métamorphose du rapport du pouvoir sur le travail en rapport matériel de consommation privée pour le propriétaire se fasse dans l'ordre et sans conflit. La condition de cette normalisation est l'échange marchand (égalitaire parce qu'il repose sur des quantités qui masquent les rapports concrets de pouvoir) et la circulation des marchandises établit les conditions d'une distribution qui n'est que la métamorphose du social en privé.

Pour préciser cet extérieur aux rapports de production, qui permet la légitimation du pouvoir sur le procès de travail dans ces rapports et la circulation des privilèges des détenteurs de tels pouvoirs en dehors de ces rapports, il faut définir les lieux sociaux dont il est question et les échanges qui interviennent entre ces lieux.

Si nous avançons que les rapports étudiés sont donnés dans la consommation productive et que tout ce qui peut se passer en dehors d'eux est forcément le prolongement de ce qui se passe à l'intérieur d'eux, il est temps de définir plus précisément ces lieux sociaux.

Nous n'avons pas encore situé le niveau de notre analyse dans la mesure où nous n'avons pas cru nécessaire de référer à la dichotomie marxienne entre infrastructure et superstructure, ni à la distinction (néo-marxienne) entre instance économique, politique et idéologique.

¹ Pasukanis, E.-B., *op.cit.*, p. 114.

Ces précisions ne nous sont pas apparues nécessaires : la problématique dégagée jusqu'à maintenant s'applique autant à une manufacture qu'à un ministère ; tous les niveaux d'une structure sociale sont moulés par la rationalité inscrite dans la contradiction que nous avons cherché à cerner.

Dans des rapports de production capitalistes, cette contradiction existe dans l'appareil social. Il n'y a pas de définition de l'appareil qui rallie tous les chercheurs. Lénine le premier, semble-t-il, a utilisé le terme dans l'expression « appareil d'État » pour établir une distinction avec le pouvoir d'État ¹ ; l'appareil désignant le gouvernement, les ministères, la police, etc. Pour sa part, quand il utilise l'expression « appareil idéologique d'État », Althusser entend « un certain nombre de réalités qui se présentent à l'observateur immédiat sous la forme d'institutions distinctes et spécialisées ² » : ici, la distinction entre « appareil » et « institutions » est loin d'être claire et l'un paraît synonyme de l'autre. L'appareil n'est-il qu'une forme d'institutions ou toute institution est-elle un appareil ? Nous voudrions poser entre ces termes une distinction concrète qui ait l'avantage d'être opératoire : nous définirons l'appareil comme le lieu social concret où s'exerce la domination de classe ; l'institution comme un ensemble d'appareils ayant une fonction sociale spécifique ³. Ainsi, l'appareil renvoie à une contradiction sociale concrète située dans un lieu social déterminé, qu'il s'agisse d'une entreprise, d'une école ou d'un ministère, tandis que l'institution renverrait plutôt à des procès de travail spécifique dont la fonction se définit par rapport à la totalité d'une formation sociale, qu'il s'agisse du système économique, du système d'enseignement ou du gouvernement. D'un côté, il y a telle ou telle école particulière ou telle entreprise ; de l'autre, l'enseignement en général, la rationalité économique.

¹ Poulantzas, Nicos : *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspéro 1968, p. 124 et suiv.

² Althusser, Louis : « Idéologie et appareils idéologiques d'État », in : *La Pensée*, septembre 1970, page 13.

³ Cette distinction peut s'avérer importante pour ne pas tomber dans le piège de l'extérieur des appareils en tant que lieu social spécifique. Une pratique politique peut toujours exister dans cet extérieur mais pas socialement comme pratique concrète puisque, pour exister socialement, il faut qu'elle se donne une base effective, une base concrète ; et la seule base concrète est l'appareil. C'est ce qui nous fait penser que Poulantzas à tort quand il écrit : « Ce qui est important d'ajouter ici, c'est que ce qui dessine la démarcation du rapport de domination - subordination et situe le « conflit », se trouve en fait originairement en un *lieu extérieur* à ce rapport même : ce « conflit » est délimité par la structure. En ce sens, tout rapport « dirigeants-dirigés » n'implique pas, de par sa nature intrinsèque même, un « conflit », autrement dit, en termes marxistes, une « lutte », de classe ; d'autre part, seul un conflit retracé à partir des structures, en termes marxistes une lutte des classes, peut créer un rapport particulier de domination-subordination saisi par le concept de pouvoir » (Cf. Poulantzas, N. : *op. cit.*, page 112 note 11.) Nous croyons au contraire qu'il n'y a pas lieu de démarquer le rapport de domination-subordination pour situer le conflit ailleurs que dans l'appareil. Selon nous, tout rapport dirigeant-dirigé implique, de par sa nature intrinsèque, un conflit ; autrement dit, en termes marxistes, une lutte de classe. Que cette contradiction ne soit pas toujours la contradiction principale, peut-être ; mais elle est toujours, au moins, une contradiction secondaire.

Toute institution, que ce soit l'entreprise privée, l'école libérale ou l'Église catholique, repose sur des appareils sociaux concrets : des entreprises, des écoles, des paroisses ; et si l'appareil fonde l'institution, celle-ci en retour légitime la fonction sociale de l'appareil. Il en va de même pour cette institution particulière qu'est l'État, appuyé sur des appareils sociaux concrets (les ministères, par exemple), sa légitimation ne réside pas concrètement au niveau de chacun des ministères mais dans les liens qui les unissent, c'est-à-dire dans les échanges effectués entre eux et effectués avec d'autres appareils. Ce n'est pas seulement la somme des appareils qui fondent une institution - dix églises dans dix villes différentes ne font pas l'Église romaine - mais la fonction qui les lie et les légitime. L'appareil reçoit sa légitimation de l'institution dont il dépend.

Une formation sociale est constituée d'appareils concrets et divers légitimés par des institutions. L'institution n'existe pas plus dans un appareil que dans un autre : par exemple, le système scolaire n'est pas plus présent dans une école que dans une autre. L'institution constitue véritablement la somme des fonctions des appareils, qu'il s'agisse des rapports d'échange entre appareils ou des rapports avec d'autres institutions.

La distinction ainsi établie entre appareil et institution réfère d'une part à un rapport social de domination-servitude au sein de l'appareil, d'autre part à la fonction de l'institution dans une formation sociale. Elle permet de comprendre l'appareil comme lieu privilégié de la lutte des classes, puisque c'est à l'intérieur des appareils que s'exerce le pouvoir sur le travail, et l'institution comme ensemble de rapports d'échange tant matériels qu'idéologiques entre l'appareil et la formation sociale ou la société dans son ensemble.

L'institution n'a aucune existence sociale concrète en dehors de la fonction des appareils qui la composent de sorte que l'appropriation de cette fonction sociale des appareils peut constituer une pure et simple légitimation idéologique de la domination de classe exercée au niveau des appareils. Si des appareils fondent des institutions qui n'ont pas d'existence concrète, celles-ci transforment, par leur action en retour, ces appareils ; ce qui revient à poser que les appareils fondent la production de biens immatériels qui peuvent infléchir les rapports sociaux de production.

Ajoutant ces précisions à notre analyse, nous dirons que l'appareil est le lieu concret de la domination de classe ; et l'institution, cet extérieur aux rapports de production qui fonde la domination de classe exercée au niveau des appareils et la fait paraître une nécessité liée au maintien de la fonction de l'institution dans une formation sociale, dans la société.

L'important est de souligner que l'institution ne change rien à la réalité de l'appareil, à son fondement concret qui est la domination de classe, à sa problématique qui est la contradiction entre le travail social et l'appropriation privée.

L'institution fonde l'appropriation de la fonction sociale concrète de l'appareil et son remplacement par une fonction abstraite inscrite dans le rapport abstrait de l'institution à la réalité sociale. Le caractère abstrait de ce rapport tient au fait que l'institution n'existe pas concrètement ailleurs que dans et par l'idéologie qui la crée et la légitime en tant qu'institution particulière (idéologie qui est ici l'appropriation de la fonction sociale concrète d'un ou de plusieurs appareils).

L'existence dans l'institution d'une fonction extérieure aux appareils amène des rapports d'échange entre appareils qui revêtent nécessairement une forme juridique, c'est-à-dire politico-idéologique particulière dans la mesure où ces rapports ne constituent pas des rapports sociaux d'inégalité dans l'appareil mais des rapports prétendument égalitaires à l'extérieur d'eux. Dans ces conditions :

tant que la tâche de l'édification d'une économie planifiée unique ne sera pas résolue, tant que demeurera le lien du marché entre les différentes entreprises et groupes d'entreprises, la forme juridique demeurera également en vigueur ¹.

Cette égalité juridique contenue dans la légitimation institutionnelle de l'appareil se retrouve dans les échanges marchands entre appareils mais n'existe pas dans l'appareil même où seuls subsistent des rapports de domination-servitude. Alors, il importe peu par rapport à la rationalité d'ensemble du système que tel appareil donne lieu à une accumulation de capital ou non. Que l'appareil soit économique (une entreprise) ou idéologique (une école), la rationalité demeure la même : il s'appuie sur la contradiction entre travail et pouvoir sur le travail.

Par extrapolation, cette distinction entre appareil et institution entraîne que l'idéologie n'est pas dans l'appareil, mais en dehors de l'appareil dans l'institution qui le fonde parce que les seuls rapports concrets qui subsistent dans l'appareil sont des rapports de pouvoir, de domination-servitude. La légitimation du pouvoir ne peut donc pas être intérieure à l'appareil ; elle exige un référent extérieur de sorte que si la lutte des classes se développe dans un appareil la légitimation de la violence exercée contre la classe dominée dans cet appareil s'appuiera sur un ensemble de motifs, de raisons ou de justifications renvoyant à l'institution dont l'appareil dépend. Cette légitimation idéologique est l'écran qui permet de cacher les rapports sociaux concrets et de les poser comme nécessaires vis-à-vis de l'idéologie, laquelle masque la fonction véritable de l'appareil (l'appropriation

¹ Pasukanis, E. B. : *op. cit.*, page 119. Et l'auteur d'ajouter : « Ainsi par exemple les entreprises appartenant à l'État soviétique remplissent en réalité une tâche collective ; mais comme elles doivent s'en tenir dans leur travail aux méthodes du marché, elles ont chacune d'entre elles des intérêts particuliers. Elle s'opposent l'une à l'autre en tant qu'acheteur et vendeur, agissent à leurs propres risques et périls et doivent par conséquent nécessairement se trouver réciproquement en *relation juridique*. La victoire finale de l'économie planifiée fera de leur liaison réciproque une liaison exclusivement technique et rationnelle et tuera ainsi leur « personnalité juridique », pp. 123-124.

privée) et sa contradiction fondamentale (la dépense de travail social contre l'appropriation privée des épargnes de travail au niveau de tous et chacun des appareils sociaux).

L'extérieur des appareils renvoie ainsi à une rationalité dominante spécifique en vertu de laquelle les appareils sont égaux en fait et en droit, c'est-à-dire revêtus, en même temps que de la personnalité juridique, d'une valeur vénale déterminée, condition nécessaire et suffisante à l'établissement des valeurs différentielles de rémunération des travailleurs par rapport aux détenteurs du pouvoir sur le travail.

La lutte des classes existe d'abord et avant tout dans les appareils sociaux, tandis que les consommations privées indiquent les inégalités matérielles entre classes et que les rapports d'échange constituent le lieu où circulent privilèges et servitudes, le lieu où privilèges et servitudes se métamorphosent en marchandises. Toute réalité sociale est circonscrite dans ces rapports. Il n'existe pas en sociologie de quatrième dimension : un au-delà des procès production et consommation et du rapport entre eux de l'échange. L'idéologie ne réside pas dans les procès en tant que tels (production ou consommation) mais dans le rapport entretenu dans ces procès, de même que dans l'échange. Le travail et la jouissance des produits du travail n'ont rien d'idéologique : ce sont de simples nécessités sociales ; mais les formes des échanges, elles, sont idéologiques et ce sont ces formes qui permettent d'appréhender des procès de production et des procès de consommation sous la forme de rapports de production et de rapports de consommation spécifiques.

Si le pouvoir sur le travail manuel et dans certains cas sur le travail intellectuel est la condition du maintien de la domination de classe au niveau des rapports de production, la violence est la condition du maintien de rapports d'échange spécifiques en dehors des rapports de production. L'appropriation de l'épargne de travail manuel dans les rapports de production fonde la violence en tant que rapport d'échange informel en dehors de ceux-ci ¹.

La double face de l'institution se révèle. L'institution ne saurait fonder l'échange formel que dans et par la violence exercée contre ceux qui sont dominés dans des appareils sociaux concrets et qui doivent donc forcément être dominés dans les rapports d'échange. Le pouvoir sur le travail concret dans les rapports de production se mue en dehors de ceux-ci en violence : la domination s'exerce directement sur l'homme et n'est même plus médiatisée par ce pouvoir sur les

¹ Le pouvoir sur un procès de travail tend nécessairement à revêtir une forme ou une autre de violence (physique et/ou psychologique) à partir du moment où ce pouvoir fonde l'appropriation autant de la finalité du travail en tant qu'activité de dépense de temps que des moyens à mettre en œuvre pour atteindre cette fin, c'est-à-dire la rationalisation visant à maximiser les profits ou à minimiser les coûts. Le lecteur pourra consulter à ce sujet l'impressionnante analyse de Braverman, Harry : *Labor and Monopoly Capital. The Degradation of Work in the Twentieth Century*, N.Y., Monthly Review Press, 1974, plus particulièrement aux chapitres 6, p. 139 et suiv., et 10, p. 236 et suiv.

moyens de production qui fait apparaître la violence exercée au niveau des rapports de production comme une nécessité inhérente à la reproduction et à l'accumulation des marchandises.

L'échange marchand prolonge la dictature de classe exercée au niveau des rapports de production dans des appareils sociaux de sorte que l'échange informel, en dehors de tels appareils, entre la classe dominante et la classe dominée, illustre concrètement la fonction véritable des rapports ainsi maintenus.

Il s'ensuit que le pouvoir sur le travail manuel, comme dans certains cas sur le travail intellectuel (c'est-à-dire l'appropriation de l'épargne de travail dans les appareils sociaux) implique l'expropriation de cette épargne à l'extérieur des appareils et la violence exercée contre les travailleurs afin de maintenir les rapports de classes.

Dernière remarque pour éclairer ce que nous venons d'avancer : si la violence ne s'éclate pas systématiquement au niveau des rapports de production dans les appareils sociaux, c'est que le rapport de pouvoir y est présenté comme un rapport formel d'échange avec l'extérieur, comme nécessité de maintenir une production sociale et que c'est seulement quand le rapport formel est rompu que la violence apparaît. Il suffit que soit momentanément suspendue la fonction sociale de l'appareil pour que se révèle la véritable nature des rapports de classes dans son sein. Cela se produit à l'occasion de grèves.

Le code civil et les rapports de classes

Conclusion

L'effet le plus funeste de l'inégalité des conditions, quand elle dure longtemps, c'est de persuader réellement au maître lui-même que cette inégalité est un droit, de telle sorte qu'il peut rester tyran et demeurer honnête homme. Tel est le phénomène intellectuel, le phénomène moral que toutes les aristocraties ont montré.

(Alexis de Tocqueville)

[Retour à la table des matières](#)

Notre analyse a tenté de préciser quelques fondements juridiques du développement pour le développement, de la croissance pour la croissance, où :

c'est la grandeur acquise du capital fixe et celle de sa production dans l'ensemble du processus qui sont la mesure du développement de la richesse fondée sur le mode de production du capital ¹.

Ce problème permet de poser la question d'un véritable développement social, porteur d'effets durables. Cet aspect a été négligé par les théoriciens du sous-développement au profit d'une dichotomie qui a exporté la contradiction entre développement et sous-développement en dehors des frontières nationales des

¹ Marx, K. : *Principes d'une Critique de l'Économie Politique*, (1957-8) in : *Œuvres*, NRF, coll. « La Pléiade », tome 1, p. 309.

formations sociales « développées », de sorte que la nécessité sociale de la transformation des rapports de production dans les pays développés est apparue secondaire en regard de la même nécessité dans les nations sous-développées. Les oppositions entre pays riches et pays pauvres, pays dominants et pays dominés, centre et périphérie ¹, si elles révèlent la « dialectique du sous-développement ² » et constituent un progrès par rapport aux théories mécanistes ou idéalistes du sous-développement selon lesquelles l'explication finale du phénomène réside dans des facteurs économiques exogènes, mentalité ou perception ³, ou plus récemment dans des facteurs structurels ⁴, ces oppositions ignorent la problématique du développement du sous-développement dans les formations sociales développées, qui seule permet de fonder la nécessité de la transformation des rapports de production à l'intérieur de ces formations. Une société sous-développée n'est pas à une société développée, ce qu'est l'extérieur par rapport à l'intérieur, comme s'il s'agissait, pour l'une ou pour l'autre, de problèmes d'ordres différents, liés seulement à un développement quantitatif des forces productives. Selon cette approche, le pays développé aurait franchi l'étape de l'industrialisation ou de la consommation de masse de manière que ne se poserait plus à son sujet que l'illusoire question d'une redistribution du produit social, alors que le pays sous-développé aurait d'abord et avant tout à mettre en place les conditions objectives susceptibles de permettre son « démarrage ». Dans cette perspective, la stratégie du développement n'apparaît que simple stratégie de rattrapage et ne diffère pas de la problématique avancée par W.W. Rostow dans son fameux essai sur les étapes de la croissance ⁵.

Faut-il rappeler que :

l'idée de redistribution implique qu'il y a eu préalablement distribution... c'est donc dire qu'avant de se prononcer sur un objectif aussi valable que la redistribution des richesses, il est important de vérifier ce qui ne va pas au niveau de la distribution ⁶ ?

Il n'existe pas deux ordres de problèmes, deux rationalités : des pays développés d'une part ; des pays sous-développés, de l'autre. Des recherches empiriques menées dans des formations sociales développées révèlent qu'il y a là aussi

¹ Cf. les travaux de A. Emmanuel : *L'échange inégal*, Maspéro, 1970 ; de Samir Amin : *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1970 ; de Pierre Jalée : *Le pillage du Tiers-Monde*, Maspéro, 1965 ; etc.

² Selon l'expression utilisée par Aldana : *La dialectique du sous-développement*, Anthropos, 1972.

³ Un exemple de cette approche : Hirshman, O. : « Obstacles à la perception du changement dans les pays sous-développés », in : *Sociologie du Travail*, no 4, 1968, Éditions du Seuil, p. 353 et suiv.

⁴ Sur le structuralisme économique, voir : Celso Furtado : *Théorie du développement économique*, P.U.F., 1970.

⁵ W.W. Rostow : *Les étapes de la croissance économique*, Éditions du Seuil, 1963.

⁶ Bureau, Robert : « La législation sociale : pour les travailleurs ? » in : Dossier *A.P.L.Q.*, Montréal, 1972.

développement du sous-développement : enrichissement d'une part, appauvrissement, d'autre part ¹. Ce processus est parfois donné comme une fatalité :

Étant donné qu'une croissance économique significative apparaît d'abord dans une région d'un État-Nation, il ne devrait y avoir de surprise pour personne que la *différence absolue* entre régions riches et régions pauvres (Nord et Sud) doive persister sinon augmenter ²,

ou comme défaut d'ajustement du système économique :

... si le développement industriel entraîne une augmentation de la production moyenne par tête, mais une baisse relative dans la « productivité marginale » du travailleur, le système tend de plus en plus vers l'inégalité. Il apparaît ainsi urgent de mettre en place un ensemble de mesures, dont de nouvelles formes de taxation, pour contrer cette structure de distribution ³.

Il s'agit en fait de la conséquence nécessaire d'une rationalité juridico-économique qui, pour développer, est contrainte de sous-développer.

Une des caractéristiques principales de la création d'un marché national, c'est précisément l'afflux des capitaux de la bourgeoisie d'un pays vers un marché financier central (qui ne doit pas nécessairement se situer dans la capitale juridique du pays), *d'où ces capitaux sont redistribués d'après les impératifs du profit*, non seulement à l'échelle nationale mais même à l'échelle internationale. Affirmer que cette centralisation financière est génératrice de sous-développement régional, c'est commettre une pétition de principe évidente ⁴.

Il faudrait s'attacher à l'étude des nouvelles formes de la rationalité du développement capitaliste dans le droit. Cette rationalité détermine les rapports de distribution du produit social global, qui ne varient pas d'une formation sociale développée à l'autre ou d'une formation sociale développée à une formation sociale sous-développée tant qu'ils reposent sur la propriété privée des moyens de production, ce droit absolu et sacré par excellence.

¹ Voir Kolko, G. : *Wealth and Power in America ; an analysis of social class and income distribution*, N.Y., Praeger, 1962 et Johnson, Leo A. : « The Development of Class in Canada in the 20 th, Century », in : Teeple (éd.) : *Capitalism and the National Question in Canada*, U. of T. Press, 1972.

² Williamson, J.G. : « Regional Inequality and the Process of National Development : a Description of the Patterns », in : *Regional Analysis*, L. Needleman, éditeur, Penguin Modern Economics, 1968, p. 100.

³ Hughes, John : « The Increase in Inequality : why the Gap Between Rich and Poor is widening », in : *New Statesman*, édition du 8 novembre 1968, page 620.

⁴ Mandel, Ernest : « Capitalisme et économie régionale », in : *Socialisme '69*, Montréal, no 17, avril-juin, 1969, p. 29.

Quelque favorable que soit l'intérêt des pauvres, il ne peut l'emporter sur le droit sacré du propriétaire ¹.

Délimitant la fonction du travail dans la société, le droit de la propriété privée est la base théorique et pratique de la domination de classe.

L'économie vraie, l'épargne, consiste à économiser du temps de travail (et à réduire au minimum les frais de production). Mais inséparable du développement des forces productives, cette économie n'est en rien une renonciation à la jouissance. L'accroissement de la force et des moyens de production conditionne les facultés qui rendent l'individu apte à jouir de l'existence, aptitude qui va de pair avec la puissance productive. Économie de temps de travail signifie augmentation de loisirs pour le plein épanouissement de l'individu qui, puissance productive suprême, réagit d'autant plus sur la force productive du travail. Du point de vue du processus de la production immédiate, l'économie peut être considérée comme création de capital fixe, dont l'homme lui-même serait l'incarnation. Au demeurant, il tombe sous le sens que le temps de travail immédiat ne pourra pas toujours être opposé de manière abstraite au temps libre, comme c'est le cas dans le système économique bourgeois. Le travail ne peut pas devenir un jeu, comme le veut Fourier, qui eut le grand mérite d'avoir proclamé comme fin ultime le dépassement, dans une forme supérieure, non point de mode de distribution mais de production. Le temps libre - qui est à la fois loisir et activité supérieure - aura naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de la production immédiate ².

La nécessité du développement du sous-développement demeure aujourd'hui comme au siècle dernier. Il y a ici contradiction et non simple relation de cause à effet puisque nous avons affaire à un seul et même procès. Il n'y a pas développement d'une part et sous-développement de l'autre, l'un n'étant que conséquence de l'autre, mais un procès particulier de développement qui est en même temps sous-développement. Le développement basé sur la rationalité du profit est appropriation à des fins privées du temps de travail en tant que véritable activité sociale.

Si les lois ne peuvent transformer une telle rationalité, c'est que Rousseau avait raison d'avancer que :

Plus vous multipliez les lois, plus vous les rendez méprisables : et tous les surveillants que vous instituez ne sont que de nouveaux infracteurs destinés à partager avec les anciens, ou à faire leur pillage à part... et le peuple qui ne voit pas que ses vices sont la première cause de ses malheurs, murmure et s'écrit en gémissant : « Tous mes maux ne viennent que de ceux que je paye pour m'en garantir ³ »

Dans ces conditions, la contradiction entre les intérêts de classe est poussée à une telle extrémité que seule la force exercée par la classe dominante peut maintenir le rapport de domination quand les lois n'expriment plus qu'un agrégat d'intérêts individuels, au lieu d'être l'expression, selon Rousseau, de « la volonté

¹ Cité par Pernoud, Régine : *Histoire de la bourgeoisie en France*, tome 2, Éditions du Seuil, p. 248.

² Marx, K. : *Principes d'une Critique de l'Économie Politique*, (1857-8), pp. 310-311.

³ Rousseau, J.-J. : *Discours sur l'Économie Politique*, in : *Oeuvres complètes*, tome III, N.R.F., page 253.

la plus générale (qui) est aussi toujours la plus juste ¹ ». Cette contradiction, nous l'avons aussi relevée sous la plume d'Élie Faure.

Tous les régimes meurent de ce que ceux qui sont en haut poursuivent, à l'ombre des symboles morts, des intérêts individuels, alors que ceux qui sont en bas poursuivent, à la lumière des symboles naissants, des intérêts collectifs ².

La rationalité mise en place et imposée par la classe dominante permet de comprendre que toute législation sociale ou toute mesure sociale qui n'est pas implantée pour ceux qui la subissent est nécessairement appliquée contre eux : ce caractère antisocial vient essentiellement du fait qu'elles ne s'appliquent pas à des personnes concrètes, mais à des individus en tant qu'ils doivent se conformer au « bien public » abstrait. L'abstraction qui fait du travail une marchandise trouve ici son plein développement : on utilise la force contre cette marchandise en raison d'une autre abstraction : le « bien public ». La loi apparaît alors comme une mesure qui s'applique contre des personnes en raison de cette abstraction ³.

Cette rationalité réside d'abord et avant tout dans le droit : le code Napoléon d'abord, le Code civil de la Province de Québec ensuite (qui n'en est que la transposition à peine maquillée). Elle a sa source dans la redécouverte du droit romain en Europe aux alentours du XVI^e siècle.

Le problème auquel il faudrait maintenant s'attaquer serait de voir en quoi et comment cette rationalité dominante a pu être transformée dans la législation sociale, c'est-à-dire de vérifier si la problématique dégagée par l'étude du Code civil demeure celle qu'on retrouve de nos jours dans la législation sociale ou encore d'analyser le cas échéant en quoi, comment et pourquoi elle a pu être modifiée par cette législation.

Seule une telle étude pourrait confirmer ou infirmer la nécessité du développement du sous-développement, analysée dans ces pages en fonction des rapports sociaux que sous-tend la propriété privée, ou même montrer en quoi la fonction dominante accordée à la propriété privée a pu être transformée par l'évolution récente de la rationalité juridique dans nos sociétés.

¹ Rousseau, J.-J. : *op. cit.*, p. 246.

² Faure, Élie : *Plaidoyer pour trois criminels*, in : *Oeuvres complètes*, tome 3, Jean-Jacques Pauvert, page 208.

³ Pernoud, Régine : *op. cit.*, page 364 : « ... à travers le programme d'éducation que vont adopter les bourgeois français, s'esquisse toute une conception de l'existence, conception éminemment bourgeoise qui peut s'énoncer en deux termes, lesquels ne sont contradictoires qu'en apparence : d'une part le culte du travail, de l'autre le dédain du travail manuel ».

Une analyse sociologique de la loi canadienne de l'assurance-chômage

1. Présentation de la sociologie du droit

[Retour à la table des matières](#)

Nous aborderons en guise d'introduction la question de la délimitation d'une frontière entre la sociologie et les autres domaines du savoir scientifique. Cette question, simple à première vue, dans la mesure où par « sociologie » on entend un corpus scientifique défini et par « frontière », les rapports entre ce corpus et l'un quelconque des autres domaines scientifiques, revêt un caractère particulier quand on rapproche sociologie et droit.

Si l'on part de l'hypothèse que la sociologie est une science constituée, les rapports qu'elle peut entretenir avec d'autres sciences - qu'il s'agisse d'économique, de mathématiques, etc., - peuvent apparaître comme des « relations de frontière » ; la question devient : comment l'appareil conceptuel de tel ou tel domaine

peut-il servir à l'étude des sociétés et en quoi ce déplacement peut-il éclairer et préciser l'explication scientifique qui autrement se serait cantonnée dans la seule sociologie ?

La question des frontières entre les sciences paraît engendrer deux ordres de problèmes : les uns purement épistémologiques sur le statut de cette frontière et sa signification théorique ; les autres, plus pratiques, relatifs à l'utilisation d'un langage scientifique commun à deux approches de l'analyse d'une réalité sociale. D'un côté, on peut se demander quels sont les fondements théoriques communs à deux approches scientifiques ; de l'autre, on peut chercher à intégrer deux appareils conceptuels, séparés par un découpage relevant de deux sciences, pour élaborer une problématique originale qui serve à préciser les questions qu'on se pose et les éléments de réponse possibles. Dans le premier cas, on se demandera, par exemple, quels sont les fondements théoriques communs à deux sciences ou à deux approches qui se définissent comme privilégiant chacune un découpage spécifique de la réalité, tandis que dans le second cas on cherchera à établir un seul appareil conceptuel pour analyser par exemple à la fois sous l'angle de l'économie et de la sociologie, un fait social comme le chômage.

Si le droit est, au même titre que n'importe quelle problématique, un langage, il n'a pourtant jamais prétendu au statut de science et l'expression « sciences juridiques » désigne plus un effort pour démasquer la rationalité juridique, qu'une théorie scientifique ; ce qui fait que le droit ne constitue pas une science, ce n'est pas l'absence d'un appareil conceptuel particulier, ni sa cohérence interne ou sa rationalité - au contraire ! - mais l'élément de contrainte qui crée la différence entre lui et la morale, d'une part ; entre lui et les sciences, d'autre part.

Quand Durkheim distingue trois sortes de suicides (égoïste, altruiste et anémique) il dit ce qui peut être ou ce qu'il croit être ; quand le droit édicte que la propriété privée est un droit absolu, il énonce ce qui *doit* être, sous-entendant une prescription impérative, tandis qu'une hypothèse scientifique ou une théorie scientifique est tout au plus indicative. Si la science cherche à expliquer la réalité sociale, le droit, qui définit des rapports sociaux ou inter-individuels spécifiques, cherche à la *fonder* ; il comporte une dimension de nécessité que la science n'a pas. On peut, comme l'Église l'a prôné à l'époque, refuser l'interprétation galiléenne du mouvement des planètes ; on ne peut refuser la propriété privée de la même façon. On peut contester l'interprétation marxiste du rapport des classes sociales ; on ne peut pas contester le droit d'accès (droit du propriétaire sur ce qui est produit « par sa chose »). On peut prétendre que cela ne devrait pas être, mais c'est admettre que cela est ainsi. Ce double caractère du droit, impératif et nécessaire, n'en constitue au fond qu'un seul : le droit se donnant comme une nécessité fonde parallèlement son caractère impératif et, vice-versa, ce caractère impératif fonde sa propre nécessité en tant qu'ensemble de prescriptions ou de normes spécifiques.

On comprend la tautologie qu'il y a à parler d'idéologie du droit ; et ce n'est pas seulement la permanence de la norme juridique qui fonde le droit en tant qu'idéologie (le fait qu'il suffise de passer à d'autres sociétés ou de remonter à d'autres époques pour trouver d'autres normes et d'autres prescriptions) mais avant tout son caractère nécessaire.

Le problème fondamental en droit n'est pas de comprendre le pourquoi des normes puisqu'elles sont toutes, à la limite, à elles-mêmes leur propre justification, mais le pour qui des rapports sociaux qu'elles fondent. Si je dis que la définition du droit de la propriété privée en tant que droit absolu est idéologique, rien n'empêche qu'une propriété privée relative ne le soit autant puisque le fondamental en droit n'est pas la qualification mais la quantification.

Dans les sciences sociales, l'explication d'un phénomène est qualitative dans la mesure où l'on dira d'un suicide qu'il est égoïste, altruiste, ou encore anémique ; d'une concurrence, qu'elle est parfaite ou imparfaite. En droit, ce genre d'approche est exclu parce qu'il s'agit d'évaluer quantitativement la signification concrète d'une norme abstraite et non de l'expliquer théoriquement. La différence entre la propriété privée absolue et celle qui serait relative ne correspond à rien théoriquement puisqu'elle repose sur les rapports concrets entre propriétaires et non-propriétaires et que c'est le caractère impératif ou nécessaire du rapport qui importe, plutôt que l'évaluation qualitative (qui revient au sens commun ou encore à l'une ou l'autre des sciences sociales).

Nous avons dit que le droit est par essence quantitatif et non qualitatif ; ceci est fondamental et nous devons nous y arrêter. Il n'y a de droit que dans et par la mesure au sens mathématique du terme, avec cette différence que la mesure en mathématiques est une opération abstraite tandis qu'en droit la mesure est concrète, en l'occurrence sociale. Le droit ne régit pas la totalité des rapports sociaux mais les seuls rapports d'échange quantifiables ou mesurables ; son caractère idéologique se situe à deux niveaux *distincts* : type de mesure imposé et rapports sociaux mesurés. Une faute a pu donner lieu à certaines époques à une obligation de remboursement en espèces ; à d'autres, à un « remboursement » en nature (l'emprisonnement) ; il en a été ainsi du meurtre et du vol. Par ailleurs, certains rapports sociaux qui ont déjà été régis par le droit ne le sont plus, tandis que d'autres qui ne l'étaient pas le sont aujourd'hui : qu'on prenne par exemple le blasphème, dans le premier cas ; l'esclavage, dans le second ¹.

Le caractère essentiellement quantitatif du droit n'empêche pas la norme d'être donnée au départ en termes qualitatifs : ainsi, le locataire doit jouir de la chose

¹ Une ordonnance de Louis XIV, promulguée au Québec à la fin du XVIIe siècle prévoyait que celui qui serait surpris à blasphémer en quatre occasions différentes aurait la langue coupée. Voir : Séguin, R.-L. : *la civilisation traditionnelle de l'« habitant », aux XVIIe et XVIIIe siècles*, 2e édition, Montréal, Fides, 1973, page 41.

louée « en bon père de famille », mais cette norme n'a de sens dans un rapport juridique que si elle s'avère mesurable - ici en termes de valeur pécuniaire ¹.

On comprend en quoi le problème de la « frontière » entre sociologie et droit est complexe : l'approche juridique se révèle radicalement différente de toute approche scientifique, d'une part ; et la question de la construction d'un langage scientifique commun ne peut même pas se poser, d'autre part. En effet, que peuvent apporter aux sciences sociales des notions comme celles de « droit objectif », « droit subjectif », « droit réel », « droit personnel », etc. ? Tout ce qui est possible, c'est de transcrire le langage juridique en langage scientifique pour chercher à préciser par rapport à la totalité sociale concrète les rapports que le droit fonde et pour articuler ces rapports au sein de cette totalité.

À quoi peut servir cet exercice si les juristes, dans ce qu'on appelle la « doctrine » juridique, l'effectuent eux-mêmes ? Il existe des « théories » de la propriété, de la possession, des contrats, etc., de sorte que toute tentative d'explication peut n'être qu'une nouvelle adjonction à des interprétations. Tout le travail consiste, pour éviter une certaine redondance, non pas à théoriser à partir des notions juridiques ou sur les notions juridiques, mais à inscrire ces notions dans des rapports sociaux concrets.

Pour les besoins de la présente étude, nous nous attacherons à montrer ce que peut apporter cette approche à l'étude du droit en analysant la loi canadienne de l'assurance-chômage. Nous étudierons des notions juridiques, ainsi qu'on peut le faire pour n'importe quelle forme sociale, afin de les situer dans les rapports sociaux qui les déterminent, d'une part ; et que ces formes déterminent par ce que l'on peut appeler une « action en retour », d'autre part. Il ne s'agira pas de théoriser sur la notion de chômage mais à partir de cette notion de préciser un ou des rapports sociaux spécifiques au moyen du langage juridique lui-même parce que ce langage est ce par quoi ces rapports ont été précisés au départ, en même temps que ce par quoi ils ont été imposés et maintenus par la suite.

Pour terminer cette introduction schématique et avant d'aborder l'analyse comme telle, il y a une remarque à faire sur le terme « sociologie juridique » qu'on utilise fréquemment à l'heure actuelle. Dans la mesure où des scientifiques ont cherché à inscrire l'étude des prescriptions juridiques dans un contexte social donné, on peut parler de sociologie juridique. En ce sens, aussi bien Platon que Montesquieu ou Rousseau ont fait de la sociologie juridique et de nos jours Carbonnier a cherché à systématiser cette approche ; mais à moins d'établir clairement qu'analyser le droit consiste à partir des formes pour étudier des rapports sociaux concrets, on se trouve inévitablement renvoyé, soit à une problématique durkheimienne qui pose le problème de la fonction - abstraite - d'une loi, soit à

¹ L'intérêt n'est-il pas la mesure de toute action ?

une problématique wébérienne qui pose celui du développement - abstrait - d'une rationalité juridique.

Or, nous l'avons souligné, le problème fondamental ne consiste pas à faire la théorie de la « pratique » qu'est le droit, c'est-à-dire à chercher le *pourquoi* de telle norme ou du droit en général, mais le *pour qui* des normes, le *pour qui* du droit. Et ce *pour qui* renvoie nécessairement à des rapports de classes et non à des rapports abstraits entre les normes et/ou les notions juridiques.

2. Le travail et le droit

2.1. Le contrat de travail

[Retour à la table des matières](#)

Une démarche qui viserait à démasquer l'idéologie d'une classe dominante à l'égard du travail au seul niveau des lois édictées pour régir les relations entre patrons et employés (Code du travail, Loi des syndicats professionnels, etc.) ne saurait aboutir qu'à la reconnaissance de la légitimité de telle ou telle norme prise isolément. En effet, toute loi sur le travail part de l'assertion que chaque individu est libre de sorte que la loi elle-même n'entend que réglementer des relations entre des parties autonomes et morcelées qui, quant à elle, sont sur un pied d'égalité.

Ce qu'il importe d'analyser, ce ne sont pas les modalités qui régissent les relations entre les parties en présence, mais le renversement opéré par la loi qui fait apparaître comme rapport d'égalité le rapport de domination d'une classe sur une autre dans une société donnée.

Avec l'apparition et le développement d'un marché du travail, le rapport Capital-Travail est présenté comme « rapport entre équivalents.... comme rapports entre individus libres et égaux en droit ¹ ».

Rien ne distingue au premier abord l'échange entre capital et travail de l'achat et de la vente de toute autre marchandise... au point de vue du droit, on ne reconnaît donc dans le

¹ Marx, K. : *Le Capital*, Éditions sociales, tome I, page 172.

contrat de travail d'autre différence avec tout autre genre de contrat que celle contenue dans les formules juridiquement équivalentes ¹.

En droit, les relations patron-employé sont ainsi considérées comme un cas particulier des relations entre parties contractantes dans un contrat.

Employeur : toute personne, société, association, personne morale ou corporation, qui utilise, en vertu d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage écrit ou verbal, exprès ou implicite, les services d'un ouvrier engagé dans un travail quelconque se rattachant à une industrie visée par la présente loi ².

2.2 L'objet du contrat de travail

[Retour à la table des matières](#)

Le contrat de travail, exprès ou implicite, par lequel s'engagent employeur et salarié, porte sur un objet : la force de travail, qui fonde la validité du contrat.

Quatre choses sont nécessaires pour la validité d'un contrat : Des parties ayant la capacité légale de contracter ;

Leur consentement donné légalement ;
Quelque chose qui soit l'objet du contrat ;
Une cause ou considération licite ³.

En tant qu'objet, la force de travail est « extérieure » aux parties contractantes ⁴. La validité de la convention repose sur la liberté des parties en présence : dans le rapport qui s'instaure entre elles, la force de travail aliénée par l'un est utilisée par l'autre en fonction de ses besoins propres, pour ses fins particulières, le salarié constituant la « chose » dont l'employeur devient en quelque sorte possesseur.

Si le non-travail demeure une possibilité concrète, il ne saurait être rémunéré en dehors d'un contrat de travail - exprès ou implicite - ou ne saurait l'être à moins que celui qui prétend avoir droit à une rémunération ne s'engage à plus ou moins

¹ *Ibidem*, tome 2, page 211.

² Loi des accidents du travail, S.R.Q. 1941, article 2.

³ *Code Civil de la province de Québec*, article 984.

⁴ « Le fait typique ce n'est pas que la marchandise force de travail soit à vendre, mais que la force de travail apparaisse comme une marchandise. » K. Marx : *op. cit.*, livre II, ch. 1, page 32.

court terme dans un contrat de travail. Cette problématique se trouve à la base de la loi de l'assurance, dans la mesure où la liberté de contracter n'entre plus ici en considération.

Toute personne capable de contracter peut prendre une assurance sur des objets dans lesquels elle a un intérêt et qui sont exposés à quelque risque ¹.

L'assurance peut être stipulée contre toute pertes provenant d'accidents inévitables ou de force majeure, ou d'événements sur lesquels l'assuré n'a pas de contrôle... ²

En matière d'assurance-chômage, c'est-à-dire pour autant qu'il s'agisse d'assurer l'objet « force de travail » contre des « événements sur lesquels l'assuré n'a pas de contrôle », le principe de la liberté des parties n'entre pas en ligne de compte puisque seule l'existence d'un contrat de travail antérieur fonde le droit aux prestations.

Bien qu'en droit les parties à un contrat sont présumées libres et sur un pied d'égalité l'une par rapport à l'autre, l'assurance portant sur l'objet « force de travail » échappe à cette règle générale, d'autant plus que l'assurance-chômage relève d'une instance extérieure aux parties contractantes dans un contrat de travail : le pouvoir public. Si, en stricte rationalité juridique, l'objet « force de travail » est soumis à des risques, il devrait appartenir à son propriétaire, le salarié, de se pourvoir d'un contrat d'assurance susceptible de protéger cet objet ; cette possibilité existe *de facto* et des contrats d'assurance-maladie, par exemple, prévoient de telles éventualités, de sorte que la rationalité de l'intervention d'une troisième partie venant pour imposer un contrat d'assurance aux propriétaires de leur force de travail relève d'un autre ordre de rationalité.

C'est dans et par ce nouveau rapport que se manifeste la relation entre travail et ordre social, en tant que rapport entre infrastructure économique et superstructure politique et idéologique.

Au seul niveau de l'infrastructure économique, la forme juridique qu'est le contrat de travail fonde les rapports entre des parties à un contrat, de sorte que l'intervention du pouvoir public, basée sur l'objet que constitue en droit la force de travail, instaure un double rapport : entre le salarié et le pouvoir, d'une part ; entre le propriétaire de moyens de production et le pouvoir, d'autre part.

¹ Code Civil, article 2472.

² Idem, article 2476.

2.3 Le travailleur et le pouvoir public : Quelques notes historiques

[Retour à la table des matières](#)

Les relations entre employeur et employé ont de tout temps été assimilées au droit régissant les objets. Ou bien le travailleur a été réduit à une chose comme dans le droit coutumier du Moyen Âge lorsque la « propriété » d'un fief entraînait celle des animaux et des serfs ; ou bien, au moment de la révolution industrielle, la force de travail « seule » du travailleur a fait l'objet du contrat passé entre patron et employé.

Dans ces conditions, les rapports entre employeur et employé apparaissent afférents seulement à l'infrastructure économique et le pouvoir public, intervient non pas pour réglementer directement ces relations, mais les relations entre le travail et l'État. En faisant du travail une obligation légale liée à un statut économique particulier, l'État cautionne une contrainte et par là se contente d'imposer la servitude qu'est le travail, en dehors de toute considération normative sur le non-travail.

Ainsi se révèle la relation entre l'obligation de travailler - telle que définie par le pouvoir - et la conspiration dont se rendraient coupables ceux qui ne travailleraient pas.

The common law doctrine of conspiracy which pervades the development of Labour Law in England, and consequently its development also in the United States and in Canada, finds its first roots in statutes dating as far back as the reign of Edward the First ¹.

L'ordonnance des travailleurs de 1359 est explicite sur ce point. Basically, wages were not to be subject of negotiation, but were to be fixed at maximum rates... Everyone under sixty, not having property of his own and not serving and other, was bound to serve the employer who required him at no more than the rate fixed in the Statutes. Anything done in concert to defeat the purpose of the statutes was a conspiracy and punishable as a crime ².

Et plus tard :

¹ Lalande, Léon : « The Status of organized labour. An outline of the development of the Law in Great Britain, the United States and Canada, » 1941, 19 *Canadian Bar Review*, page 638.

² Ordinance of Labourers of 1359-60 (23 Edward III), cité par Lalande, *op. cit.*, page 638.

power was given to the justicer of the peace to fix the wages of any labourers, weavers, spinsters, workmen or workwomen, whatsoever, either working by the day, week, year, or other wise ¹.

La différence fondamentale entre la réglementation publique du travail avant la révolution industrielle et celle qui sera implantée après, tient en ce que dans le premier cas le pouvoir public se contentait d'établir une servitude et d'en fixer le dédommagement alors que par la suite cette servitude et sa rémunération seront soumis aux lois du marché. Comme l'a noté Marx, « le marché du travail n'est alors qu'un cas particulier du marché de marchandises ² ».

Soulignons que le fondement historique de ces réglementations du travail par l'État est essentiellement l'obligation de travailler à défaut de quoi le contrevenant peut se rendre coupable de conspiration. Jadis définie par statut, la conspiration se trouve maintenant régie par le Code criminel, comme la sédition.

... sans restreindre la généralité de la signification de l'expression « intention séditeuse », est présumé avoir une intention séditeuse quiconque

a) enseigne ou préconise, ou

b) publie ou fait circuler un écrit qui préconise l'usage, sans l'autorité des lois, de la force comme moyen d'opérer un changement de gouvernement au Canada ³.

Cette relation entre l'ordre public et l'obligation de travailler est établie dans les statuts qui régissent le travail, soit directement comme dans la Loi de l'assurance-chômage, soit indirectement comme dans les articles du Code criminel qui ont trait aux grèves ⁴.

Si en principe le non-travail demeure une possibilité, cela ne vaut que pour les besoins de la théorie des contrats, pour la validité du contrat qui doit être passé entre des parties libres. D'autre part, aux yeux du pouvoir, le non-travail est un état qui tend à remettre en cause sa propre légitimité de sorte qu'à ce niveau le principe d'égalité ne joue plus : le contrat devient une contrainte dont la rupture touche l'ordre social et relève de la criminalité.

Quiconque, volontairement, viole un contrat, sachant ou ayant un motif raisonnable de croire que les conséquences probables de son acte, qu'il agisse seul ou en liaison avec d'autres seront

¹ James I (1604) ch. 6, cité par Lalande, *op. cit.*, page 639.

² Marx, *op. cit.*, livre I, tome I, page 17.

³ *Code criminel* (ch. 51, 2-3 Elizabeth II, 1953-1954) article 60.

⁴ *Ibidem.* articles 365, 409, 64, 372, para. 6, etc.

- a) de mettre en danger la vie humaine ;
- b) d'infliger des blessures corporelles graves ;
- c) d'exposer des biens de valeur, immeubles ou réels, meubles ou personnels, à une ruine totale ou à de graves dommages ;
- d) de priver les habitants d'une cité ou localité ou de quelque partie d'une cité ou localité, totalement ou dans une grande mesure, de leur approvisionnement de lumière, d'énergie, de gaz ou d'eau... est coupable :
- e) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans, ou
- f) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité... ¹

La justification des normes imposées par l'État réfère au bien public : c'est ainsi que l'État peut se définir au-dessus de toute formation sociale et poser le droit ou la loi au-dessus des citoyens.

Il arrive parfois que le pouvoir public fasse explicitement la relation entre travail et ordre (entendu au sens du maintien de sa domination) : ainsi en 1935, quand le gouvernement fédéral du Canada voulut mettre sur pied un système d'assurance-chômage et que l'Ontario se pourvut en justice devant le Conseil privé de Londres pour faire déclarer cette loi inconstitutionnelle aux termes de l'article 92 de l'A.A.N.B., le gouvernement fédéral invoqua, entre autres arguments :

because unemployment has attained such proportions as to render it unquestionably a matter of national interest and importance and as to affect the body politic of the Dominion ².

On établissait un rapport direct entre le travail et le pouvoir public, rapport qui apparaît clairement dans le non-travail, alors que le lien entre Travail et Capital est inexistant ou rompu.

Ces éléments permettent de préciser la relation entre travail et pouvoir public comme une prise en charge par l'État du rapport initial entre Capital et Travail, fondée sur la forme dans laquelle se présente ce rapport initial : savoir le contrat de travail. On comprend que le contrat de travail fonde plusieurs rapports sociaux distincts : le rapport Capital-Travail, ce rapport Travail-État, enfin le rapport entre le Capital et Pouvoir politique, dans la mesure où il est la condition d'existence de cet autre contrat : l'assurance-chômage.

¹ *Code criminel*, article 365, para. 1.

² Attorney general for Canada V.A.G. for Ontario, 1937, Privy Council, Olmstead, tome III, page 207.

3. La loi de l'assurance-chômage

[Retour à la table des matières](#)

Il existe deux niveaux d'analyse d'une loi : d'abord, il faut cerner la fonction pratique du texte par rapport à la réalité qu'il tente d'infléchir, fonction qui déterminera la problématique générale du texte ; ensuite seulement peut-on être en mesure de dégager la « plomberie » particulière à ce texte, soit les mesures concrètes particulières prévues pour remplir cette fonction sociale.

3.1 La fonction de la loi de l'assurance-chômage

[Retour à la table des matières](#)

Dans une société, le travail est la relation normale ; pour certains sociologues, le non-travail renvoie d'emblée aux loisirs, au temps libre ¹. Toute la fonction de la production semble orientée vers ce but, à tel point que le véritable non-travail, le chômage, apparaît plus comme défaut d'ajustement d'un système que développement nécessaire d'une rationalité économique spécifique. Sur ce point précis, on peut rappeler que la théorie sociologique orthodoxe retarde sur la théorie économique, qui depuis Keynes ² admet l'existence des chômeurs involontaires, à côté des chômeurs volontaires (analysés par la théorie économique antérieurement).

Le mode de production capitaliste produit des chômeurs de manière aussi inéluctable qu'il produit des marchandises -d'ailleurs, aux yeux du propriétaire, la force de travail ne représente-elle pas une marchandise qu'il est libre d'acheter ou pas ? Toutefois, le problème ne consiste pas à analyser l'aspect économique du phénomène chômage, mais sa rationalité juridique. On sait quelle forme prend ce rapport juridique : celle du contrat de louage d'ouvrage ; et la fonction propre à ce contrat, soit le maintien et l'extension des rapports de production.

¹ Voir sur ce point : Degrazia, S : *Of Time, Work, and Leisure*, Anchor books, 1964, et Parker, S : *The future of Work and Leisure*, Londres, Paladin, 1972.

² Keynes. J.M. : *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, (1936), Payot, 1968, p. 25 et suiv. Et aussi à la page 386.

Si le Code civil régit la forme juridique que revêtent les rapports qui s'établissent entre employeurs et employés, le bris de contrat, donc les mesures répressives attachées à l'obligation de travailler, réfèrent au Code criminel : réglementation du droit de grève, injonctions, etc.

En situation normale, la cohérence est parfaite : le contrat de travail est donné d'une part comme un droit ; il apparaît d'autre part comme une obligation, la forme nécessaire dans laquelle s'instaurent des rapports de production. Mais qu'advient-il dans la situation de non-travail qui désigne l'état de ceux qui ne sont ni dans des rapports de production, ni susceptibles de bénéficier des rapports de consommation ?

La Loi de l'assurance-chômage fait une distinction fondamentale entre ceux qui ont déjà travaillé et ceux qui n'ont jamais travaillé.

Elle se constitue comme loi « charnière » entre deux situations sociales extrêmes, le travail et le non-travail ; sa fonction consiste à maintenir une relation « contractuelle » entre un contrat de travail antérieur et un contrat de travail futur. Pour être éligible, le prestataire doit s'être engagé déjà dans un contrat de travail et vouloir s'engager de nouveau : la situation dans laquelle il se trouve est donc à la fois involontaire et temporaire.

Le contrat de travail, défini par le Code civil comme un engagement entre des parties libres, se révèle condition essentielle au droit à l'assurance-chômage. L'objet « force-de-travail » doit avoir été aliéné parce que la valeur marchande de la force de travail repose sur un prix établi en vertu de la loi de l'offre et de la demande. En dehors de ce rapport contractuel, la force de travail n'a aucune valeur marchande de sorte que le contrat représente le fondement déterminant du droit d'assurance : le droit établit une valeur marchande fictive de la force de travail en rapport avec sa valeur marchande réelle telle que donnée au contrat de travail antérieur.

Tout bien approprié par un propriétaire est déjà dans le marché et se trouve ipso facto soumis à la loi de l'offre et de la demande mais ce n'est pas le cas pour la marchandise « force-de-travail » qui n'entre dans le marché qu'une fois aliénée - puisque seule cette aliénation libre et volontaire permet d'en déterminer le prix.

On pourrait penser que toute force de travail, s'agissant d'un travail social indistinct et général, devrait être rémunérée d'égale façon, mais cette vision des choses entrerait en contradiction avec l'idéologie de la liberté des contractants et la loi du marché, puisqu'elle équivaldrait à identifier à une classe sociale l'ensemble de ceux qui doivent vendre leur force de travail pour subsister. L'idéologie officielle, loin de poser alors l'égalité des parties, devrait s'en remettre à une

nécessité supérieure pour justifier sa domination, comme c'était le cas dans des rapports sociaux précapitalistes ¹.

Le prix de la force de travail ne saurait être fixé en dehors du marché : cela reviendrait à fausser le jeu des lois du marché. Dans le cas de l'assurance-chômage, cette logique comporte deux conséquences : d'abord, le contrat de travail est l'élément central, la condition *sine qua non* du droit à l'assurance ; ensuite, la prime de cette assurance sera fixée en fonction de la rémunération obtenue par le travailleur dans un contrat de travail antérieur. Ici se situe une autre contradiction de l'idéologie : bien que la marchandise « force-de-travail » fasse l'objet du contrat de travail, le travail comme tel est à la fois objet et relation sociale, dans la mesure où cette force de travail seule peut maintenir et garantir socialement le droit de propriété.

Le travail est une relation technique, c'est la relation du sujet et d'un objet... Mais le travail n'est pas que cela, il est, aussi, une relation sociale. En fait, le travail ne s'effectue jamais sauf accident individuel, en dehors d'une société organisée.

Toute production, comme tout travail, a un caractère social, et implique des relations entre hommes. Le caractère même de ces relations agit sur la nature du travail. Il est impossible... de considérer le travail indépendamment du cadre social dans lequel celui-ci s'effectue ².

La relation sociale qu'est le travail prend nécessairement la forme du contrat : assurer l'objet « force de travail », c'est assurer (au sens de garantir) les relations sociales dans lesquelles cet objet est offert sur le marché ; assurer la force de travail, c'est garantir les relations sociales entre travail et capital, entre les propriétaires de leur force de travail et les propriétaires des moyens de production, donc les formes sociales dans lesquelles ces relations sociales s'établissent.

La fonction sociale de la loi de l'assurance-chômage consiste à maintenir les propriétaires de leur force de travail qui se trouvent en dehors d'un contrat de travail dans une situation objective telle que cette force de travail puisse à tout moment s'insérer à nouveau dans le rapport social spécifique que constitue le

¹ Par exemple : « J'aimerais autant dire que la religion donne à ceux qui la professent un droit de réduire en servitude ceux qui ne la professent pas, pour travailler plus aisément à sa propagation...

Louis XIII se fit une peine extrême de la loi qui rendait esclaves les nègres de ses colonies ; mais quand on lui eut bien mis dans l'esprit que c'était la voie la plus sûre pour les convertir, il y consentit » cf. Montesquieu : *De l'esprit des lois*, livre XV, ch. 4, in : *Œuvres complètes*, coll. La pléiade, NRF, T. 2, page 493. À moins que ce ne soit à des motifs plus vilement racistes : « Il est impossible que nous supposions que ces gens-là (les nègres) soient des hommes ; parce que, si nous les supposons des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens » cf. *ibidem*, livre X, ch. 5, p. 494.

² Bettelheim, Charles : *Le problème de l'emploi et du chômage dans les théories économiques*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, École des Hautes Études, 1952 (texte ronéotypé), page 4.

rapport capital-travail, dans les formes qui le fonde, c'est-à-dire comme marchandise (comme « chose » en droit) concourant au maintien et à l'extension des rapports de production.

Il appartient à la Loi de l'assurance-chômage de maintenir et de développer cette cohérence afin que la fonction sociale du travail non-utilisé soit homologuée à celle du travail inséré dans les rapports de production ; afin que le non-travail demeure, en un mot, du travail disponible. Le clivage entre travail et non-travail, davantage qu'une simple opposition, représente une contradiction dans le système puisque si le travail est la relation sociale nécessaire pour garantir le maintien du capital comme droit de propriété, le non-travail est absence de relation, il est a-social dans sa fonction, pour le capital.

L'autre aspect de cette cohérence de la Loi sur l'assurance-chômage touche la rémunération. Si, en droit général de l'assurance,

l'obligation principale de l'assureur est de payer à l'assuré toutes pertes que ce dernier souffre par suite de risques contre lesquels il est assuré, et conformément aux termes du contrat ¹,

les prestations de l'assurance-chômage sont fixées en fonction de la rémunération que recevait le travailleur par le contrat de travail antérieur. Ainsi les prestations s'établiront à 66,6% du salaire antérieur pour une personne seule et à 75% pour le prestataire ayant une personne à charge ou plus ². Une double rationalité explique cette norme : d'une part, il ne peut s'agir pour le pouvoir politique d'intervenir dans la loi de l'offre et de la demande ; d'autre part, en dévaluant la rémunération du travail, on rend celui-ci plus facile à aliéner sur le marché du travail dans l'avenir.

Dans ces conditions, la loi a comme effet économique et social de rabaisser le prix de l'objet « force de travail » et de constituer une « armée de réserve » capable de s'engager par contrat de travail et disposée à le faire. Il apparaît évident que plus le poids social de cette armée sera élevé et plus les rémunérations qu'elle est susceptible d'aller chercher sur le marché du travail seront faibles, plus son influence sera importante sur le niveau général des salaires.

Sous prétexte de ne pas fausser les lois du marché, l'assurance-chômage contribue à avilir le prix du travail en créant systématiquement une nouvelle tendance à la baisse des rémunérations de la force de travail, tendance qui sera d'autant plus forte que le taux de chômage sera élevé.

¹ Code civil, article 2507, para. 1.

² Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, (19.20 Élisabeth II), 1971, ch. 48, art. 24. Compte tenu de la période de carence, ces pourcentages sont nettement exagérés.

Le chômage devient la condition du maintien d'un déséquilibre social dont la fonction est d'abaisser la valeur marchande de la force de travail.

3.2 Les modalités de fonctionnement de la loi

3.2.1 L'emploi assurable

[Retour à la table des matières](#)

La loi définit ainsi l'emploi assurable :

un emploi exercé au Canada pour un ou plusieurs employeurs en vertu d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage exprès ou tacite, écrit ou verbal, que l'employé reçoive sa rémunération de l'employeur ou d'une autre personne et que la rémunération soit calculée soit au temps ou aux pièces, soit en partie au temps et en partie aux pièces, soit de quelque autre manière ¹.

La Commission d'assurance-chômage peut, par règlement, élargir la catégorie des emplois assurables pour inclure :

tout emploi qui n'est pas un emploi aux termes d'un contrat de louage de services, s'il paraît évident à la Commission que les modalités des services rendus et la nature du travail exécuté par les personnes exerçant cet emploi sont analogues aux modalités des services rendus et à la nature du travail exécuté par les personnes exerçant un emploi aux termes d'un contrat de louage de services ².

Les emplois exclus sont, entre autres, ceux qu'exercent une personne de plus de soixante-dix ans, une personne au service de son conjoint, une personne au service du gouvernement d'un pays autre que le Canada, etc. ; mais l'exclusion la plus significative est la suivante :

tout emploi occasionnel à des fins autres que celles de l'activité professionnelle ou de l'entreprise de l'employeur ³.

La condition de validité du contrat d'assurance-chômage est donc déterminée par l'employeur, partie essentielle au contrat de louage d'ouvrage. Dans le rapport qui s'instaure par le biais de l'assurance-chômage, entre les trois parties que sont l'employeur, l'employé et le pouvoir public, ce dernier pose l'existence du rapport

¹ Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, *op. cit.*, article 3, para. 1, alinéa (a).

² *Ibidem*, article 4, para. 1, alinéa (c).

³ *Idem*, article 3, para. 2, alinéas a, c, f, et b. En vertu de cet article sont exclus non seulement les professionnels, mais surtout les artisans, les entrepreneurs individuels, bref tous ceux qui auraient quelque droit de propriété à faire valoir sur des moyens de production.

employeur-employé, dans la forme juridique spécifique du contrat de louage d'ouvrage, comme rapport nécessaire à l'établissement du contrat d'assurance-chômage. Le pouvoir public, en tant que tierce partie, intervient là où cesse le contrat de travail, dans le but de préparer à la réinsertion de la force de travail dans le marché du travail ; il prend le relais du contrat de travail suspendu.

Dans le même ordre d'idées, la cotisation prélevée auprès des employeurs, au lieu d'être proportionnelle à l'actif de l'entreprise ou à son chiffre d'affaires, est réglée sur celle de ses employés et sert ainsi à valider le contrat intervenu entre l'employeur et l'employé comme contrat de travail véritable¹. Alors que le bénéficiaire de l'assurance prise sur des biens est la personne qui s'est engagée par contrat, le « bénéficiaire » véritable de l'assurance-chômage n'est pas le chômeur mais l'ensemble des employeurs, la classe des propriétaires des moyens de production². La cotisation du travailleur sert à lui assurer un minimum de subsistance tandis que celle de l'employeur, si elle peut ne pas lui profiter personnellement, profite toujours à une classe sociale : la classe capitaliste.

Dans le rapport qui se crée entre capital et travail, c'est-à-dire dans la relation sociale spécifique où la force de travail doit être aliénée au bénéfice des propriétaires des moyens de production, l'État intervient au profit des employeurs puisque l'existence de cette relation spécifique antérieure est la condition nécessaire de la validité du droit à l'assurance. Pour avoir droit à l'assurance, le travailleur doit avoir déjà aliéné sa force de travail. Ainsi, l'assurance garantit et cautionne le contrat de travail, savoir le rapport de domination qui s'établit entre employeur et employé.

Les modalités de versement des prestations et de prélèvement des cotisations auprès des employeurs et des employés apparaissent secondaires en regard du contrat de travail, qui constitue le fondement de la loi de l'assurance-chômage, l'élément sans lequel la loi ne s'applique pas (il faut dans ce cas référer aux mesures d'assistance-chômage ou d'assistance sociale dont la fonction et les articulations relèvent d'une problématique sensiblement différente).

¹ Les subventions aux entreprises, elles, sont réglées sur le montant de l'actif de l'entreprise. Ici, la rationalité consiste à minimiser le poids économique du chômage pour l'employeur et à faire porter ce poids sur les travailleurs.

² La même fonction peut être attribuée aux bureaux de placement prévus par la loi.

3.2.2 Les prestations d'assurance-chômage

[Retour à la table des matières](#)

Les prestations d'assurance ne sont versées qu'à ceux qui remplissent les conditions suivantes :

- a) (avoir) exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de (la) période de référence, et
- b) (qu'il y ait) eu arrêt de la rémunération provenant de l'emploi ¹.

Mais, si en temps normal (en vertu du droit de l'assurance) en cas de perte l'assureur est tenu de payer à l'assuré « toutes pertes que ce dernier souffre ² », les prestations de l'assurance-chômage relèvent d'une logique différente : au lieu que ce soit l'objet « force-de-travail » qui soit assuré en fonction de son prix de marché (comme cela se produit pour n'importe quel bien assurable), c'est le prix de la force de travail fixé par le contrat de travail antérieur qui détermine le montant des prestations auxquelles l'assuré-chômeur a droit. Cette inversion est caractéristique. Pour l'idéologie libérale, tout individu est autonome et libre ; il serait contradictoire d'utiliser ou de manier des catégories juridiques et économiques qui puissent impliquer qu'une classe d'individus se retrouve dans une position objective donnée.

On individualise chaque cas, comme s'il n'appartenait pas à une position objective donnée. Le jeu de l'offre et de la demande ayant défini des rémunérations différentielles, la Loi les maintient.

Cette logique s'applique jusque dans la nature du travail qui fonde le contrat de sorte que la personne n'est pas obligée de s'engager dans un contrat couvrant une activité « différent (e) de (celle) qu'elle exerce dans le cadre de son occupation ordinaire » (art. 40 para. 2 alinéa c). Toutefois, « après un délai raisonnable à partir de la date à laquelle un assuré s'est trouvé en chômage, (cette liberté) ne s'applique pas à l'emploi visé s'il s'agit d'un emploi à un taux de rémunération qui n'est pas inférieur et à des conditions qui ne sont pas moins favorables... » (article 40, para. 3).

¹ Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, *op. cit.* article 17, para. 2. La condition énoncée au para. (a) ci-dessus était plus sévère dans le texte de la loi de 1935 (S.R.C. ch. 38) : pour être éligible, le prestataire devait avoir travaillé 40 semaines entières dans les deux années qui précédaient sa demande.

² *Code civil*, article 2507, para. 1.

La nature du travail qui fonde le contrat cède place à la rémunération qui seule apparaît centrale dans le contrat de louage d'ouvrage. Ce ne saurait être le genre de travail qui importe aux yeux de l'idéologie libérale mais crûment la nécessité du travail (de la production pour la production), par opposition au non-travail. Ainsi que Marx l'a noté, la « qualité » (le genre) du travail importe peu puisqu'il s'agit en fin de compte de « travail socialement nécessaire » à la reproduction du droit de propriété. La cohérence de cette approche réside dans le fait que tout travail maintient les rapports de domination, alors que le simple non-travail les remet automatiquement en cause.

Comme ces rapports n'existent pas en dehors du travail considéré comme une marchandise, il faudra poser que celle-ci devra subsister même quand il n'y a pas de travail. Il ressort de ceci que l'état de chômeur entraîne l'aliénation des prestataires dans la mesure où, au moyen de la rémunération, on s'attend qu'ils s'abstiennent de nouer tout rapport social pour se cantonner dans des relations individuelles et isolées face à l'État d'une part, à la classe des propriétaires d'autre part.

Le travail étant la condition du maintien de rapports de production spécifiques, le chômage, loin de constituer un cas particulier auquel il faudrait remédier pour des considérations humanitaires, crée un rapport contradictoire puisque dans la mesure où il ne fonde pas le maintien des rapports de productions, il crée *ipso facto* un rapport antithétique. En vertu d'une telle problématique, le non-travail ne saurait exister comme catégorie sociale (d'où, historiquement, l'élaboration de la notion économique de « chômage volontaire »). Si jamais il devient un fait social indéniable, il appartiendra au droit de définir cet état comme un cas particulier du contrat de travail ; autrement dit de maintenir artificiellement les relations données dans les rapports de production.

4. Assurance et assurance-chômage

[Retour à la table des matières](#)

Comment se fait-il que le « propriétaire » d'une force de travail n'ait pas le droit de prendre lui-même un contrat d'assurance sur l'objet dans lequel il a un intérêt - la force de travail - et qui est exposé à quelque risque (les lois du marché) ?

En toute logique juridique, la liberté de contracter devrait se retrouver inchangée au niveau de toute obligation, de même qu'au niveau de tout contrat. Autant il semble exister une cohérence entre le contrat de louage d'ouvrage et par exemple la législation sur le travail, qui régit les conventions collectives passées entre employeurs et employés, autant il paraît évident qu'existe une brisure entre le droit de l'assurance et la législation concernant l'assurance-chômage. En effet, l'aliénation de la force de travail par une partie au profit d'une autre fonde le droit au travail entendu comme liberté de contracter et non comme obligation véritable, tandis que les normes qui régissent les rapports du travailleur avec sa propre force de travail révèlent que le travail constitue une obligation liée d'une part au maintien de la légitimité des formes (le contrat), d'autre part à la soumission à des rapports spécifiques de domination.

Si à un certain niveau le travailleur apparaît libre dans le contrat de travail qui le lie à un employeur, ce n'est que dans la logique juridique qui régit les modalités d'application du droit à l'égard de cet objet qu'on découvre le statut particulier de l'objet « force de travail » par rapport à tout autre objet. Le travailleur est libre à l'égard de l'objet « force de travail » de l'aliéner ou non ; d'ailleurs la validité du contrat repose sur cette liberté. Mais si la force de travail était un objet comme n'importe quel objet, en droit, il devrait être soumis aux mêmes règles, aux mêmes normes, de sorte que quel que soit le contrat qui intervienne à propos de cet objet, les parties demeurent dans des rapports équivalents les uns vis-à-vis des autres et aussi vis-à-vis de l'objet qui fonde la validité du contrat.

Comment se fait-il que pour l'assurance de l'objet « force de travail » les modalités d'application du contrat d'assurance soient autres ? qu'elles soient en contradiction avec celles qui régissent l'assurance générale ?

En ce qui concerne l'assurance-chômage, il ne s'agit plus des deux parties en cause dans le contrat de travail (employeur et employé), mais d'une troisième, le pouvoir public, qui intervient pour imposer le contrat aux parties initiales, apparemment dans l'intérêt du travailleur.

Au lieu de la norme générale relative au contrat d'assurance, selon laquelle « toute personne capable de contracter peut prendre une assurance », il y a l'obligation pour le travailleur d'assurer sa force de travail.

Cette obligation circonscrit les droits du travailleur à l'endroit de la chose force de travail en même temps qu'elle établit la relation directe entre le travail et le pouvoir public pour qui la limitation des droits du travailleur (ou encore cette ingérence dans le droit privé du travailleur), est basée sur l'intérêt de ce dernier. Ainsi le Traité de Versailles stipule :

each of the signatories thereto agreed that they would endeavour to serve and maintain fair and humane conditions of labour for men, women, and children...

... That the well-being, physical, moral and intellectual, of industrial wage-earners is of supreme international importance ¹.

Toutefois, cette argumentation n'est pas suffisante et si le gouvernement fédéral y fait référence dans le préambule de la loi d'assurance-chômage de 1935, il invoque aussi des arguments relatifs à la « paix sociale » et à l'« ordre social » qui doivent maintenir des « termes d'échange équitables dans le commerce ».

1. Whereas it is desirable to discharge the obligations to Canadian Labour assumed under the provisions of the said Treaty (*i. e.* le Traité de Versailles) ;

2. and whereas it is essential for the peace, order and good government of Canada to provide for a National Employment Service and Insurance and for the purpose of maintaining on equitable terms, interprovincial and international trade... ²

Deux niveaux distincts se dégagent dans les rapports établis par la législation sur le travail. Au niveau du contrat de travail comme tel, les relations entre les parties sont présentées comme relations interpersonnelles ; au niveau des droits relatifs à l'objet « force de travail », les rapports sont définis comme rapports entre le pouvoir public et le travail. Si dans le premier cas le non-travail est donné comme une possibilité théorique puisque cette possibilité fonde la validité du contrat, dans le second le non-travail entre directement en contradiction avec le pouvoir politique. Cette dernière relation apparaît clairement dans les arguments invoqués par le gouvernement fédéral pour justifier l'implantation d'un régime d'assurance-chômage dont la responsabilité incombait jusque-là aux provinces en vertu du partage des pouvoirs déterminé par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867 ³ :

because unemployment has attained such proportions as to render it unquestionably a matter of national interest and importance and as to affect the body politic of the Dominion ⁴.

¹ Traité de Versailles, 1929, articles 23 et 427 cité dans : The employment and social insurance Act, Statuts du Canada, (25-6 - Georges V) 1935, ch. 38. Cette référence au traité de Versailles a été faite par le gouvernement fédéral dans la contestation qui l'a opposé à l'Ontario dans l'affaire relative à l'assurance-chômage.

² The employment and Social Insurance Act. 1935, *op. cit.*, Préambule.

³ En vertu de la Constitution canadienne de 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, l'assurance-chômage aurait du relever des pouvoirs accordés aux provinces sous le titre « propriété et droits civils », article 92, para. 13.

⁴ Attorney General for Canada V.A.G. for Ontario, 1937, Olmstead, tome III, Ottawa, Imprimeur de la Reine, page 207.

L'effet concret de cette ingérence est de limiter absolument les droits du « propriétaire » de la force de travail à la seule rémunération prévue au contrat de louage d'ouvrage, de le déposséder de toute détermination de l'utilisation de cet objet « force de travail », dépossession qui fonde le maintien du pouvoir public comme pouvoir politique de domination grâce à l'appropriation des droits politiques des « propriétaires » de leur force de travail. Si les travailleurs jouissaient de tous les droits inhérents au droit de la propriété, ces droits entreraient en contradiction avec les droits des propriétaires des moyens de production.

L'obligation de travailler devient la forme nécessaire que prend en régime capitaliste la dépossession des droits du travailleur. Cette obligation apparaît comme droit à une rémunération, circonscrit à son contenu purement économique dans la mesure où le contenu politique est approprié au niveau de la superstructure politique et idéologique.

Nous avons en apparence affaire à deux droits de propriété : celui du « propriétaire » de la force de travail et celui du propriétaire du capital, mais l'un et l'autre droit n'ont pas le même contenu : le premier ne peut que fonder la rémunération alors que le second dispose de tous les droits du propriétaire sur l'utilisation de la « chose » force de travail. La rationalité du discours juridique à l'égard du « propriétaire » de la force de travail sera donc, sous le couvert du maintien du droit à la rémunération, la dépossession des droits liés à la propriété.

Le maintien du droit à la rémunération implique le maintien du contrat de louage d'ouvrage, forme juridique de ce droit. Le contrat de louage est la forme que revêtent les rapports qui s'instaurent entre employeur et employé ; en dehors de ce contrat, le « propriétaire » de la force de travail n'a aucun droit de sorte que le bris de contrat constitue une atteinte contre la formation sociale dans son ensemble, contre l'« ordre social ». Si, au regard du Code civil, le contrat apparaît comme un droit, selon le Code criminel le bris de contrat est une atteinte contre la société. Le contrat est donné d'un côté comme rapport entre égaux ; de l'autre côté, il apparaît comme rapport de domination.

Si le contrat de louage d'ouvrage est la forme juridique nécessaire dans laquelle se présentent les rapports entre employeur et employé, une renonciation à cette forme constitue une rupture des rapports entre les parties en présence, c'est-à-dire des modalités sociales concrètes dans lesquelles ces rapports sont établis. S'il s'agissait de rapports d'égalité, la rupture n'aurait ni plus ni moins d'effet que la rupture d'un autre contrat et ne concernerait, substantiellement, que les parties en présence.

La rupture du contrat de louage d'ouvrage détruit les rapports établis par ce contrat et constitue, comme telle, l'établissement d'un nouveau rapport de force non plus seulement entre les seules parties au contrat, l'employeur et l'employé,

mais encore et surtout entre ceux qui sont forcés de travailler et ceux qui maintiennent et légitiment cette obligation à leur profit.

Il appartiendra au pouvoir public, pour légitimer ces rapports, d'imposer le contrat de louage d'ouvrage comme leur forme nécessaire, puisque le maintien de cette relation entre les parties est condition de son maintien comme pouvoir. Ce qui était, au départ, défini dans le contrat de louage d'ouvrage comme rapport d'égalité, devient rapport de domination d'une classe sociale sur une autre : ainsi s'établit la relation entre les propriétaires des moyens de production et la superstructure politique et idéologique contre ceux qui sont soumis à l'obligation d'aliéner leur force de travail.

La fonction première et dernière de la législation sur l'assurance-chômage sera donc le maintien des rapports tels qu'ils se présentent dans la forme du contrat de travail et le maintien des conditions dans lesquelles ces rapports ont été définis par le contrat de travail antérieur, dans la mesure où seules ces conditions peuvent être négociées par les parties au contrat de travail.

« convention collective » ou « convention » signifie : une entente relative aux conditions de travail conclue entre des personnes agissant pour une ou plusieurs associations de salariés, et un ou plusieurs employeurs ou personnes agissant pour une ou plusieurs associations d'employeurs ; « décret » signifie : l'arrêté ministériel rendant obligatoire, modifiant, prolongeant ou abrogeant une convention collective ¹.

L'appropriation du contenu politique des rapports de travail étant consacrée, il appartient à l'assurance-chômage de la maintenir. Le contrat de travail, en tant que condition au droit à l'assurance-chômage, prolonge cette appropriation à l'occasion du rapport qu'est le non-travail, puisque les parties sont astreintes au contenu véral des rapports qu'elles ont noués.

« association » comprend : un syndicat professionnel, une union de tels syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs, *bona fide*, ayant pour objet l'établissement de relations ordonnées entre employeurs et salariés ainsi que l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité ².

L'expression *bona fide* est révélatrice : elle implique l'acceptation expresse des rapports entre les parties comme nécessaires.

¹ Loi de la convention collective, S.R.Q., 1941, ch. 163, article 1, para. d et e.

² Loi des relations ouvrières, S.R.Q., 1941, ch. 162 A, article 2, para. d.

Depuis le 3 février 1944, date de la sanction de la Loi instituant une commission de relations ouvrières, une association qui tolère, au nombre de ses organisateurs ou officiers, une ou plusieurs personnes adhérant à un parti ou à un mouvement communiste, ne peut être, pour les fins de la présente loi, considérée comme une association *bona fide* et la reconnaissance prévue par le présent article, à titre de représentant d'un groupe de salariés ou d'employeurs, doit lui être refusée ou être révoquée, selon le cas ¹.

Retenons que le contrat de louage d'ouvrage est la forme juridique nécessaire dans laquelle s'établissent en régime capitaliste les rapports entre employeur et employé. Toutefois, loin de constituer un contrat comme un autre, le contrat de louage d'ouvrage est le « contrat social » fondamental ; de sorte qu'un bris de ce contrat implique la réaffirmation de la problématique qui détermine les rapports de classes que cette forme dissimule. À la liberté de contracter qui fonde la validité d'un contrat, il faut alors substituer l'obligation de s'engager par ce contrat particulier, c'est-à-dire de se soumettre aux rapports de classe que le contrat définit, malgré que formellement il se présente sous l'aspect d'un rapport entre équivalents.

La législation sur l'assurance-chômage fixe les modalités dans lesquelles fonctionneront les rapports entre les parties, sans remettre en question l'objet de ce rapport : l'appropriation de la force de travail, l'appropriation des fonctions économiques, politiques et idéologiques des travailleurs.

Parallèlement, la caractéristique fondamentale de ces mesures sociales est la réduction des droits des travailleurs et des non-travailleurs à de simples revendications vénales.

5.Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La conclusion que nous dégageons de cette brève analyse repose sur la constatation suivante : par le chômage s'établissent en particulier deux rapports sociaux concrets : un rapport entre le propriétaire et le pouvoir public, d'une part ; un rapport entre le pouvoir public et le travailleur, d'autre part ; ce dernier rapport étant le rapport social concret qui comble l'absence de rapport entre employeur et travailleur.

¹ Loi des relations ouvrières, *op. cit.*, amendée par 2.3 Élisabeth II, ch. 10 article 1 ajoutant un troisième par. à l'article 6 de cette loi.

Nous pouvons, à ce stade, apporter deux précisions sur ces rapports.

Premièrement, le travail n'est pas que le procès économique de dépense de temps dans un procès de production quelconque, puisqu'il est aussi ce qui fonde en même temps la domination de classe dans ce procès. C'est dire que si la dépense de temps de travail est un procès économique, elle est également un procès politico-idéologique.

Mais le non-travail, du fait qu'il est absence de rapport économique entre le travailleur et l'infrastructure économique, n'est pas pour autant absence de rapport entre celui-ci et la superstructure politico-idéologique ; nous voudrions au contraire poser que le non-travail établit *de facto* un rapport politique spécifique, assertion qui se trouve confirmée à l'occasion de l'exercice du droit à la grève. Le rapport instauré entre le pouvoir public et le travailleur serait donc politico-idéologique et la fonction première et dernière de ce rapport serait l'appropriation de la fonction politico-idéologique potentielle des travailleurs.

Le non-travail ne fait pas que constituer un non-rapport ; il est un nouveau rapport de force en puissance, politique par excellence, que l'État doit désamorcer. Cet élément seul permet, selon nous, d'expliquer par exemple qu'à travers tous les amendements intervenus dans la Loi de l'assurance-chômage, la même rationalité tracassière s'exerce au détriment des chômeurs. Tant que ceux-ci sont asservis par l'appareil chargé de l'implantation de cette loi, ils sont, par force, expropriés de leur fonction politique potentielle.

Deuxièmement, le caractère politique du conflit de classes est approprié par le pouvoir public aux dépens des intérêts immédiats des propriétaires de moyens de production. En d'autres mots, si l'aspect politique des rapports de classes n'apparaît pas de façon manifeste dans l'infrastructure économique, c'est-à-dire au niveau des appareils, il est révélé par le pouvoir public chaque fois que les rapports formels dans des appareils sont rompus, suspendus, brisés ou seulement susceptibles de l'être.

L'adoption d'une loi d'assurance-chômage n'avantagea pas directement et immédiatement tel ou tel propriétaire de moyens de production - d'où l'opposition de certains contre le projet -mais les propriétaires en tant que classe sociale. En revanche, il s'agissait et il s'agit toujours, pour le pouvoir politique, d'éviter que les travailleurs en chômage ne se constituent en fraction de classe sociale antagonique, d'où la nécessité de personnaliser les prestataires par le biais de l'assurance-chômage. Ainsi, dans le cas d'une loi d'aide aux entreprises, alors que la rationalité demeure au niveau de l'impersonnel, la subvention est fixée en rapport avec l'actif de l'entreprise tandis que le montant versé par l'entrepreneur en vertu de la Loi d'assurance-chômage se calcule en rapport avec le salaire.

L'effet social de la Loi de l'assurance-chômage est double et contradictoire : d'une part, cette loi établit les propriétaires de moyens de production en classe sociale ; d'autre part, elle atomise la classe des producteurs sans-travail, utilisant leur impuissance économique pour les maintenir dans l'impuissance politique ; ce qui revient à dire que le pouvoir public s'approprie la puissance économique des propriétaires pour préserver leur puissance politique.

Bibliographie sommaire

1. Ouvrages théoriques

[Retour à la table des matières](#)

Aubert, Vilhelm, (édit.). *Sociology of Law*, Londres, Penguin books, « Penguin Modern Sociology », 1969.

Bettelheim, Charles, *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspéro, 1970.

Carbonnier, Jean, *Sociologie juridique*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », série Sociologie juridique, 1972.

Cohen, M. R. : *Reason and Law*, New York, Collier Books, 1961.

D'aoust, Claude, *Le Contrat individuel de travail en droit québécois*, Montréal, P.U.M., 1971 (texte ronéo).

Engels, F., *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État. Sur l'histoire des anciens Germains. L'Époque franque. La Marche*, Paris, Éditions sociales, 1972.

Friedmann, G. et P. Naville, *Traité de Sociologie du travail*, 2 volumes, Paris, Armand Colin, 1964.

Ginossar S., *Droit réel, propriété et créance*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1960.

De Grazia, Sébastien, *Of Time, Work and Leisure*, New York, Anchor books, 1964.

Hegel, W. F., *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, 1940.

Lojkin, Jean, *Pour une théorie marxiste des idéologies*, Paris, Cahiers du C.E.R.M., 1970.

Mao-Tse-toung, *Écrits choisis en trois volumes*, Paris, Maspéro, 1967.

Marx, Karl, *Le Capital*, 8 vols., Paris, Éditions sociales, 1969.

- *Travail salarié et capital*, Paris, Éditions sociales, Paris, 1969.

- *Introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857), in : *Oeuvres*, tome 1, Paris, N.R.F., « La Pléiade », 1963.

- *Critique de l'économie politique*, in : *Oeuvres*, tome 1, Paris, N.R.F., « La Pléiade », 1963.

- *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Aubier. Éditions Mouton, 1971.

Parker, Stanley : *The Future of Work and Leisure*, Londres, MacGibbon and Kee Ltd., 1971.

Pasukanis, E.-B., *la Théorie générale du droit et le marxisme*, Paris, E.D.I., 1970.

Pernoud, Régine, *Histoire de la bourgeoisie en France*, 2 volumes, Paris, Éditions du Seuil, 1960.

Raguin, Catherine, *Une idéologie : le droit*, Paris, Laboratoire de Sociologie industrielle, 1969 (texte ronéo).

Renner, Karl, *The Institutions of Private Law and their Social Functions*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1949.

Rousseau, J.-J., *Du contrat social et écrits politiques*, in : *Œuvres complètes*, tome 3, Paris, N.R.F., Coll. « La Pléiade », 1964.

Savatier, René, *Cours de droit civil*, 3 volumes, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1947.

Troplong, M., *De l'échange et du louage*, 2 volumes, Paris, 1840.

Trudel, Gérard, *Traité de droit civil du Québec*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1942.

Veblen, Thorstein, *The Theory of The Leisure Class*, New York, Mentor Books, 1953.

Veblen, Thorstein, *The Vested Interests and the Common Man*, New York, Capricorn Books, 1969.

Weber, Marx, *On Law in Economy and Society*, New York, Simon and Schuster, 1967.

2. Articles

[Retour à la table des matières](#)

Frankfurter and Greene : « The labor injunction, » 1930, *American Bar Association*, p. 96 et suiv.

Lalande, Léon : « The status of organized labour. An outline of the development of the law in great Britain, the U.S. and Canada » 1941, 19 *Canadian Bar Review*, p. 638 et suiv.

La sécurité du revenu au Canada, Ministère de la santé nationale et du bien-être social, 1970

Pepper, G.W. : « Injunction in labor dispute, » 1924, 49 *American Bar Ass. Rep.* p. 174 et suiv.

Spector, J. J. : « Labour injunction in Québec. New Judicial approach », 1942, *Revue du Barreau*, p. 312 et suiv.

3. Textes de loi (par ordre chronologique)

[Retour à la table des matières](#)

Loi d'assistance publique, 1925, Statuts Révisés du Québec, ch. 189.

Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province, 1930, 20 Georges V, Statuts Révisés du Québec, ch. 14.

Loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture 1931, 21-22 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 58.

Loi continuant l'allègement du chômage et l'aide à l'agriculture, 1932, 22-23 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 13.

Loi de secours, 1933, 23-24 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 18.

Loi de secours, 1934, 25-26 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 15.

Loi constituant une commission de placement et d'assurances sociales, établissant un service national de placement aux chômeurs et d'autres formes d'assurance et de sécurité sociales, et visant les fins qui s'y rattachent, 1935, 25-26 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 38.

Loi créant de l'emploi au moyen d'ouvrages et entreprises publics dans tout le Canada et autorisant la garantie de certains titres de matériel ferroviaire, 1935, 25-26 Georges V, Statuts Révisés du Canada, ch. 34.

Loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, 25-26 Georges V, Statuts Révisés du Québec, ch. 39.

The employment and social insurance act, 25-26 Georges V, 1935, Statuts Révisés du Canada, ch. 38.

Loi sur le soulagement du chômage et sur les secours, 1936, 1 Edouard VIII, Statuts Révisés du Canada, ch. 15.

Loi ayant pour objet d'accroître le placement des travailleurs en encourageant la réfection des maisons rurales et urbaines, 1 Georges VI, 1937, Statuts Révisés du Canada, chap. 11.

Loi sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, 1 Georges VI, 1937, Statuts Révisés du Canada, ch. 44.

Loi aidant à remédier au chômage et à la crise agricole, 2 Georges, VI, 1938, Statuts Révisés du Canada, ch. 25.

Loi des compagnies de Québec, Statuts Révisés du Québec, 1941, ch. 276.

Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, 19-20 Elizabeth II, Statuts Révisés du Canada, ch.48.

Code civil de la province de Québec, par Lise Saintonge-Poitevin, Wilson et Lafleur, Montréal, 1973.